

هكذا من الاجل

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14509 - 6 F
SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1991
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que l'armée fédérale s'apprêtait à attaquer massivement la Croatie

La quadrature du cercle

COMMENT espérer ramener la paix en Yougoslavie alors que les belligérents placent les accords de cessez-le-feu et que l'armée fédérale déploie d'impressionnantes forces de blindés et de troupes à la frontière entre la Serbie et la Croatie? Tant que, de part et d'autre, l'absurde solution par les armes sera privilégiée l'avenir sera sombre.

Faut-il mettre au point une panoplie de sanctions soit sélectives (contre la Serbie), soit globales (suspension de toutes les aides économiques européennes), dont on sait, de toute façon, qu'elles auraient peu de chances d'aboutir à des résultats rapides? Quant aux embargos sur les livraisons d'armes, on ne sait que trop qu'ils peuvent être contournés. Une reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ne serait pas non plus, à ce stade, de nature à calmer le jeu.

La France et l'Allemagne ont proposé d'envoyer une puissante force d'interposition de plusieurs milliers de soldats pour séparer les combattants par une sorte de zone tampon. Bien que tardive, l'idée de M. Kohl et Mitterrand était pas insensée, mais les Douze n'ont pas pu s'accorder sur la mise en œuvre de ce projet. L'absence d'un accord extrêmement sérieux a encore les esprits en Yougoslavie.

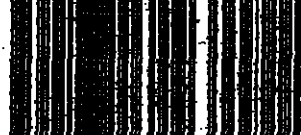
On ne peut tolérer la poursuite de cette guerre sale à quelques heures d'aviation de Paris, mais les Douze ont, malheureusement, été, une fois de plus, jeudi 19 septembre, à la Haye, divisés, et donc leur impuissance. La situation paraît bien bloquée : la conférence de paix, présidée par lord Carrington, a été suspendue ses travaux, à la demande de ses participants serbes et croates. Elle devrait reprendre dans une semaine, avec l'espoir que les deux camps aient tues d'ici là. Cependant, il faudra peut-être attendre à mettre fin à la violence.

Sur le terrain, les combattants, trop peu nombreux pour une protection, sont en train de faire leur travail.

POUR en savoir plus du scénario yougoslave, les Européens s'apprêtent à se réunir à la fin de la semaine prochaine, et la France s'apprête à présenter au Conseil de sécurité l'avis du président de la fédération yougoslave, M. Stipe Mesić. Celui-ci avait déjà fait une déclaration en ce sens, mais celle-ci n'avait pas été approuvée collectivement par la présidence collective à Belgrade, et était jugée irrécusable par l'organisation internationale.

Que pourra faire le Conseil de sécurité? Donner l'ordre à l'Europe de régler le conflit par un déploiement de forces en Yougoslavie - ce qui suppose un minimum d'entente des Douze. Ou décider d'envoyer une puissante force d'interposition, composée de troupes de pays qui souhaitent y participer. Si ce n'est pas la question, en tout cas, de commencer à parler des frontières intérieures de la Yougoslavie, ni du statut des minorités avant un arrêt définitif des hostilités. L'armée fédérale et les dirigeants de la Serbie, qui se targuent d'être d'authentiques Européens, comprendront-ils enfin qu'une place en Europe exige aujourd'hui un minimum de raison?

M 0147 - 0921 0 - 6.00 F



Le Conseil de sécurité des Nations unies est saisi de la crise yougoslave

M. François Mitterrand a demandé, vendredi 20 septembre à Weimar, avec l'accord de l'Allemagne, que les Nations unies se saisissent « sans délai » du conflit yougoslave : « L'ONU peut et doit intervenir avec l'autorité qui est la sienne. Elle peut mandater ou soutenir l'action de la Communauté, ce qui nous donnerait plus de force. » Les ministres des

« A La Haye, jeudi 19 septembre, les ministres des affaires étrangères des Douze n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le principe de l'envoi d'une force de paix européenne en Yougoslavie. Ils ont demandé à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) d'étudier la possibilité de renforcer la mission des observateurs européens, qui est conditionnée « à un cessez-le-feu effectif ».

Les Douze ont solennellement appelé à cette occasion que le dernier accord, signé mardi à Igalo, constituait « la dernière chance » pour une désescalade et un arrêt des combats. Ils se sont déclarés favorables à la proposition franco-allemande de rechercher le soutien de l'ONU et de

la CSCE pour tenter de rétablir la paix. Le Canada a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Par ailleurs, la conférence de paix, présidée par Lord Carrington, a suspendu ses travaux pour une semaine.

En Allemagne, où il poursuivait vendredi son voyage officiel dans les nouveaux Länder, M. Mitterrand a obtenu l'assurance du chancelier Kohl que ce dernier ne prendrait désormais aucune initiative individuelle à propos de la Yougoslavie.

« A Belgrade, le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, a sévèrement critiqué, jeudi, le comportement de l'armée populaire, qu'il a accusé ouvertement de soutenir la

cause serbe. Elle n'est plus « yougoslave », a-t-il ajouté, en réclamant la démission du ministre de la défense, le général Veljko Kadijevic, et de son adjoint, l'amiral Brovet.

Certains observateurs, dans la capitale fédérale, n'excluent pas un coup militaire dans les prochains jours. Une impressionnante colonne de blindés, de canons autotractés et de véhicules de transport de troupes, avait quitté Belgrade, le même jour, en direction de la Croatie.

Vendredi matin, le convoi s'était arrêté à quelques dizaines de kilomètres de la ville de Vukovar, théâtre de violents combats depuis plusieurs semaines.

La radicalisation des Croates

ZAGREB
de notre envoyé spécial

Les forces croates sont décidées à faire tout leur possible « pour rendre la vie difficile » à la colonne blindée fédérale signalée sur l'autoroute Belgrade-Zagreb, nous a déclaré, jeudi soir 19 septembre, le ministre croate de l'information, M. Branko Salaj. Il n'a toutefois pas précisé le rythme de progression de cette « force formidable », tout en assurant que « des mesures ont été prises pour faire face ». Vendredi matin, les convois de chars, canons tractés et camions de transport de troupes, étaient arrêtés à la frontière de la Slavonie, dans l'est de la Croatie.

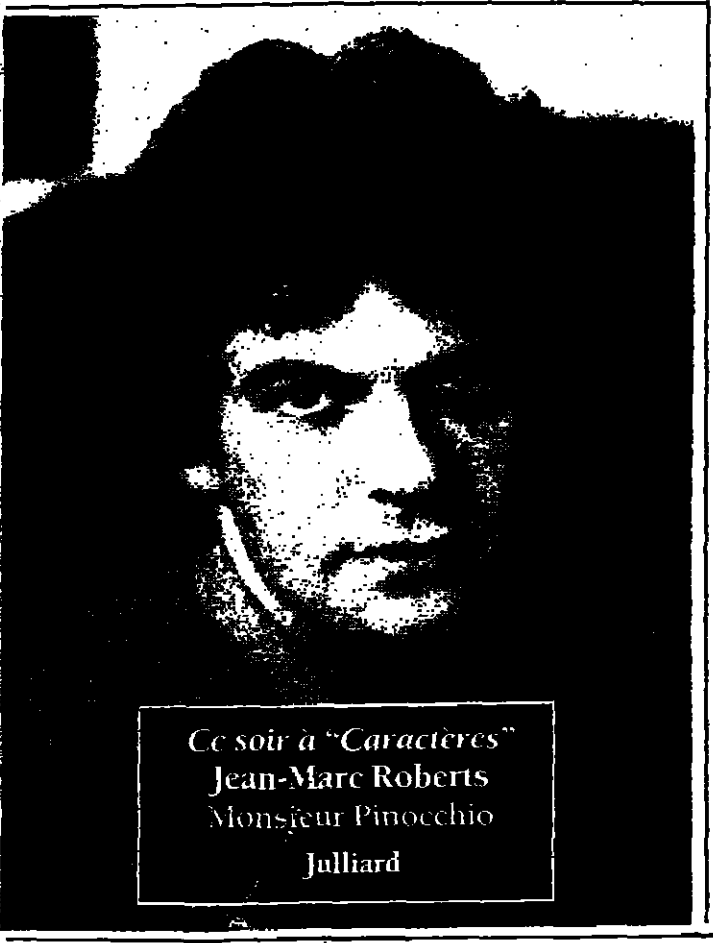
La nouvelle du départ de cette colonne pour la Croatie intervient alors que l'on note un durcissement dans la position de Zagreb, qui semble soucieuse d'adopter

une politique plus « agressive ». Le limogeage mercredi du ministre de la défense, M. Luka Bebić, et son remplacement par M. Gjoko Susak, un homme considéré comme plus « dur » que son prédécesseur, sont un signe de cette radicalisation qui affecte aussi une bonne partie de la population croate. M. Bebić a été écarté à la suite d'une bavure commise à pro-

pos de l'accord sur le cessez-le-feu négocié mardi 16 septembre sur la côte adriatique, par lord Carrington. Il a, dès l'annonce de cet accord, et sans attendre de plus amples informations, donné l'ordre aux forces croates de cesser les combats immédiatement. Or la trêve était prévue pour n'entrer en vigueur que le lendemain à midi.

Cette erreur a provoqué une violente réaction du président croate, M. Franjo Tudjman, et a coûté son poste à M. Bebić. Un officier qui a tenu à conserver l'anonymat a toutefois clairement indiqué que cet incident avait surtout servi de prétexte, car depuis un certain temps le ministre de la défense était considéré à Zagreb comme trop « indécis », trop « mou », et pas assez bon organisateur.

YVES HELLER
Lire la suite page 4



Ce soir à «Caractères»
Jean-Marc Roberts
Monsieur Pinocchio
Julliard

Réclamant un référendum sur la nationalité

M. Giscard d'Estaing déplore l'« invasion » de la France

Dans un article sur l'immigration en France publié par « le Figaro-Magazine » du samedi 21 septembre, M. Giscard d'Estaing propose de substituer au principe du « droit du sol » celui du « droit du sang » pour l'acquisition de la nationalité française. L'ancien président de la République, qui se dit favorable à l'organisation d'un référendum sur la nationalité, estime que « le type de problème » auquel la France aura à faire face « se déplace de celui de l'immigration vers celui de l'invasion ».

Mots

par Bruno Frappat

L'ancien président de la République française n'est pas homme à parler sans avoir consulté les meilleurs dictionnaires. Il l'a fait avant de clore le débat sur l'immigration pour ouvrir celui de l'invasion. Ce glissement lexicologique s'opère à dessein. Il ne résulte pas d'un embellissement, d'un lapsus rattrapable, mais d'une volonté. Naguère, à peine ins-

talé au « château », il convoqua les caméras de la France pour se montrer offrant café et croissants aux envahisseurs. Depuis, Jean-Marie Le Pen a envahi bien des cerveaux, et bien des urnes. La droite ne combat plus ses idées : elle les reprend, dans un double mouvement de rapine et d'hommage. L'an prochain, après les odeurs senties par l'un et l'invasion dite par l'autre, quoi? Les barbares, les sauvages? Les mots dérapent quand l'esprit abdique.

LA NOUVELLE QUESTION LE PEN par ALAIN ROLLAT, page 8

L'enquête sur le meurtre de Chapour Bakhtiar

PARIS	TEHERAN	RECHERCHE
		ENQUÊTE À VUE
		EN FUGITE
		EN FUGITE
		INCLUSE

Lire page 32 l'article d'ERICH INCYAN

La France du doute

Malgré la sinistreuse ambiance, 1992 ne sera pas forcément l'année de tous les malheurs

par Michel Brulé et Albert Merlin

Les Français brient du noir. La courbe du moral national, qui n'avait cessé de s'élever de 1984 à 1989, a replongé depuis un an, à l'exception d'un vif sursaut au moment du dénouement victorieux de la guerre du Golfe. Les enquêtes de l'INSEE confirment la morosité ambiante : qu'il s'agisse du niveau de vie ou de l'emploi, le pessimisme s'accentue, et le profil des courbes est tel qu'on se croirait revenu cinq ou six ans en arrière (1).

Mais ce qui est surtout préoccupant, c'est que les Français sont « leaders » en matière de pessimisme. Dans les enquêtes auprès des ménages européens récapitulées à Bruxelles, les derniers pointages de l'Indicateur de confiance placent la France au dernier rang : pas mieux que le Royaume-Uni, qui traverse pourtant des difficultés économiques autrement graves!

Le moral politique hexagonal n'est guère plus réjouissant. Dans le dernier tableau de bord mensuel BVA/Paris-Match, les Français sont deux fois plus nombreux à se déclarer mécontents de la façon dont le pays est gouverné qu'à s'en dire satisfaits.

Bien sûr, il faut tenir compte du tempérament national : il est apparemment aussi malaisé de faire dire aujourd'hui aux Français citadins que les choses vont bien qu'il l'était hier de faire admettre à leurs ancêtres paysans que la récolte de l'année comblerait leurs espérances.

Un coup d'œil sur ces archives de l'humour nationale que constitue la revue *Sondages* est instructif.

Lire la suite page 2

(1) Cf. Claude Fontaine, in « Chroniques Sociales » du 15 juillet 1991.

► Michel Brulé est directeur de l'Institut BVA, Albert Merlin est économiste d'entreprise.

L'UAP assure son contrôle sur Sun Life

Le numéro un français du secteur s'est allié à l'actionnaire sud-africain de l'assureur britannique. page 25

M. Mitterrand en Allemagne

Le président de la République accepte l'élaboration d'un calendrier conditionnel pour les pays demandant à adhérer à la CEE. page 6

Gamisons supprimées

M. Joxe confirme cinquante fermatures page 11

SANS VISA

■ La Mongolie sans faucon ni marteau. ■ La Goutte-d'Or. ■ Saint-Nazaire, qui des lumières. ■ Jeux. ■ Table.

pages 17 à 24

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

DÉBATS

Culture

Défense du Japon

par Jacques Lévy

J'ECOUTE du Sony sur du Sony : un enregistrement d'Alban Berg dirigé par Pierre Boulez sur un Discma. Le Japon ne serait-il capable que de « mettre en boîte » la culture des autres ? En fait, ce pays se situe, contrairement à des préjugés tenaces, à un rang tout à fait enviable dans bien des domaines de la création : dans les arts « purs », doit-on citer le cinéma (Kurosawa, Mizoguchi, Oshima et combien d'autres !), la littérature (Kawabata et des dizaines d'autres qui n'ont pas eu le prix Nobel) ? Dans les arts du « quotidien », que dire de la haute couture (Kenzo, Yamamoto...), de l'architecture (Kenzo Tange) ou du design industriel (dans l'électronique grand public et l'automobile, par exemple) ? Ou de la cuisine japonaise, qui, contrairement à l'amé-

ricaine existe et influence fortement la créativité culinaire française ?

Que reproche-t-on aux Japonais ? De ne pas avoir de culture ou de souffrir comme nous de la sous-culture de masse que les États-Unis (d'où viennent aussi de véritables créations) exportent dans les segments les plus bas du marché ? Leur en veut-on de n'être pas assez commerçants dans ce domaine et de n'avoir à vendre qu'une somme toute européenne de la culture ? Et, au passage, faut-il se résigner à ce que le mot culture désigne désormais ce qu'abhorrent les gens cultivés ? Ce qui est finalement le plus ridicule dans l'anti-japonisme primaire, c'est l'anthropomorphisme appliqué au Japon tout entier. Ce pays serait animé d'une volonté unique, occulte et maléfique, de conquête,

sournoise parce que silencieuse, du monde ; la revanche d'Hiroshima en somme. Il serait peut-être temps d'en finir avec ce genre de stéréotypes.

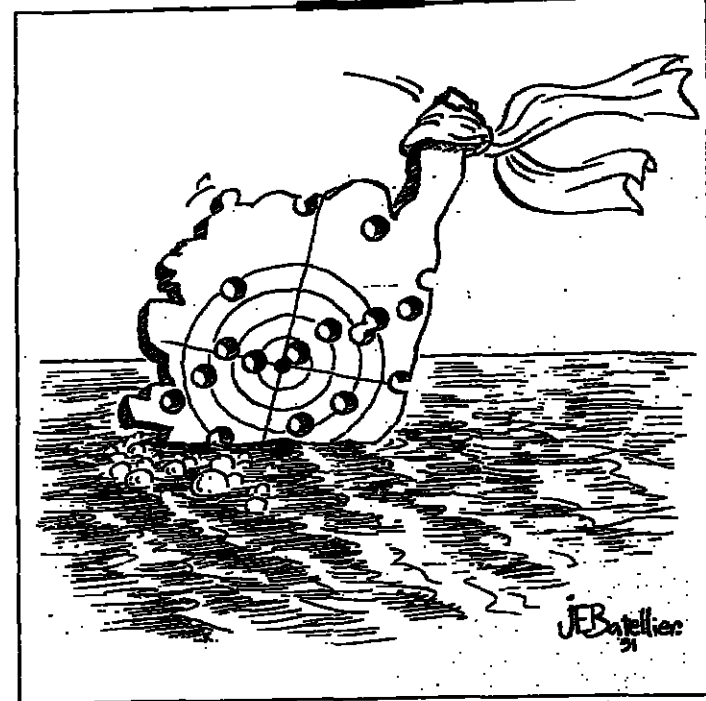
Le Japon est une société, qu'on se le dise ! La vie politique n'y est pas un modèle de démocratie, mais la nôtre non plus et, par exemple, l'autonomie des collectivités locales et la gestion des grandes villes par des organismes élus y sont beaucoup plus avancées que chez nous.

Les modèles familiaux japonais sont archaïques ? C'est vrai, mais ils l'étaient aussi chez nous il y a peu et les femmes japonaises sont en train d'avancer au moins aussi vite vers l'égalité, dans l'emploi comme dans la vie privée, que nos sœurs allemandes (qui luttent toujours pour un droit réel à l'avortement) ou italiennes (qui ont un

taux d'activité bien inférieur à celui du Japon) sans parler des Irlandaises ni des Polonaises. Si nous voulons — et probablement nous le pouvons — « valider » le modèle de développement européen dans le monde entier, commençons par mieux connaître ceux à qui nous nous adressons. La caricature, reflet de l'ignorance d'autrui, relève de l'Europe des clochers, qu'il faut à tout prix maintenir dans son rôle folklorique, et non de l'Europe de l'intelligence. L'avenir n'appartient ni aux cigales ni aux fourmis, mais à la chouette, qui observe, et au dauphin, qui sympathise.

► Jacques Lévy est géographe, chercheur au CNRS, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

TRAITLIBRE



COURRIER

Retour des Khmers rouges

Grâce à la médiation des Nations unies et notamment, selon votre correspondant, au « rôle central » joué dans les négociations par la France, un accord de paix serait en vue. Un régime de démocratie libérale serait mis sur pied au Cambodge que présiderait le prince Norodom Sihanouk, et dans lequel les Khmers rouges auraient quelques portefeuilles.

Lequel Norodom Sihanouk, après avoir considéré qu'il ne convenait plus de faire de la peine aux Khmers rouges en continuant à qualifier de « génocide » leur comportement récent, estime que la tragédie du Cambodge appartient au passé, et, pour l'instant, toujours selon votre correspondant, s'occupe surtout de la réhabilitation de la salle du trône du palais, à laquelle il tiendrait particulièrement.

On croit rêver. Car, enfin, les Khmers rouges, bientôt rendus au rang de minis-

tres par les bonnes grâces de la diplomatie internationale — et, entre autres, de notre ministre des affaires étrangères — ce sont bien les auteurs de l'effroyable génocide que tout le monde a pu voir à la télévision. La Déclaration, ce sont eux.

En Europe, les auteurs, ou reconnus comme tels, des atrocités de la seconde guerre mondiale ont été jugés par un tribunal international et exécutés. Les responsables de rang inférieur ont été jugés et emprisonnés. Et quarante ans après, on fait toujours la chasse à ceux qui ont pu s'échapper.

Au Cambodge, les Nations unies, si soucieuses du respect du droit et de la justice, on l'a vu récemment, appellent les assassins à s'asseoir à un gouvernement de « démocratie libérale ».

Exactement comme si, après la seconde guerre mondiale, on avait formé un gouvernement d'union avec les derniers SS et

les rescapés des camps de la mort. Embrassons-nous, Folle-ville, il ne s'est rien passé. Dans quelques temps, notre ministre des affaires étrangères et notre président auront sans doute l'honneur et le plaisir d'accueillir, sur le paron de l'Elysée, quelques-unes de ces excellences aux mains rouges. Au nom de la France des droits de l'homme.

C'est sans doute cela, la Realpolitik. Je n'ai pas envie de rire. J'appréhende de rencontrer, et d'avoir à regarder dans les yeux, un de ces Cambodgiens qui ont perdu dix ou quinze de leurs dans cette « tragédie qui appartient au passé ».

Il y a des jours où l'on voudrait s'endormir pour longtemps, longtemps... ou devenir bébé-phoque.

JEAN BRUNET
maître adjoint (PS)
de Colombes (Hauts-de-Seine)

La France du doute

Suite de la première page

Une enquête de 1956 nous le montre deux fois plus pessimiste à l'égard de leur pouvoir d'achat, dans les cinq années précédentes, qu'à l'admettre. Des signes analogues de pessimisme peuvent être relevés tout au long des années 60, en dépit de taux de croissance qui font aujourd'hui rêver. Notons, en passant, que cette tendance française à la mauvaise humeur pourrait expliquer, pour une part, la persistance de l'image médiocre de l'économie française à l'étranger : image objectivement injuste, sans doute, mais étonnamment vivace. En effet, comment espérer que les performances hexagonales (il y en a) soient appréciées à leur juste valeur si leurs auteurs eux-mêmes font la fine bouche ?

Les Français seraient donc facilement portés au pessimisme. Seulement, cette fois, le basculement dans la déprime est nettement plus accentué, et apparemment difficile à justifier dans son ampleur. A quoi s'ajoute une vague d'inquiétude « infantile » — et singulière — vis-à-vis de l'échéance européenne du 1^{er} janvier 1993. Aux dernières nouvelles, pour 28 Français inquiets ; en Grande-Bretagne, le score est de 37 pour 50 ; en Espagne, de 44 pour 43 ; en Allemagne les proportions sont complètement inversées : 61 pour 33 !

Comment expliquer ce découragement des Français ? On invoque naturellement la conjoncture économique. Elle n'est certes pas enthousiasmante, mais le coup de masse répété par les enquêtes semble démesuré par rapport à la pause conjoncturelle. Imaginons un visiteur extraterrestre dépourvu de toute indication sur l'économie réelle, et ainsi conduit à s'appuyer sur les seules enquêtes d'opinion : comment ne concluerait-il pas au basculement de la France dans la paupérisation ?

Nous, nous avons les indices. Ils nous rappellent tous les jours que la France connaît, certes, un ralentissement de sa croissance, des retards et des souffrances, mais que rien, dans tout cela, ne préfigure une Berezina économique. Voyons les revenus des ménages. Pour sûr, nous ne sommes plus aux temps glorieux de 1950, avec, au bout de l'année, un pouvoir d'achat en hausse de 3,6 %. On est passé à la baisse de croissance, et de moitié ; c'est pénible, mais en aucune manière on ne saurait parler de baisse.

Du rose au gris

Passons à l'inflation : au début de cette année, les sceptiques étaient légion ; rester aux alentours de 3 % l'an paraissait quasi impossible. Pourtant c'est le score actuel et, dans l'ensemble, 1991 confirme les bons résultats des années antérieures. Quant au niveau de la production, l'indice INSEE, après une pointe à l'automne 1990, accuse un léger repli début 1991, puis se stabilise alors même qu'on est en pleine guerre du Golfe, dont on sait le coup qu'elle a porté à l'industrie automobile. Cet impact négatif ayant disparu, le profil redevient maintenant légèrement positif.

Reste l'emploi, plus préoccupant il est vrai. En forte hausse de 1986 à 1990, la courbe des effectifs salariés a entamé un net ralentissement à partir du printemps de l'an dernier, pour revenir à la croissance zéro au premier trimestre de 1991, suivie d'une amorce de baisse au second (-0,2 %). Ce chaud et froid est certes difficile à supporter, mais il faut se rappeler la période 1980-1985, autrement calamiteuse, où le désespoir s'ins-

taillait, période durant laquelle les effectifs salariés n'avaient pratiquement pas cessé de plonger, année après année ! N'empêche que le refroidissement actuel est visiblement très mal vécu.

Diagnostic final : au total, durant les douze derniers mois, le tableau de bord est passé du rose au gris, pas au noir. D'ailleurs, les Français n'ont pas diminué leur consommation, globalement parlant. Mais ils consomment tristement et sont rongés par le doute. Ils ont peur. Pourquoi ?

L'explication « conjoncturelle » étant manifestement insuffisante, faut-il « psychanalyser » les Français : n'y aurait-il pas, au-delà des pics et des creux de l'activité, une accumulation de frustrations, dont la récente inflexion conjoncturelle aurait simplement déclenché l'exteriorisation ?

Le coin fiscal

Revenons à l'essentiel : l'évolution du pouvoir d'achat sur longue période et l'insertion sur le marché du travail. Sur le premier aspect (le bien-être matériel), la dernière étude de l'OCDE sur la France nous souffle une voie de recherche peu exploitée. En matière de revenu, on raisonne le plus souvent sur des statistiques globales, sans faire le partage entre ce qui relève de la libre appropriation et ce qui relève de l'emploi des prélèvements fiscaux et sociaux. L'OCDE s'est livrée à ce calcul pour les travailleurs du secteur privé : si, partant du salaire brut (première ligne de la feuille de paie), on déduit les divers éléments du « coin » fiscal (somme des impôts et surtout des cotisations sociales), on trouve que le revenu résiduel est demeuré quasi stagnant depuis quinze ans. En France, constants, il y a même eu une légère baisse (2). Qui le sait ? Qui le dit ?

L'étude de l'OCDE ajoute que cet effet de « coin » fiscal et social, reflet de la montée des prélèvements obligatoires, continue à s'élargir en France alors qu'il y a tendance à diminuer chez nos voisins européens. On sait d'ailleurs que la France n'a guère bénéficié de la vague de détente fiscale de l'Occident. Taux marginaux élevés et nouveaux impôts sur le patrimoine à un bout de l'échelle des revenus, nouveaux prélèvements sociaux à l'autre bout du spectre, chacun en prend pour son grade, mais en aucune manière on ne saurait parler de baisse.

Que tout ceci ait contribué, année après année, à l'accumulation d'insatisfactions croissantes, on peut le présumer. En surface, la répartition entre revenus primaires et transferts sociaux est un problème technique. Au fond des choses, c'est un choix de société, ni plus ni moins. Qui posera enfin le problème en termes clairs ?

Point numéro deux : l'emploi, dont on vient de rappeler le poids psychologique. Voici quinze ans que le thème est, de très loin, la priorité assignée par les Français à leurs gouvernements successifs. Or les résultats sont maigres, ou en tout cas perçus comme tels. L'opinion y voit, à tort ou à raison, le signe d'une impuissance prolongée des dirigeants de tous bords, et cela pèse lourd dans l'inquiétude et finalement l'angoisse qui se sont installées dans le cœur des Français. Cela s'apaise quand la conjoncture est brillante, mais renaît de plus belle au moindre à-coup : on vient encore de le vérifier.

Vivité pour le passé et le présent. Mais l'avenir ? Pourquoi le voir systématiquement en noir ? Là aussi, on ne peut pas dire que les politiques, et plus généralement les classes dirigeantes, soient tout à fait innocentes. Peut-on vraiment s'étonner de voir l'inquiétude

monter à mesure que se profile l'échéance 1993, quand tant de voix nous expliquent que la « compétition économique, c'est la guerre » ? Les métaphores guerrières sont-elles de nature à rassurer, à l'approche d'une date où la concurrence va se renforcer au sein de l'Europe des Douze ? Et comme le consommateur est souvent le grand absent du débat politique national, on entend plus souvent parler, à propos du libre échange, des menaces qu'il recèle que des bienfaits qu'il peut apporter. Ne risque-t-on pas, à la longue, d'oublier que l'échange économique est un jeu à somme positive ? Tout le contraire de l'affrontement guerrier auquel on le compare si souvent.

Qui pourrait soutenir qu'il faut revenir aux recettes étiatiques pour peser sur les évolutions sectorielles ? Les étiatiques ont été assez nombreuses — et coûteuses — pour nous rappeler les risques d'une telle voie : les succès allemands, qu'on cite volontiers en exemple, sont nés de la compétition commencée d'abord par le respect des règles de l'économie de marché et de mécanismes des échanges.

On sent bien que ces choix sont cruciaux, et qu'ils pèsent de tout leur poids dans la psychologie collective. Mais ce n'est pas tout. A ces préoccupations économiques s'ajoutent les inquiétudes, explicites ou non, que suscite le problème de l'immigration, avec toutes les conséquences possibles sur l'emploi, l'habitat, la sécurité sociale et bien d'autres encore.

Résultat : les Français recommencent à faire des complexes. La compétition industrielle, les Japonais, la grande Allemagne, les immigrés, tout cela est décidément trop lourd, trop compliqué. On n'y arrivera pas... On n'y arrivera pas... On peut penser que ce coup de déprime est très exagéré, que c'est dommage, et sans doute dangereux. Mais c'est ainsi. Qui trouvera la clé pour mieux comprendre les Français et pour les réveiller ? Chaque jour compte.

MICHEL BRULÉ
et ALBERT MERLIN

(2) OCDE, « Etudes économiques », 1991.

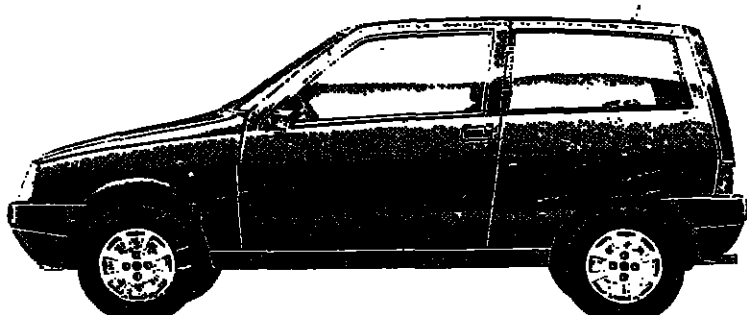
Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaudre, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Gault
directeur de la gestion
Manuel Lachère
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Sol
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferec
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-60-25-26
Télécopieur : 40-60-25-89
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONIN-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-25-23
Télécopieur : 40-60-30-10

LANCIA
Y10
EPSILON

46.900 F
Votre première Lancia.

Pour ce prix elle est équipée en série, de vitres teintées, d'un essuie-glace arrière, d'une lunette arrière dégivante et d'une boîte 5 vitesses. Votre première Lancia mérite bien un équipement de 1^{re} classe. Prix tarifé au 2.9.91. A.M. 92.



AUJOURD'HUI,
POURQUOI SE PRIVER D'UNE LANCIA ?

Votre concessionnaire Lancia : 3615 Lancia.

هكذا من الأصل

حکومت الاصل

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : les initiatives diplomatiques pour parvenir à un règlement pacifique du conflit

Le rejet, par les Douze, d'une intervention militaire immédiate constitue un échec pour la France et l'Allemagne

LA HAYE

de nos envoyés spéciaux
A l'initiative des ministres croate et slovène, la conférence de paix convoquée par la Communauté européenne a débuté, jeudi 19 septembre, de suspendre ses travaux. « Nous ne quittons pas la conférence, mais cela n'a aucun sens de continuer à débiter ici à La Haye, alors que sur le terrain le cessez-le-feu est rompu et que les combats font rage », a commenté M. Z. Separovic, le ministre des affaires étrangères croate.

Lord Carrington, qui préside la conférence, ne désespère cependant pas d'amener encore les différentes parties yougoslaves ayant signé l'accord du 17 septembre à igno à respecter le cessez-le-feu et à l'inviter aux troupes qu'elles contrôlent. Il s'est donné grosse mode une semaine pour tenter de faire aboutir cette ultime tentative. Faute d'y parvenir, la conférence serait alors bel et bien morte.

Dans cette ambiance pas propice, les Douze, réunis par les Anglais, ont adopté une déclaration de portée minimaliste. Il n'y est plus question, comme dans le texte de la présidence néerlandaise ou dans celui rendu public le matin même par le président Mitterrand et le chancelier Kohl, de déployer aux confins serbes et croates une puissante force d'interposition composée de plusieurs milliers d'hommes, mais bien plus modestement de dépêcher quelques unités afin de protéger les observateurs de la CEE pour leur permettre d'accomplir leur mission.

Un groupe de travail de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) va se réunir à Paris de lundi pour définir les modalités de cette action. Les Douze se retrouveront la semaine prochaine à New-York en marge de la session des Nations unies afin de décider comment poursuivre leurs efforts de médiation.

En se réunissant une nouvelle fois pour examiner la situation en Yougoslavie, les Douze ont peut-être, en tout cas, évité de déclencher une crise diplomatique. Le président de la conférence de La Haye, est attaché à un accord de cessez-le-feu dit « de la dernière chance », mais balqué. Ils ont échoué.

L'échec de la présidence néerlandaise de la CEE, qui préconisait l'envoi d'une force d'interposition sous la bannière de l'UEO, est patent. Il était dénoté au fil des jours précédant la réunion des ministres des affaires étrangères, et il a été commenté. Le texte même de la déclaration de La Haye ne figure pas dans la déclaration finale des Douze, qui parle simplement de leurs « efforts de maintien de paix ». Paris et Bonn ont également essuyé un revers diplomatique cuisant.

Le plus petit dénominateur commun

Il s'y a en effet une commune mesure entre l'ambition exprimée dans l'initiative franco-allemande de Berlin et la démarche extrêmement prudente et progressive finalement retenue par les Douze.

Un seul aspect de l'initiative franco-allemande a en définitive survécu, fût-ce sous une forme édulcorée : la France estimait que le moment était venu pour les Douze d'exprimer leur volonté de saisir l'ONU, et la déclaration finale signée par les participants à l'initiative de l'interposition « cherche le soutien des nations de la CSCE au travers du Conseil de sécurité des Nations unies ».

Courtoisie et diplomatie

Au cours des réunions européennes qui se sont tenues ces dernières semaines à La Haye, M. Roland Dumas et son porte-parole, M. Daniel Bernard, ont acquis auprès des journalistes français et étrangers une réputation aussi flatteuse que celle de l'Arlésienne : on annonce toujours qu'ils vont venir « briffer » la presse mais on ne les voit (presque) jamais. Surtout pas lorsque les propositions françaises sont rejetées par les partenaires de la CEE.

Ce fut une nouvelle fois le cas, jeudi 19 septembre, où ni M. Dumas ni M. Bernard ne furent utiles de venir commenter le résultat de la réunion de La Haye. Tandis que les ministres allemand, belge ou néerlandais...

et de la communauté internationale dans son ensemble. Mais, plus que celui de tel ou tel pays, l'échec enregistré à La Haye est l'échec collectif d'une Communauté qui a préservé son unité en trouvant le plus petit dénominateur commun entre le volontarisme des uns et la réserve des autres. Le résultat est un compromis paradoxal, puisque la réunion des Douze, convoquée avec un sentiment d'urgence, a débouché sur une décision de temporisation.

Présent ainsi le risque de s'engager un relâchement, sinon un certain enlèvement de leur action diplomatique, les Européens donnent l'impression de freiner leur effort et de vouloir s'adapter au tempo fixé par les Yougoslaves eux-mêmes. Ce n'est peut-être pas un hasard si les Européens se sont accordés au cours de quelques heures, seulement après que la conférence de La Haye ait décidé de suspendre ses travaux jusqu'à l'établissement d'un cessez-le-feu.

Lord Carrington, qui préside la conférence, la Slovénie et surtout la Croatie ont estimé qu'il était vain de continuer à pincer tant que les armes ne se seraient pas tues. La Serbie a également reconnu que « le succès de la conférence dépend de la situation en Croatie ». Prenant acte de ces consensus dans l'analyse, Lord Carrington a décidé de laisser aux parties au conflit un délai de cinq à sept jours pour parvenir à appliquer le cessez-le-feu signé en début de semaine à Igalo.

Le non des Britanniques
Lord Carrington et, dans la foulée, les Européens, veulent croire que les Yougoslaves ont encore la volonté politique de s'entendre. Mais les obstacles restent toujours aussi importants. Le ministre fédéral des affaires étrangères a souligné qu'un cessez-le-feu dépendait de la capacité des signataires à faire respecter leurs ordres militaires et surtout son cas. La Croatie a souligné que les Européens déploient une force d'interposition pour imposer le paix, alors que la Serbie a une nouvelle fois rejeté toute présence militaire étrangère en Yougoslavie : « Une force de paix qui entre dans un pays sans son accord est une force d'invasion », a déclaré le ministre serbe des affaires étrangères, M. V. Jovanovic.

Si l'intensification des combats n'était pas de nature à faciliter les efforts de médiation, les divisions des Douze rendent vite illusoire l'espoir de se mettre d'accord sur une initiative d'envoie de la Communauté. Apparemment pourtant, M. Roland Dumas, qui arrivait de Berlin avec l'intention d'amener ses partenaires à souscrire à la déclaration franco-allemande, y croyait.

Au dire de M. Daniel Bernard, son porte-parole, il déploya ses efforts au début de la semaine pour « compiler et améliorer » le projet de la présidence néerlandaise demandant que figure dans le texte un « clair signal » politique des Douze quant à leur volonté d'obtenir un accord de paix en Yougoslavie. M. Hans-Dietrich Genscher, plus prudent, constatait que le « projet » préparé par M. Van den Broeke allait dans le même sens que la déclaration franco-allemande, s'en montrant satisfait. Mais il a fallu bien vite déchanter.

M. Douglas Hurd, appuyé par ses collègues danois et portugais, exprima à nouveau son allége à l'idée d'une force d'interposition, mais implicitement référence à l'expérience du Royaume-Uni en

Irlande du Nord : « Il est facile d'envoyer des hommes, il est plus difficile de les faire revenir », expliqua-t-il. Peut-être parce que les autres n'étaient ni exactement au clair ni d'accord entre eux sur ce qu'il fallait entreprendre, l'invitation à la prudence formulée par les Anglais fut très vite entendue : « Le texte adopté est plus que satisfaisant », commentait alors crûlement un porte-parole du Foreign Office. Les Français, piteux, se laissent.

Création d'un groupe de travail
Dans la foulée, les ministres des affaires étrangères et de la défense des neuf pays de l'UEO (les Douze de la CEE moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande, qui avaient cependant été invités à envoyer des observateurs, de même que la Turquie et la Norvège) décidèrent en moins d'une heure la création d'un groupe de travail dont le mandat est d'examiner comment assurer une protection efficace aux observateurs de la CEE : avec combien d'hommes ? Disposant de quels moyens logistiques ? De quel armement ? Le groupe fera rapport dans les meilleurs délais.

C'est une question de jours ; à partir du rapport, des décisions politiques auront à être prises. Si les experts proposent des modalités crédibles et si les Yougoslaves acceptent ce renforcement de nos activités, je ne crois pas que nous aurons besoin de contacts avec les autres pays de l'UEO.

Des contacts seront pris avec les Nations unies, mais aussi avec les États-Unis et l'URSS, pour obtenir un appui international à la tentative communautaire. En attendant le rapport de l'UEO, les Douze s'emploieront peut-être à mieux accorder leurs volontés. S'ils n'y parviennent pas, l'étape suivante consistera, les Français l'ont annoncé, à saisir le Conseil de sécurité pour qu'il envisage une intervention plus directe des Nations unies dans la crise. Une démarche qui illustrerait cette fois, de manière définitive, l'échec de la médiation européenne.

CHRISTIAN CHARTIER et PHILIPPE LEMAITRE

La mise en garde de la CEE

Dans une déclaration commune publiée à l'issue de leur réunion à La Haye, les Douze ont chargé l'Union de l'Europe occidentale (UEO) d'explorer toutes les formes possibles d'aide à la mission des observateurs de la CEE en Yougoslavie et de rendre plus efficace leur contribution à l'effort de pacification.

Les Douze affirment « qu'une intervention militaire n'est envisagée (en Yougoslavie) et qu'avant de renforcer la mission d'observation un cessez-le-feu durable doit être accepté par toutes les parties yougoslaves ». Ils ont, d'autre part, demandé à toutes les parties yougoslaves de « ne pas s'engager dans des actions politiques ou militaires qui puissent nuire aux travaux de la conférence sur la Yougoslavie », ouverte le 7 septembre à La Haye. L'accord de cessez-le-feu obtenu à Igalo, le 17 septembre, « représente la dernière chance pour une désescalade de la violence et un arrêt des combats », insiste le communiqué. (AFP)

La France demande que les Nations unies soient saisies « sans délai »

Le président de la République française, M. François Mitterrand, a demandé, vendredi 20 septembre, à Weimar, que les Nations unies se saisissent « sans délai » du conflit yougoslave. Le Canada avait demandé, jeudi 19 septembre, la réunion d'urgence du Conseil de sécurité, estimant que la détérioration de la situation représentait un risque pour la paix et la sécurité des autres pays. L'Allemagne est favorable à cette convocation.

« Il est absolument urgent que les Nations unies soient saisies et prennent position », a déclaré M. François Mitterrand. « L'ONU peut et doit intervenir avec l'autorité qui est la sienne. Elle peut mandater ou soutenir l'action de la Communauté, ce qui nous donnerait plus de force » dans le règlement du conflit yougoslave. Le président Mitterrand a toutefois observé que si l'ONU « estimait ne pas avoir à s'en mêler, la Communauté devrait continuer à considérer que c'est son devoir d'intervenir dans cette affaire ». « De toute manière, il faudrait beaucoup mieux que l'ONU puisse mandater ou appuyer les démarches de la Communauté ».

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

La France avait déjà informé, début août, ses partenaires de son intention de saisir le Conseil, si la situation devait continuer à se dégrader en Yougoslavie, en vertu de l'article 39 de la Charte des Nations unies qui prévoit ce type d'action « en cas de menace contre la paix ». La France, qui préside ce mois-ci le Conseil de sécurité, avait été récemment approchée par plusieurs pays, dont le Canada et l'Australie, venus tester l'état d'esprit du Conseil. « La pression se fait de plus en plus forte, et le Conseil de sécurité ne pourra pas échapper longtemps à une saisine sur le dossier de la Yougoslavie », indiquait un diplomate occidental, estimant que cette éventualité pourrait se concrétiser dès la semaine prochaine, à l'occasion de la présence à New-York de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement.

Pour les juristes de l'organisation, l'intervention éventuelle de l'ONU dans les affaires yougoslaves, quoi que contraire aux principes mêmes de la Charte (1), pourrait revêtir trois formes :

— l'envoi, au titre du chapitre VI, d'une force d'interposition de l'ONU, à la seule condition d'obtenir l'accord de l'Etat concerné (une solution difficilement envisageable compte tenu de l'absence totale de centre de décision en Yougoslavie et en raison, notamment, de l'opposition de la partie serbe à cette éventualité) ;

— le simple encouragement du Conseil de sécurité « au règlement pacifique des différends d'ordre local » (article 52), une formule qui permettrait de soutenir une initiative régionale,

par exemple celle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), laquelle, pour l'instant, n'a reçu aucun mandat en ce sens ; (article 53) l'utilisation par le Conseil de sécurité des accords régionaux « pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité » ;

— enfin, l'envoi d'une force humanitaire d'urgence destinée à protéger des populations en péril et à les approvisionner en nourriture et médicaments, quitte à se passer de l'accord du gouvernement en place, comme ce fut le cas dans le nord de l'Irak, où furent créés, sous l'égide de l'ONU et malgré l'opposition de Bagdad, des « îlots de sécurité » provisoires pour les réfugiés kurdes.

Qu'il s'agisse d'une force d'interposition purement européenne ou de « casques bleus » prélevés sur les forces de maintien de la paix de l'ONU (environ 10 000 hommes), si cette hypothèse devait être envisagée dans un proche avenir, les effectifs devraient être très importants, de l'ordre de 50 000 hommes, nécessairement armés, indique un expert des Nations unies. « Et il n'est pas dit que le Conseil observe une position unanime sur le sujet. Certains pays, dont la Chine, se méfient beaucoup des précédents. Surtout quand il s'agit des affaires intérieures d'un pays... »

SERGE MARTI
(1) L'article stipule dans son article 2, alinéa 7 : « Toute disposition de la Charte n'autorise les Nations unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence souveraine d'un Etat ». Toutefois, précise la Charte, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au chapitre VII (« action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix ou d'acte d'agression »).

Sévère réquisitoire du premier ministre, M. Ante Markovic, contre l'armée

Le chef du gouvernement fédéral exige la démission du ministre de la défense et de son adjoint

BELGRADE

de notre correspondant
Les affrontements se poursuivent dans plusieurs régions de la Croatie, et les bombardements ont repris de plus belle, notamment le long de la côte adriatique. La défense territoriale serbe continue à « libérer » ce qu'elle appelle « les territoires occupés » ; l'armée fédérale utilise tous les moyens, dont l'aviation, pour déloger ses cibles encerclées, et les forces croates obligent les garnisons à se rendre et s'emparent de l'artillerie lourde et des dépôts d'armes fédéraux.

Les signataires de l'accord de cessez-le-feu du 17 septembre bafoient ouvertement leurs engagements. L'armée fédérale procède à une large mobilisation dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, parmi les Serbes, ainsi qu'en Serbie. Durant toute la matinée de jeudi, la radio et la télévision de Belgrade ont diffusé des ordres de mobilisation. Puis, vers midi, quelque soixante-dix chars, une centaine d'autobus transportant des troupes sortaient de Belgrade. Tout le long de l'autoroute, la foule ovationnait cette colonne de quelque vingt kilomètres qui se dirigeait vers la Croatie.

Alors que les chances d'une trêve rapide et durable s'amenuisent, le chef du gouvernement fédéral a lancé un « accusé » qui risque de provoquer des rebondissements imprévus dans la crise yougoslave. Le bruit courait depuis jeudi matin que le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, avait exigé la démission du ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic et de son adjoint, l'amiral Brovet. Quelques heures plus tard, un communiqué officiel annonça que le gouvernement fédéral siégeait en

permanence depuis plus de vingt-quatre heures et qu'il avait lancé un appel aux trois signataires du cessez-le-feu, les sommant d'assumer leurs responsabilités ou de démissionner.

Stopper « la tuerie »
Dans la nuit de jeudi à vendredi, les premières éditions du quotidien *Borba*, proche du premier ministre, et les médias croates confirmaient la nouvelle et relataient le contenu de la session gouvernementale dans les mêmes termes. M. Markovic aurait donc, dès mercredi soir, quelques heures après l'échec du cessez-le-feu (qui était fixé à mercredi 12 heures), exigé la démission des deux responsables du ministère de la défense, en les menaçant même d'utiliser l'article de la Constitution lui permettant de les limoger.

Les raisons de cette requête : les hautes autorités militaires sont responsables de l'escalade de la guerre, elles échappent au contrôle du gouvernement fédéral et abusent de leurs prérogatives. Avoquant qu'il « craint même physiquement pour sa personne », M. Markovic a estimé que cette mesure est indispensable pour stopper « la tuerie et la destruction des villes », mais aussi pour faire renouer la confiance des peuples de Yougoslavie en leur armée. « Depuis que l'armée a pris part à la guerre civile, qu'elle a pris position dans le conflit et qu'elle fait la guerre contre une République, elle n'est plus yougoslave ni nationale ».

En accusant l'armée fédérale, M. Markovic a souligné qu'il ne dédaigne pas pour autant les autres protagonistes. « S'il ne peut pas influencer sur le pouvoir en Serbie ou en Croatie pour qu'il y ait la paix au lieu de la guerre, le gouvernement fédéral peut et doit faire pres-

sion sur son ministère de la défense. Car, si la guerre continue, à présent M. Markovic, la CEE décrètera le blocus économique et gèrera les avoirs yougoslaves à l'étranger... »

Mais, pour convaincre son cabinet bien réticent, il s'est adressé à une audience en majorité serbe, puisque les ministres croates et slovènes ont démissionné. — M. Markovic n'a pas pesé ses mots et s'est lancé dans un réquisitoire sévère. Il était décidé, une fois pour toutes, à « vider son sac ». Tout d'abord, il a rappelé qu'il avait reçu en mars dernier deux lettres des ministres fédéraux de la défense et de l'intérieur, MM. Kadijevic et Gracanin, annonçant qu'ils « refusaient dorénavant de coopérer avec le gouvernement fédéral ».

M. Markovic a ensuite soulevé la question de l'intervention de l'armée yougoslave en Slovénie, estimant que le gouvernement fédéral avait été « victime d'une manipulation ». On se souvient que M. Markovic avait alors décliné toute responsabilité quant au rôle de l'armée fédérale dans la guerre de Slovénie, lui reprochant déjà d'avoir agi de son propre chef et de s'être soustraite au contrôle du gouvernement fédéral.

Armes soviétiques et rumeurs de coup d'Etat
En continuant de dresser l'acte d'accusation, M. Markovic a évoqué la rencontre secrète de M. Kadijevic et du général Jazov, le 13 mars dernier à Moscou, où le Soviétique avait accepté de vendre des armes à l'armée yougoslave sans l'accord des deux gouvernements. M. Markovic avait appris ultérieurement, par des dirigeants russes, que la livraison devait comprendre notamment des rampes lance-missiles, des hélicop-

ters et des avions de combat. Disposant de preuves irréfutables, en l'occurrence une cassette, M. Markovic a accusé enfin le président serbe, M. Slobodan Milosevic, d'avoir donné l'ordre à Radovan Karadzic, le leader du Parti démocratique serbe (SDS) de Bosnie-Herzégovine, d'entrer en contact avec les autorités militaires de la région, et notamment avec le général Uzevac, afin de déclencher le programme « RAM ».

M. Markovic a souligné qu'il n'en connaissait pas les détails, mais qu'il s'agissait d'un plan concernant la Grande Serbie et l'armement des Serbes en Croatie.

Alors que la télévision de Belgrade passait sous silence l'ensemble du réquisitoire du chef du gouvernement fédéral, elle affirmait que six ou sept ministres s'étaient opposés à la démission du responsable de la défense et de son adjoint ; puis, dans un commentaire diffusé tard dans la soirée de jeudi, elle prétendait que « M. Markovic était désormais redevenu un citoyen comme les autres ». Toutefois, un proche du gouvernement certifiait au *Monde* que M. Markovic n'avait pas été destitué mais qu'il fallait s'attendre à « de grands bouleversements très prochainement ».

S'il est difficile de faire des pronostics, il ne faut pas oublier la mise en garde de M. Markovic selon laquelle la chute de son gouvernement pourrait conduire à une guerre civile totale ou à l'instauration d'une dictature (le *Monde*, 15-16 septembre). Les milieux diplomatiques de Belgrade n'excluaient pas jeudi soir un coup d'Etat militaire dans les jours prochains.

FLORENCE HARTMANN

EUROPE

Envoyé spécial du « Nouvel Observateur »

Pierre Blanchet a été tué en Croatie

Pierre Blanchet, envoyé spécial du *Nouvel Observateur*, a trouvé la mort, jeudi 19 septembre, à Petrinja (60 kilomètres au sud-est de Zagreb). Il se trouvait en voiture en compagnie d'un journaliste de la Radio suisse romande, Damien Ruedin, qui a été porté disparu, et d'un technicien de la même radio, Patrick Riganti, qui a été blessé, lorsque leur véhicule a sauté sur une mine.

Selon des sources hospitalières citées par l'agence croate Hina, la mine était placée près d'une caserne de l'armée fédérale, au centre de la ville de Petrinja, une localité croate quasiment encerclée par l'armée et soumise à d'intenses bombardements. Des gardes croates, selon les mêmes sources, auraient conseillé aux deux journalistes de ne pas s'approcher de cette caserne.

Le service de chirurgie de l'hôpital de Sisak, chef-lieu de la région, a indiqué à l'AFP que Pierre Blanchet était décédé, et que sa carte de presse avait été retrouvée sur son corps. M. Riganti, blessé à la tête et à une jambe, a été opéré dans la nuit. Ses jours ne sont pas en danger, a-t-on affirmé de même source.

Depuis le début des combats en Croatie fin juin, selon l'association Reporters sans frontières, cinq

journalistes ont été tués - dont un Allemand et trois journalistes croates. Deux Soviétiques sont portés disparus depuis trois semaines, et plusieurs ont été blessés par des tireurs embusqués ou des bombardements. Depuis le 1^{er} janvier, quarante journalistes sont morts dans le monde (AFP).

À l'âge de quarante-sept ans, Pierre Blanchet avait d'abord travaillé à *Libération* à partir de 1974. Après avoir été chargé de questions sociales, il se passionna notamment pour la situation en Iran, lors de l'effondrement du régime du chah et de l'avènement de la République islamique. Il publia en 1979, en collaboration avec sa femme Claire Brière, l'un des meilleurs ouvrages sur la révolution iranienne: *La révolution qui nous a défaits* (Le Seuil), que Paul-Jean François avait salué dans les colonnes du *Monde* comme un livre « *seren et lumineux* ». Notre journal publia à l'époque plusieurs de ses articles.

Il entra en 1980 comme grand reporter au service étranger du *Nouvel Observateur*, qui l'envoya dans la plupart des points chauds: Afghanistan, Afrique du Sud, Liban. Il effectua aussi de nombreux reportages en Amérique latine, continent pour lequel il avait une prédilection, puis couvrit plus récemment les événements d'Europe de l'Est, particulièrement en Pologne, et la crise du Golfe, notamment en Jordanie et en Syrie. Journaliste sérieux et passionné, Pierre Blanchet était aussi de ses confiances. La rédaction du *Monde* présente ses condoléances émues à sa femme, à sa famille et à la rédaction du *Nouvel Observateur*.

La radicalisation...

Suite de la première page

Adjoint six mois durant de M. Bibic, M. Susak est jugé comme étant un homme « *carre* », « *ser* », mais efficace, par ce même officiel, selon lequel le nouveau ministre de la défense sait non seulement prendre des décisions, mais, « *ce qui est rare ici* », les appliquer. Homme d'affaires, M. Susak fait partie de ceux que l'on appelle ici « *les émigrés* » - il a vécu longtemps au Canada - et ont la réputation d'être plus « *dur* » que les hommes politiques restés sur place. Son adjoint, M. Ivan Milas, est également un « *émigré* » ayant séjourné à Vienne. Lui aussi est considéré comme étant plutôt quelqu'un de « *ferme* ».

Le changement de titulaire à la défense ne devrait toutefois pas, selon le ministre de l'Information, entraîner une modification de la politique de défense de Zagreb. Cette modification, a expliqué M. Salaj, « *a déjà eu lieu il y a une semaine* » et devrait être confirmée. Blocus des casernes de l'armée fédérale, puis, dans certaines villes, attaque de ces casernes: les Croates avaient, malgré les revers sur le front et une infériorité militaire certaine face aux irréguliers serbes et aux militaires, décidé de passer à la vitesse supérieure et de privilégier le militaire. Après, selon l'expression de M. Salaj, « *avoir trop insisté sur l'aspect juridique* » de la crise et s'être montrés trop « *légalistes* ».

Il n'est, bien sûr, officiellement pas question de renoncer à la diplomatie, mais la conférence de La Haye est loin de faire la « *une* » à Zagreb, où seules comptent les nouvelles du front. Il est certain que depuis longtemps les critiques de l'Europe donnent lieu à une constante surenchère, et il y a dix jours le vice-président du gouvernement croate, M. Zdravko Tomac, après avoir estimé que Zagreb avait accepté de négocier, de négocier, mais en vain, avait souligné qu'il était nécessaire pour son gouvernement de « *changer de tactique* », à défaut de quoi, avait-il ajouté, celui-ci « *tombera* ».

« Pas de quartier »

Car on assiste à une radicalisation d'une bonne partie de la population croate face à la sauvegarde déployée dans cette « *sale guerre* » et à l'impossibilité d'engager un quelconque dialogue. L'exemple de cet intellectuel, Vladimir, qui se définit comme un « *pacifiste* », mais pense aujourd'hui qu'il ne faut pas faire de quartier. Sa famille originaire de la Dalmatie est maintenant disséminée à travers la Yougoslavie et l'Europe. La maison de ses parents a été détruite, la tombe de son père profanée. Son appartement de Zagreb a été criblé de balles (« *Je ne sais pas si cela est dû aux francs-tireurs ou à la police qui répondait à des tirs isolés* »). Même si elle est « *viciée* », la réaction de la population ne peut être ignorée du gouvernement croate, estime Vladimir.

Le sentiment domine ici qu'il faut profiter de l'embryon de succès dont on fait grand cas à Zagreb, à savoir la capture de six chars à Sibenik, sur la côte dalmate, ainsi que la destruction

d'avions fédéraux ces derniers jours. On veut aussi miser - à tort ou à raison - sur les signes détectés par des Croates d'un certain flottement, de craquements au sein de l'armée. Celle-ci, à en croire M. Salaj, traverserait une « *crise morale* » et serait en proie à des « *divergences* », ainsi qu'à un « *sensiment d'incertitude* ». Un état de chose qui pourrait d'ailleurs la rendre plus dangereuse, les « *juste-à-temps* » trouvant de moins en moins de frein à leur volonté de venir à bout des Croates.

Les désertions se multiplient

Les désertions en tout cas ne paraissent pas relever de cas isolés. Jeudi matin, dans un quartier nord de Zagreb, trois jeunes gens en civil débouchent d'un escalier, sac de sport à la main. Arrivés sur l'avenue, à une centaine de mètres à peine du mur d'enceinte d'une caserne fédérale, Ivan, un Croate de vingt ans, Netjo, dix-huit ans, un Serbe de Belgrade, et Vassil, un Macédonien, vingt-deux ans, hésitent sur la direction à prendre. Ils sont accompagnés d'un homme qui, tout naturellement, appelle deux miliciens en patrouille. Les trois garçons viennent de quitter leur caserne. Ils sont, disent-ils, parmi les derniers de leur unité à avoir choisi mercredi soir de partir, car « *nous ne pourrions plus supporter tout ça* ». Désertir ne leur a causé aucune difficulté, assurent-ils, ajoutant que leurs officiers avaient disparu.

Une discussion s'engage sur le trottoir. Chacun veut rentrer chez soi. Le problème le plus ardu est posé par le Serbe, qui désire regagner Belgrade, ce qui représente actuellement un petit exploit. Une passante, qui a pour eux les gestes d'une mère devant des enfants égarés, finit par se proposer pour les conduire à un poste de police qui se chargera d'eux.

Du côté croate, les autorités semblent décidées à poursuivre la réorganisation de la Garde nationale afin de la rendre plus efficace, et surtout à unifier toutes les forces qui ont émergé à la faveur du conflit. Ainsi, selon M. Salaj, le nouveau ministre de la défense a-t-il notamment pour tâche de remettre de l'ordre et de s'occuper d'un certain nombre de groupes armés à l'idéologie ouvertement d'extrême droite, allant jusqu'à revendiquer l'héritage du dictateur Ante Pavelic et de ses oustachis de la seconde guerre mondiale.

Ces unités, a affirmé le ministre de l'Information, auront le choix entre être désarmées ou rejoindre la Garde nationale, « *à condition d'accepter la discipline militaire, de renoncer à toute symbolique politique et de rejeter les extrémismes* ». Une tâche qui ne manque pas d'ambition. M. Salaj a enfin tenu à démentir tout lien entre M. Tudjman et certains de ces groupes, comme la « *Légion noire* », qui s'étaient récemment prévalus de son soutien.

YVES HELLER

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

L'ouverture de la session d'automne du Parlement russe

La maladie de M. Eltsine lui a évité d'affronter la fronde des députés

Un mois jour pour jour après le putsch avorté du 19 août, les deux programmes d'information télévisés que suivent les Russes - celui de la chaîne soviétique centrale et celui de la Fédération de Russie - marquaient l'événement en ouvrant leur bulletin de la soirée par une même leçon de morale. Le sens général en était: « *La victoire du camp démocratique est acquise, maintenant finit la politique, il faut travailler!* »

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

L'humeur était à la fronde au Parlement russe, maintenant qu'il n'y a plus d'ennemis à abattre, pour l'ouverture jeudi 19 septembre de sa session d'automne, en l'absence du président Eltsine, officiellement malade.

« *Même si ce qu'il a éprouvé ne peut être qualifié d'infarctus* », a indiqué dans la soirée la télévision russe,

son médecin demande qu'il poursuive son repos au moins un jour de plus et s'oppose à son départ pour le Caucase. Le départ de cette mission de médiation que M. Eltsine avait promis dès juillet d'effectuer dans le conflit du Karabakh fut donc reporté. Selon l'agence Tass, le président russe devait partir vendredi, avec cette nuance qu'il n'est plus question aujourd'hui que d'une mission d'« *information* ».

Ces explications n'ont cependant pas convaincu nombre de députés russes, persuadés que le président était atteint d'une maladie diplomatique pour éviter d'avoir à affronter son Parlement. Le Soviet suprême de Russie, élu au printemps 1990 quand l'empire communiste pesait encore sur nombre de régions, ne compte qu'une minorité d'élus inconditionnels, face aux communistes - ou ex-communistes, - à leurs alliés de la droite nationaliste et aux démocrates radicaux.

Alors que le destin de la Russie comme de l'ex-URSS se décide théoriquement au sein des nouvelles structures fédérales transitoires, le Parlement russe n'est plus très cer-

tain de son rôle et conteste l'autoritarisme sinon encore du « *bon* » Eltsine, du moins celui de son « *mauvais* » entourage.

Les députés ont donc critiqué les rapports déjà fort pessimistes entendus jeudi. Celui, politique, du président par intérim du Parlement, M. Khasboulatov, qui a constaté une « *accélération des processus de désintégration de l'URSS* » et a appelé en conséquence à « *être prêt à choisir la variante d'un développement indépendant de la Fédération de Russie* »; ainsi que deux rapports économiques où il fut expliqué notamment que le budget russe accuse un déficit de 30 % au lieu des 5 % prévus, alors que les revenus de cette République seraient auparavant à boucher les trous des budgets de plusieurs autres.

Le « *développement indépendant* » de la Russie - une menace des Russes face aux autres Républiques et face au « *centre* » - est ce que souhaite éviter la communauté internationale. Son dernier représentant à Moscou, le secrétaire américain au Trésor Nicholas Brady, a reconstruit

jeudi, outre M. Gorbatchev, le président de la Banque d'Etat de l'URSS, M. Viktor Guerachtchenko. Selon l'interfax, M. Brady aurait vivement « *plaidé pour le maintien d'un contrôle centralisé sur les finances soviétiques, au moins pour une certaine période transitoire* ». Il préchaux un convaincu, lequel d'ailleurs avait été donné comme démissionnaire à la fin août pour cause de sympathie pour le putsch. De toute manière, son grand rival, le président de la Banque centrale de Russie M. Matoukhine, restait, lui, à son poste, « *pour défendre les intérêts de la Russie* », sur l'insistance de M. Khasboulatov.

M. Brady aurait néanmoins accepté d'avancer d'un mois l'octroi d'un crédit de 500 millions de dollars, déjà débloqué avant le putsch pour l'achat de produits alimentaires américains. Or c'est maintenant à 1,7 milliards de dollars que l'URSS chiffre l'aide dont elle a besoin et dont la moitié a été demandée mercredi à la CEE par une délégation du nouveau comité intérimaire de gestion de l'économie soviétique en visite à Bruxelles.

SOPHIE SHIHAB

Petit et grand commerces à Saint-Petersbourg



SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyée spéciale

Le samedi, sur la Perspective Nevski, la queue se forme encore plus tôt que d'habitude, dès l'aube, devant le magasin Lancôme, qui n'ouvrira ses portes qu'à 11 heures. Toute la journée des miliciens surveilleront les entrées, évacueront l'émotion, et jugeront les impatients hystériques qui de temps à autre se manifestent pour acheter des parfums français en roublis.

Chez Philips, en revanche, pas très loin de la gare de Moscou, l'entrée est libre et facile. Ici nous sommes à la fois dans un magasin d'électroménager et dans le temple-musée du confort occidental. Beaucoup entrent et regardent. Certains achètent. La monnaie reine ici est un autre fantôme et les achats se paient dans le monnaie américaine la plus souvent, quelquefois en dollars ou en marks finlandais.

L'ombre de l'Etat est ici comme un rouble. Elle s'évanouit vite. Une société mixte russe et belge, Alice, est liée par contrat avec un distributeur belge qui importe les produits. Alice vend. Le magasin a ouvert ses portes il y a trois mois. La responsable, pour qui tout chiffre est, par définition, un « *secret commercial* », assure que « *la demande dépasse l'offre* ». Au beau milieu de ce samedi de septembre pourtant, les caissières n'ont pas l'air submergées. « *Au début* », dit l'une, « *c'était un grand succès. Maintenant les clients achètent surtout du petit électroménager* ». Il faut toute la fascination de la qualité occidentale et de sérieuses ressources d'énergie ou d'ingéniosité pour briser le mur de l'argent qui sépare l'acheteur de certains produits en vente: 600 à 700 dollars pour une machine à laver, 500 pour un four à micro-ondes, mais 550 pour un congélateur bahut, 400 dollars pour un petit téléviseur, 1 200 pour un grand.

Les jeunes se massent surtout

MICHEL KAJMAN

Menaces sur le programme spatial soviétique

L'angoisse de Baïkonour

BAÏKONOUR

de notre envoyée spéciale

Que va devenir le programme spatial soviétique à l'heure de la recomposition - ou plutôt de la décomposition - du pouvoir soviétique? Même loin de Moscou, la question se pose déjà. Après une visite des installations pharaoniques de Baïkonour à laquelle a procédé, dimanche dernier 15 septembre, M. Pierre Joxe, en compagnie des généraux Ivanov et Kryjko, respectivement chef des unités cosmiques et commandant du cosmodrome, elle s'impose.

Les interlocuteurs du ministre français de la défense, dont les supérieurs ne cessent de valiser à Moscou, ne cherchent pas à cacher leur inquiétude: déjà affecté depuis plusieurs années par d'importantes réductions de crédit, le programme spatial soviétique risque cette fois de déperir carrément non seulement faute de moyens mais aussi du fait de l'indifférence générale. Le nationalisme spatial des années 60 et 70, le culte Gagarine et celui de ses successeurs, ont bel et bien disparu. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que dans les immenses hangars-cathédrales du cosmodrome, peuplés uniquement de militaires tant il est vrai que ce sont eux qui contrôlent totalement le programme depuis son origine, on se met de plus en plus à parler coopération internationale et complémentarité des programmes américain et soviétique.

La coopération avec la France

Beaucoup d'experts soviétiques voient là l'unique moyen de sauver ce qui peut l'être à l'heure de la banqueroute et au moment où les Républiques vont plus que se faire tirer l'oreille pour verser leur quote-part à des réalisations somptueuses qui ont quelque chose de choquant lorsqu'on connaît la misère générale de l'Union. M. Boris Eltsine a déjà donné le ton lorsqu'il a laissé entendre que, pour la Russie, la conquête spatiale, surtout à des fins militaires, ne constituait nullement une priorité. Et M. Nazarbaev, le dynamique président du Kazakhstan sur le territoire duquel est installé Baïkonour, donne des sursauts froids aux partisans de l'espace: « *s'il n'a pas réclamé le démantèlement du cosmodrome - alors qu'il vient d'interdire la poursuite des essais nucléaires dans la République - c'est sans doute pour obtenir d'importantes contreparties sonnantes et trébuchantes* ».

JACQUES AMALRIC

هكذا من الأصل

حکومت از اهل

DU POUVOIR CENTRAL EN UNION SOVIÉTIQUE

L'Ouzbékistan à contre-courant

Cette République d'Asie centrale a d'autant plus de mal à rompre avec le soviétisme que la menace fondamentaliste se rapproche

TACHKENT

de notre envoyé spécial

Le président Islam Karimov ne renie rien. A Tachkent, les structures de pouvoir, semblent aussi immuables que les monuments. Le Parti communiste s'est inopinément transformé le 14 septembre, en un Parti démocrate populaire : un changement purement nominal puisque celui-ci hérite de tous les biens de son prédécesseur, comme pratiquement de son idéologie. Le comportement politique qui sera arrêté au cours des trois prochains mois ne semble guère destiné à marquer une rupture avec le passé.

Si ce n'est l'absence dans le discours du président, devant le dernier congrès du PC, de toute référence à Lénine, et le souci affirmé de s'orienter vers un multipartisme qui, dans cette première République d'Asie centrale par la population (20 millions d'habitants), demeure pour le moins dans les limbes, l'héritage soviétique est pleinement assumé.

Alors que les lettres de lecteurs publiées ces derniers jours par une presse strictement contrôlée sont saturées de louanges adressées au président, les *Izvestia* rappelaient, le jour de la tenue du congrès du PC, que M. Karimov s'était gardé, au cours des trois jours que dura le coup de force à Moscou, de toute déclaration indiquant qu'il se désolidarisait de la junte. Ce n'est qu'une fois l'effet du putsch consommé qu'il qualifia celui-ci d'inconstitutionnel. Entre-temps, les médias avaient scrupuleusement diffusé les communiqués des auteurs du coup de force. Pour éviter l'influence pernicieuse de Moscou, le gouvernement a interdit les émissions de télévision en provenance de Russie.

L'Ouzbékistan vit aujourd'hui à contre-courant, en-bas sur une orthodoxie socialiste ébranlée,

sinon bannie, ailleurs. En faisant proclamer l'indépendance par le Parlement le 31 août, le président Karimov semble avoir été animé par la volonté d'isoler le pays des mutations en cours autant que par un surcroît de souveraineté.

Il continue à peser à Tachkent ou à Samarkand, la seconde ville du pays, un climat insidieux de crainte qui paralyse l'opinion. Des opposants se débattent aux interviews et l'on vous conseille d'éviter de rencontrer « des personnes dangereuses ». Le 8 septembre, deux cent cinquante membres du Mouvement démocratique Birlik (Unité) ont été arrêtés au cours d'une manifestation de soutien au président Eltsine. Une équipe de télévision britannique avait été embarquée avec eux. Tous ont été relâchés peu après. Les activistes de Birlik restent aujourd'hui plus ou moins dans la clandestinité.

Courant moderniste dans la nomenklatura

Le petit parti Erk (Indépendance) qui, contrairement à Birlik, ne remet pas en cause le système lui-même et entend lutter dans le cadre de la politique actuelle, paraît bien impuissant à se faire entendre, malgré les cinq cent mille personnes qui le soutiendraient.

La passivité avec laquelle la majorité des habitants d'Ouzbékistan ont réagi aux événements qui ont ébranlé l'Union soviétique, au cours de ces dernières semaines tient à la fois à la forte mainmise de l'appareil du «ci-devant» Parti communiste sur le pays et aux pesanteurs socio-historiques.

La majorité de la population vit de la culture du coton, principale production nationale. Les condi-

tions de vie arriérées qui prévalent dans les campagnes ainsi que les problèmes écologiques provoqués par un emploi intensif des engrais sont l'une des causes d'une mortalité infantile parmi les plus élevées en Union soviétique.

Pour le président de Birlik, M. Abdurrahim Poulatov, le pouvoir n'a jusqu'à présent pas été confronté à une véritable opposition. A son avis, trois facteurs peuvent faire évoluer la situation : l'influence des mutations qui inter-

viennent en Russie; le réveil du mouvement islamique en Ouzbékistan; la détérioration des conditions économiques. Conjugés ou séparément, ces facteurs peuvent favoriser les forces démocratiques nationales et surtout accentuer les oppositions au sein de l'appareil du pouvoir.

Sur le plan économique, malgré sa richesse en matières premières et en produits agricoles, l'Ouzbékistan va mal. Les prix galopent et l'hiver risque d'aggraver la situa-

tion. Si le problème alimentaire empire, un mouvement spontané de protestation populaire n'est pas à exclure, estime le professeur Abdul Abdurakhimov, membre du défunt PC dont il était le secrétaire au département d'histoire de la faculté de Tachkent. De tels troubles pourraient être exploités par l'opposition au sein de l'appareil du pouvoir et conduire le président Karimov à quitter ses fonctions, poursuit-il.

Car si une évolution est suscep-

l'intérieur. Avec ou sans M. Karimov.

Pour M. Abdurakhimov, « la fin d'un certain modèle de socialisme ne signifie pas qu'il faille rejeter les idéaux socialistes ». Choix idéologique, cet attachement au socialisme est présent aussi comme un rempart à l'influence grandissante de l'islam qui risque d'être, demain, le ferment d'une nouvelle force politique.

« Le danger totalitaire est passé. En revanche, le risque d'une vague fondamentaliste en Ouzbékistan est réel », estime le professeur Goga Khidoyatov, directeur de la chaire d'histoire moderne à l'université de Tachkent. « De ce point de vue, le Parti démocrate populaire constitue un contrepois. L'alternative est claire : ou la dictature des mollahs ou un nouveau parti réformiste. Si le président Karimov peut faire barrage à la montée du fondamentalisme, je le soutiens. »

Le Coran en cyrillique

Birlik fait preuve de moins d'alarmisme. Il est vrai que le mouvement dont l'emblème représente les coupes et les minarets de Samarkand prône la « renaissance nationale » fondée sur une « dérus-sification » de la culture et, entre autres, un retour à l'alphabet arabe.

Depuis la perestroïka, l'Ouzbékistan, où la majorité de la population est musulmane, connaît une rapide renaissance du culte et des études islamiques. On compte aujourd'hui plus de mille mosquées. L'Institut des études orientales a d'autre part entrepris une première traduction du Coran en alphabet cyrillique : un élément important pour la renaissance de

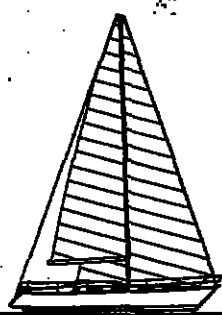
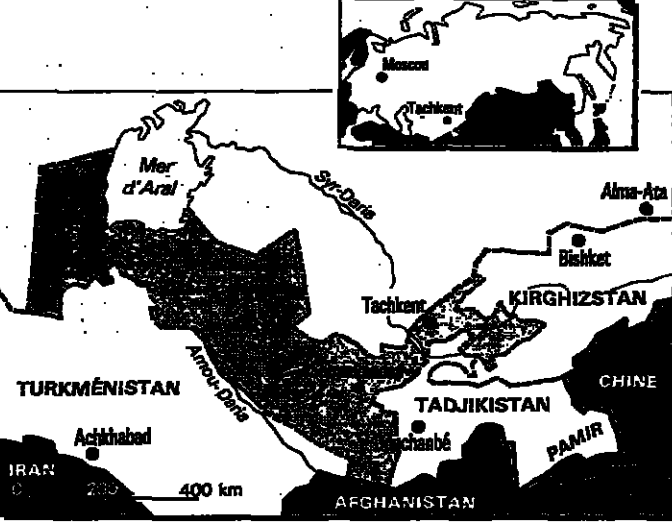
la foi, estime le directeur de l'institut, M. Abulaev, car aujourd'hui peu d'Ouzbeks (5 %) peuvent lire l'arabe. Le nombre des étudiants a d'autre part augmenté et les contacts avec les pays arabes, en particulier l'Arabie saoudite, se développent rapidement. Les pèlerinages à La Mecque sont également en forte progression.

Longtemps soumis au pouvoir, le grand mufti de Tachkent, qui traditionnellement régnait sur l'ancien Turkestan et aujourd'hui sur les cinq Républiques d'Asie centrale, fait preuve depuis l'échec du putsch du 19 août d'une indépendance qui irrite le gouvernement. Le soutien ouvert qu'il vient d'apporter au président Akayev de Kirghizie, symbole d'un réformisme contrastant singulièrement avec le conservatisme de l'Ouzbékistan, a attisé la tension avec les autorités de Tachkent qui essaient de jouer sur les oppositions entre musulmans.

La semaine dernière, l'imam de la mosquée située précisément en face de la demeure du grand mufti dans un vieux quartier de Tachkent, a fait scission. Ludfulla Naderov, premier adjoint du nouveau mufti qui a désormais dans sa mouvance la région de Tachkent, affirme qu'il s'agit d'une simple répartition administrative. En réalité, le nouvel organe semble plus proche du pouvoir et conteste l'attitude dissidente adoptée par le grand mufti.

Encore en filigrane, la constitution d'une force politique islamique est dans l'air. Il y a un an, un parti démocratique islamique avait essayé de voir le jour. Il a été interdit. Au bazar ou aux abords des mosquées, des représentants de la grande secte fondamentaliste wahhabite, puissante dans la vallée de Fergana, recueillent en tout cas activement des fonds.

PHILIPPE PONS



Larguez tout, sauf le superflu.

Sur le bleu profond des Caraïbes, votre disque laser accompagne le bruit de l'eau... Votre hôtesse souriante dépose près du téléphone un cocktail tropical bien frais... Marin chevronné, votre skipper met le cap sur Tobago Cays... Splendeur intacte, magie des îles. Moments rares, plaisirs raffinés... En voilier quatre étoiles ou en motor-yacht de rêve, vous voguez sereinement d'un paradis à l'autre. A bord règnent l'espace, le confort absolu, et la très haute technologie. Sur la plupart de nos bateaux, salle de bains individuelle, télé, hifi, video, fax... A votre disposition, tout ce qu'il faut pour jouir pleinement de la plus belle mer du monde... Parce que la devise de JET SEA est que rien ne vous manque pour couler des jours sans pareil. Rien, surtout pas le superflu.

Jet Sea location de bateaux : le meilleur des Caraïbes



Jet Sea Paris
6, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 Paris - Tél. (33) 1 42 56 60 60
Jet Sea Nice
Immeuble Le Neptune - 8, quai des Docks 06300 Nice - Tél. (33) 93 56 54 52
Jet Sea Pointe-à-Pitre Jet Sea U.S.A. INC.

61111

DIPLOMATIE

Le voyage de M. Mitterrand dans les nouveaux Länder

La France et l'Allemagne réaffirment leur volonté de concertation

Le voyage de M. Mitterrand en Allemagne, qui s'achève le 20 septembre à Weimar et dont l'objet était, à l'origine, une visite aux nouveaux Länder, est fort opportunément tombé : il a mis un terme, au moins officiellement, au processus de dégradation qui affectait les relations entre les deux pays.

BERLIN

de notre envoyée spéciale

On savait Paris et Bonn en désaccord à propos de la crise yougoslave. La déclaration commune, qui a été publiée jeudi 19 septembre, n'ont pas renoncé à une action concertée, même si ce texte est quelque peu en retrait par rapport aux propos qu'avait tenus M. Mitterrand dans son discours, le matin même à Berlin.

Le président de la République s'était prononcé, en effet, pour l'envoi de forces d'interposition européennes en Yougoslavie avec mandat de l'ONU ou, à défaut, sans ce mandat si les Nations unies ne pouvaient le délivrer pour des raisons juridiques. Anticipant sur un échec possible de ces deux hypothèses, il avait annoncé que, dans ce cas, il était disposé à se tourner vers l'ONU pour lui demander d'intervenir elle-même.

MM. Mitterrand et Dumas ont surtout obtenu, dans les entretiens politiques qu'ils ont eus ces deux derniers jours à Bonn et à Berlin, l'assurance que l'Allemagne ne prendrait pas d'initiatives individuelles comme celle, par exemple, de reconnaître seule la Slovincie et la Croatie. Ils en ont retiré aussi le sentiment que les dirigeants de Bonn ne voulaient pas être les simples jouets de l'opinion publique dans cette affaire. Cela ne résout pas les divergences de fond, notamment sur l'idée française que les frontières de la Croatie doivent sans doute être révisées par la négociation, mais cela témoigne, de part et d'autre, d'une volonté

de concertation. M. Mitterrand a d'autre part demandé à la Communauté européenne d'établir, avant 1993, un rapport, pour chaque pays candidat à l'adhésion, sur les moyens à réunir pour y parvenir et les délais nécessaires.

On a pu principe de l'élargissement

Cette proposition apporte un démenti à ceux qui, en Allemagne, disaient le président français hostile, par principe, à l'élargissement. C'est sans doute une concession de sa part, en tout cas un changement d'attitude : alors que, jusqu'à présent, il ne bougeait pas sur la question de l'élargissement et la reportait à plus tard, après l'entrée en vigueur des traités sur l'union monétaire et l'union politique, M. Mitterrand a pris, sans plus attendre, sa première initiative positive sur le sujet. Elle est de nature à sortir cette question du champ des polémiques et des promesses creuses pour la faire entrer dans celui du pragmatisme et de la faisabilité. Cela ne règle certes pas toutes les divergences quant à l'avenir de la Communauté, et notamment le désaccord sur le calendrier de l'union monétaire. Mais, du moins, ce désaccord garde-t-il une chance de se résoudre dans le cadre normal des négociations sur les futurs traités.

Enfin, le discours de Berlin aura été l'occasion pour le président de rappeler aux Allemands les engagements qu'ils avaient pris en faveur de l'Europe lors de la réunification, et d'exprimer avec une certaine franchise sa crainte que l'Allemagne unie n'ait tendance à faire passer ses intérêts nationaux avant la construction communautaire. Ce voyage aura donc été, à un moment où les suspicions s'amoncellent de part et d'autre, l'occasion d'une explication réciproque qui ne peut pas nuire. Il devait s'achever, vendredi 20 septembre, par une visite à Weimar et une conférence de presse commune des deux chefs d'Etat.

CLAIRE TRÉAN

Nominations d'ambassadeurs

M. Patrick Leclercq en Egypte

Directeur du service Afrique du Nord - Moyen-Orient au Quai d'Orsay, M. Patrick Leclercq a été nommé ambassadeur de France en Egypte, en remplacement de M. Alain Dejarmet, maintenant directeur des affaires étrangères, au ministère des affaires étrangères.

(Né le 2 août 1939, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Leclercq a été en poste, notamment à Madrid (1967), aux Nations unies et conseil général à Montréal (1982-1985). Auparavant, de 1976 à 1978, il a été conseiller, puis directeur-adjoint, au cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, et de 1979 à 1981, conseiller technique au secrétariat général de l'Elysée. Il a été ambassadeur de France en Jordanie de 1982 à 1989, avant d'être nommé à la tête de la direction Afrique du Nord et du Moyen-Orient. M. Leclercq est chevalier de la Légion d'honneur.)

M. André Janier au Qatar

Chargé d'affaires à Bagdad durant la crise du Golfe, M. André Janier, quarante-sept ans, a été nommé ambassadeur au Qatar en remplacement de M. Pierre Ariola.

(Né le 10 août 1944, diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, M. André Janier, après avoir été en poste à Abou-Dhabi (1972-1976) puis à l'administration centrale au Quai d'Orsay, a été nommé secrétaire d'ambassade à Djeddah, en 1978, avant d'être affecté à Beyrouth (1980) et ensuite à Tunis (1983). En 1987, il sera détaché à la délégation générale à l'armement. Il a été

nommé, en 1989, conseiller à l'ambassade de France à Bagdad et se trouvera à la tête de la chancellerie, en tant que chargé d'affaires, lorsque celle-ci, le 2 août 1990, la crise du Golfe, il s'occupera notamment du sort des ressortissants français retenus en otage par l'Irak et quittera l'ambassade avec les autres diplomates occidentaux à Bagdad, le 16 janvier 1991, à la veille de l'opération militaire des alliés. Auparavant, il a été fait chevalier de la Légion d'honneur à titre exceptionnel.

M. Jean-Luc Sibideu aux Comores

Directeur adjoint du service Afrique du Nord - Moyen-Orient au Quai d'Orsay, M. Jean-Luc Sibideu a été nommé ambassadeur de France aux Comores, en remplacement de M. Robert Scherrer.

(Né le 17 octobre 1945, licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques puis de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Sibideu a été en poste, notamment à Bagdad, au Vatican et à Amman. Il a occupé également diverses fonctions à l'administration centrale, avant d'être nommé directeur adjoint du département Afrique du Nord - Moyen-Orient depuis 1989.)

M. Jacques Rouquette en Libye

M. Jacques Rouquette a été nommé ambassadeur de France en Libye, en remplacement de M. Pierre Blouin.

(Né le 31 janvier 1931, licencié en droit, diplômé de l'Institut des hautes études marocaines, M. Rouquette a été en poste, notamment en Roumanie, en Arabie saoudite, au Koweït, au Niger et en Algérie. Nommé en 1986, à Aden, il a été le dernier ambassadeur de France au Sud-Yémen.)

□ L'OTAN envisage de réduire ses forces en Europe de 50 % d'ici à 1995. - L'OTAN envisage de réduire ses forces en Europe centrale de 50 % d'ici à 1995, a déclaré, jeudi 19 septembre à Tokyo, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner. « Nos projets sont clairs : nous voulons réduire nos forces en Europe centrale de 50 % d'ici à 1995 et si les Soviétiques vont plus loin, nous continuerons à réduire, cela ne pose aucun problème », a déclaré M. Woerner au cours d'une conférence de presse. Interrogé sur le traité concernant les forces conventionnelles en Europe, signé en novembre dernier, M. Woerner a estimé qu'il devait être « ratifié le plus vite possible » et qu'après sa ratification, des réajustements pourraient intervenir, notamment en ce qui concerne les Etats baltes.

□ Un bureau de la francophonie à Genève. - L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), organisation intergouvernementale regroupant une quarantaine de pays francophones, a inauguré à Genève, mercredi 18 septembre, un bureau de liaison auprès des organisations internationales, à proximité du quartier de l'ONU. Cette « infrastructure légère » aura notamment une tâche « d'information, de documentation et de concertation », d'autant plus utile que plusieurs pays membres ne disposent pas de missions permanentes à Genève. Lors de la cérémonie d'inauguration, les responsables de ce bureau ont indiqué qu'ils s'efforceraient d'explorer « de nouvelles voies de coopération avec les organisations internationales afin de les aider à investir davantage dans la francophonie ». (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

Les difficultés de la mission de M. Baker

M. Shamir accuse les Américains de « prendre fait et cause » pour les Arabes

Dénouant ce qu'ils considèrent comme un « chantage américain », consistant à refuser toute possibilité d'aide financière à l'Etat hébreu tant que celui-ci n'aura pas mis un terme à la colonisation des territoires occupés, les dirigeants israéliens ont menacé, jeudi 19 septembre, de remettre en cause leur participation à la conférence régionale de paix que les Etats-Unis s'efforcent d'organiser le mois prochain. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui poursuivait vendredi sa mission dans la région en revenant à Damas, après un entretien la veille à Amman avec le roi Hussein de Jordanie, pourrait être contraint de repasser rapidement par Jérusalem pour clarifier la situation.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Les Etats-Unis doivent se montrer objectifs », a déclaré jeudi après-midi, devant une délégation de parlementaires américains, le premier ministre, M. Itzhak Shamir. « Ils ne doivent pas prendre fait et cause pour

l'une des parties en conflit. » Pour le gouvernement israélien, c'est clair : en refusant à l'Etat juif les garanties bancaires immédiates qu'il réclame pour un emprunt de 10 milliards de dollars afin d'intégrer les immigrants d'URSS, le président George Bush prend partie en faveur des Palestiniens et de leurs alliés arabes. D'ailleurs, s'il faut en croire M. Shamir, c'est une véritable « euphorie » qui régnerait « en ce moment dans les pays arabes », ces derniers ayant acquis la conviction que « les Etats-Unis se penchent désormais de leur côté ». Cela, aux yeux du chef du gouvernement, n'est évidemment « pas de nature à faire progresser le processus de paix, mais, au contraire, à le freiner ».

Peu importe que le secrétaire d'Etat américain ait mollement démenti, mercredi soir à Damas, avoir établi un lien direct entre l'octroi des garanties demandées et l'arrêt - ne serait-ce que temporaire - des implantations juives dans les territoires. Il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre que ce lien, en fait, existe désormais, de même qu'on peut déduire de la table des négociations dressée par Washington, c'est d'abord M. Yossi Ben Aharon, directeur général de la présidence du conseil et conseiller

très écouté du premier ministre, qui a catégoriquement « rejeté » le gel de la colonisation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, au motif que « cela reviendrait à accepter l'idée que ces territoires appartiennent aux Arabes avant même l'ouverture des négociations sur leur statut futur ». Et comme pour bien marquer son refus d'écarter ce que ses amis considèrent comme « un inacceptable dilemme », M. Shamir a fait prévenir la presse, jeudi, qu'il allait inaugurer une plaque dans un nouveau quartier juif de Jérusalem, dans la partie conquise en 1967.

Pas

« impartiaux »

C'est ensuite le ministre de la santé, M. Ehud Olmert, aussi proche de M. Shamir qu'on peut l'être, qui a affirmé jeudi matin qu'après « les prises de position américaines, Israël se doit de reconsidérer son attitude vis-à-vis de la conférence de paix ». C'est encore M^{me} Geula Cohen, membre du gouvernement au nom d'un petit parti d'extrême droite, qui réclame carrément la dissolution du gouvernement et la convocation de nouvelles élections « pour répondre à l'attitude diabolique de l'administration américaine ». C'est enfin M. Anan Porat, membre du Parti national religieux (PNR), soutenant la coalition au pouvoir, qui a dénoncé « ces brutales pressions amé-

ricaines, qui doivent être repoussées avec répulsion » puisque, sacrilège, leur objectif serait « d'empêcher les juifs de s'installer sur le territoire d'Eretz Israël » (le « grand » Israël biblique).

« D'ailleurs, résumait M. Porat, qui devait être reçu à la veille du week-end par M. Shamir, après la position qu'ils ont adoptée à propos du Golan (région conquise sur la Syrie et dont M. Baker soutient la restitution), les Etats-Unis ne peuvent plus être considérés comme impartiaux. » Avis partagé, bien entendu, par le comité des colons du Golan, qui a envoyé jeudi un télégramme au chef du gouvernement, l'invitant à mettre immédiatement un terme au processus engagé avec l'administration américaine. M. James Baker, qui a fourni à Damas, comme à tous les participants à la négociation, des assurances écrites aux termes desquelles les Etats-Unis soutiendraient la revendication du président Assad sur le plateau du Golan, a fait savoir que cette position - conforme à l'interprétation américaine des résolutions 242 et 238 - ne contredisait nullement la lettre envoyée en 1975 par le président Gerald Ford à Jérusalem et dont les Israéliens font grand cas. Cette lettre affirmait notamment que les Etats-Unis prenaient en « considération » les « intérêts stratégiques d'Israël » dans cette région frontalière.

PATRICE CLAUDE

Un dirigeant de l'OLP estime que les Palestiniens refuseront de participer à une conférence de paix

C'est dans la division que les Palestiniens s'apprentissent à se réunir, la semaine prochaine à Alger, pour décider s'ils participeront ou non à la conférence de paix sur le Proche-Orient. Des tentatives ont cependant lieu en vue de régler les divergences qui divisent les dirigeants sur l'appréhension des « assurances » fournies par le secrétaire d'Etat américain. Vendredi 20 septembre, M^{me} Hanane Ashraoui, une des personnalités palestiniennes des territoires occupés, est arrivée en Jordanie où elle doit rencontrer M. James Baker pour poursuivre les discussions sur la lettre remise par ce dernier à une délégation palestinienne, le 16 septembre à Jérusalem.

Des responsables de l'OLP ont

qualifié la « lettre d'assurances » américaine d'« insuffisante », car elle « ignore totalement le droit à l'autodétermination » du peuple palestinien. Jeudi, M. Yasser Abed Rabbo, chef du département de l'information de l'OLP à Tunis, a indiqué que ce document sera soumis au Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) qui doit se réunir à partir de lundi à Alger. « Nous considérons que cette lettre entrainera alors une position palestinienne négative », a-t-il ajouté.

Soulignant que « la lettre américaine contient beaucoup moins que les demandes équilibrées réclamées par l'OLP », comme base d'une conférence de paix, M. Abed Rabbo a affirmé que « cette lettre ignore [aussi] la nécessité d'un

arrêt préalable des implantations » israéliennes dans les territoires occupés. Il estime aussi que les Etats-Unis « maintiennent la position ancienne selon laquelle la question de Jérusalem et de sa représentation ne devrait pas être abordée » à la conférence de paix. Estimant que la lettre américaine « est, en revanche, en grand accord avec les demandes israéliennes », le responsable palestinien a ajouté : « Comment peut-on entrer dans le processus de paix sur la base des principes de l'échange des territoires contre la paix, sans l'arrêt des implantations et sans considérer Jérusalem comme faisant partie des territoires occupés ? ».

A Amman, le roi Hussein de Jordanie et le secrétaire d'Etat

américain ont demandé jeudi aux Palestiniens de ne pas laisser passer l'occasion que leur offre une conférence de paix, « à espérer seulement qu'ils [les Palestiniens] réaliseront que le temps est compté et que la seule autre solution à des progrès sérieux ne peut être qu'un désastre. Cette occasion pourrait ne jamais se représenter », a déclaré le roi Hussein lors d'une conférence de presse avec M. Baker. Pour sa part, ce dernier a indiqué que la conférence de paix que les Etats-Unis tentent d'organiser en octobre « est la meilleure chance qui se soit présentée depuis très longtemps. Beaucoup d'eau passera sous les ponts avant que le coche ne repasse », a-t-il déclaré. - (AFP.)

La nouvelle tension entre Washington et Bagdad

L'Irak accuse les Etats-Unis de provocation

L'Irak a accusé, jeudi 19 septembre, les Etats-Unis de chercher un prétexte pour un recours à la force contre le régime de Bagdad. Les ministres irakiens ont été convoqués pour discuter du feu vert donné par le président George Bush aux forces américaines pour accompagner - si nécessaire - les équipes des Nations unies chargées d'inspecter les sites d'armement qui doivent être détruits.

Le quotidien officiel *El Joumhouria* juge la réaction de Washington disproportionnée face au différend qui oppose Bagdad aux équipes des Nations unies sur l'utilisation d'hélicoptères pour leurs missions d'inspection. Pour ce journal, les services secrets américains « répandent des informations fausses et malhonnêtes ».

tandis que « le gouvernement américain cherche un prétexte au maintien de sanctions injustes » (référence à l'embargo contre l'Irak).

Le président Bush, pour sa part, a une nouvelle fois jeudi soir, mis en garde le président Saddam Hussein, l'invitant à obéir aux résolutions de l'ONU sous peine d'action militaire. Il a toutefois souligné qu'il ne prévoyait pas de « mouvements massifs de troupes » et s'est déclaré persuadé que l'Irak se plierait aux exigences de l'ONU. Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a affirmé de son côté qu'aucune force américaine ne faisait mouvement vers l'Arabie saoudite et laissait entendre qu'aucun déplacement de ce genre n'était attendu dans l'immédiat. - (AFP, Reuters.)

Devant la conférence générale de l'AIEA

La France réclame un démantèlement rapide du potentiel nucléaire irakien

M. Philippe Rouvillois, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a lancé, mercredi 18 septembre à Vienne (Autriche), un appel pressant en faveur de « mesures strictes » et immédiates visant à éviter que l'Irak ne poursuive la mise au point d'armes nucléaires.

« Il n'y a plus de temps à perdre », a estimé M. Rouvillois, qui s'exprimait au nom de la délégation française, devant la 35^e conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). « Le moment est venu d'appliquer à la lettre la résolution 687 du Conseil de sécurité, en faisant sortir l'Irak ou en neutralisant, ou en détruisant, non seule-

ment les matières, mais aussi les installations et les équipements qui peuvent contribuer à la fabrication d'une arme nucléaire par l'Irak. » M. Rouvillois a souligné par ailleurs la mise en forme « d'ici à la fin de l'année » d'un ensemble de mesures visant à améliorer le système actuel des garanties, a rappelé les propositions faites à ce sujet par la Communauté européenne « au conseil des gouverneurs [de l'AIEA] qui les a acceptées ». Si l'AIEA ne réagit pas rapidement, elle risque de compromettre sa crédibilité et de « mettre en péril les échanges nucléaires internationaux, faute d'une confiance suffisante dans l'efficacité des garanties », a ajouté le patron du CEA.

LIBAN

La prochaine libération d'un otage démentie par les ravisseurs

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a annoncé, jeudi 19 septembre, qu'elle n'avait pas l'intention de libérer un des deux otages occidentaux qu'elle détient, soulignant que la libération de Cheikh Abdel Karim Obeid, prisonnier en Israël, « reste prioritaire ». Dans un communiqué publié à Beyrouth et authentifié par une photo d'un otage américain, M. Joseph A. Cicippio, OJR, a regretté de ne pas avoir pu libérer un autre otage jusqu'à ce que la position israélienne se clarifie et que l'ONU se décide à s'activer. Outre M. Cicippio,

FOUR détient un Britannique, M. Jack Mann, dont la libération était annoncée comme imminente. Cheikh Obeid, responsable du Hezbollah pro-iranien, avait été enlevé en juillet 1989 par un commando israélien lors d'une opération menée au Liban sud. Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a affirmé mercredi que Cheikh Obeid est « la carte la plus forte dont dispose Israël pour obtenir des informations sur le sort de ces cinq militaires disparus au Liban » et qu'il avait une carte pour les pays arabes qui ont des otages. - (AFP.)

Signature de l'accord de sécurité entre les Etats-Unis et le Koweït

Un accord de sécurité américain-koweïtien pour une durée de dix ans, le premier d'une série que les Etats-Unis espèrent conclure avec d'autres Etats du Golfe, a été signé, jeudi 19 septembre à Washington, par le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, et son homologue koweïtien, Cheikh Ali Sabah. Il prévoit le prépositionnement au Koweït de matériel militaire américain, l'organisation de manœuvres communes, l'entraînement par les Etats-Unis des soldats koweïtiens et la jouissance des facilités portuaires koweïtiennes par l'US Navy.

Cet accord ne représente qu'un succès modeste pour Washington, qui espérait pouvoir conclure rapidement des arrangements semblables avec les autres Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). En mai dernier, M. Cheney s'était rendu dans les six pays du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar et Emirats arabes unis) dans l'espoir de mettre au point un accord global dans la région. L'initiative de

M. Cheney avait échoué notamment sur le désir des Etats arabes de ne pas apparaître comme les protégés des Etats-Unis, eux-mêmes principal soutien d'Israël. - (AFP.)

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

200 QUESTIONS A MON AVOCAT

مكتبة ابن الأصل

حکومت الاحول

ASIE

AFGHANISTAN : après l'invitation lancée par Moscou à une délégation de moudjahidines

Les mouvements rebelles fondamentalistes craignent d'être écartés d'un règlement du conflit

Le Hezb-islami du dirigeant fondamentaliste afghan, Gulbuddin Hekmatyar, a fait état jeudi 19 septembre d'une intensification des duels d'artillerie entre les forces gouvernementales et la guérilla autour de la ville de Gardes, à 600 kilomètres de Kaboul.

Dans le même temps, un proche de M. Hekmatyar a violemment attaqué le président du gouvernement intérimaire de la résistance sunnite installé au Pakistan, M. Sibghatullah Mojaddedi, officiellement invité à se rendre à Moscou d'ici un mois à la tête d'une délégation de moudjahidines (le Monde du 20 septembre). Chef du parti modéré Jabba, M. Mojaddedi s'est entretenu jeudi à Islamabad avec l'ambassadeur Peter Tomson, envoyé spécial des Etats-Unis auprès de la résistance afghane, qui est ensuite parti pour l'Arabie saoudite, après un séjour de trois semaines au Pakistan.

ISLAMABAD
correspondance

Les fondamentalistes de la guérilla craignent de plus en plus d'être écartés d'un règlement du conflit. Ils ont vivement réagi à l'annonce de la prochaine visite d'une délégation rebelle afghane en URSS. « Qui est Mojaddedi ? », s'est exclamé un membre de l'entourage de M. Hekmatyar, en apprenant que l'invitation de Moscou avait été transmise au chef d'un « mouvement » parti.

« Ce soi-disant gouvernement intérimaire des moudjahidines n'est rien d'autre qu'un complot pour déstabiliser et éliminer », a ajouté le responsable du Hezb-islami, en déclarant que la direction soviétique n'a pas pu approcher les « grandes » organisations de la guérilla.

Tandis qu'à Moscou, un porte-

parole du ministère des affaires étrangères mettait en avant la question des prisonniers de guerre encore détenus par les moudjahidines (ils seraient une centaine toujours en vie), l'ambassade soviétique d'Islamabad soulignait l'aspect politique de l'invitation, en soulignant une « large représentation » de la résistance pour ces entretiens dont la date exacte n'a pas encore été fixée. Un porte-parole de l'ambassade n'a pas exclu que la délégation comprenne des représentants chiites afghans basés à Téhéran, dont le gouvernement a multiplié les initiatives ces dernières semaines, en vue d'une solution politique du conflit au côté du Pakistan.

La fin
du statu quo

Serait-ce la fin du statu quo qui a dominé la scène afghane depuis le départ de l'armée rouge ? Serait-ce le début d'un règlement ? La prudence s'impose, mais, si on établit un premier bilan des différents développements intervenus depuis la fin juillet, les partisans de la paix ont toutes les raisons d'être optimistes :

- deux réunions consacrées aux propositions de l'ONU (mécanisme de transition à Kaboul avant des élections) se sont déroulées à Islamabad et à Téhéran avec la participation de la majorité des factions rebelles ;
- un soldat soviétique a été libéré par la résistance au Pakistan en présence d'un envoyé spécial de Moscou ;
- les durs du KGB et de l'armée soviétique partisans d'un soutien inconditionnel au régime de Kaboul se sont effondrés avec le communisme en URSS ;
- le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, est venu dans la région où il a eu d'importants entretiens avec les dirigeants des principaux pays belligères (Pakistan, Iran, Arabie saoudite) ;
- les moudjahidines ont décidé d'envoyer une délégation à New York pour de nouvelles discussions en marge de l'Assemblée générale de l'ONU ;
- enfin, les Etats-Unis et

l'URSS ont annoncé, la semaine dernière, l'arrêt des livraisons d'armes à leurs alliés respectifs à compter du 1^{er} janvier.

L'invitation lancée par le Kremlin consacre ces activités diplomatiques menées en coulisses par le Chypriote Bezon Sevan, médiateur de l'ONU chargé du conflit afghan. Cette invitation est un événement en soi, après une longue occupation de l'Afghanistan qui est restée comme une « plaie ouverte », selon l'expression de Mikhaïl Gorbatchev.

« C'est une sorte de reconnaissance par Moscou » de la représentativité de la résistance, a estimé le parti Mazd de M. Sayeed Gailani, allié de M. Mojaddedi. Ces deux hommes, ainsi que M. Nabi Mohammedi, du Harakat, incarnent les traditionalistes de l'opposition afghane. Ils maintiennent des contacts avec l'ancien roi d'Afghanistan, Zahir Shah, exilé à Rome mais dont la citoyenneté vient d'être rétablie par les autorités de Kaboul (le Monde du 20 septembre). Et un parti, le Jamiat de M. Burhanuddin Rabbani, qui compte dans ses rangs des commandants célèbres comme Ahmad Shah Massoud, « le lion du Panjshir », s'est associé aux discussions en vue d'un règlement sous l'égide de l'ONU, sans toutefois couper les ponts avec les islamistes.

Les représentants du courant fondamentaliste radical de la guérilla afghane (autre M. Hekmatyar, MM. Yunus Khales et Rasul Sayyaf en font partie) voient, dans tous ces événements, « la confirmation d'un vaste complot » américain-soviétique visant à empêcher l'établissement d'un « réel gouvernement islamique » à Kaboul.

A Kaboul, dans une interview à l'AFP, le président Najibullah a rappelé que son mouvement, le Watan (ex-parti démocratique populaire d'Afghanistan) était inconditionnel. « C'est ce que nous avons toujours soutenu », a-t-il souligné, en précisant que l'avenir du pays de l'Etat, qui reste un personnage controversé, doit être décidé par « les Afghans eux-mêmes ».

GAD SUTHERLAND

A TRAVERS LE MONDE

ARGENTINE
M. Carlos Menem
annonce que son pays
quitte le mouvement
des non-alignés

Le président argentin, M. Carlos Menem, a annoncé, jeudi 19 septembre, que son pays avait décidé de ne plus faire partie du mouvement des non-alignés, qui n'a plus de raison d'être depuis la fin de la guerre froide et ne sait pas s'adapter aux nouvelles réalités mondiales. M. Menem a accusé ce mouvement, auquel l'Argentine avait adhéré en 1973, « de ne pas respecter les droits de l'homme, la liberté de la presse et la pluralité politique ». Lors de la dernière conférence des non-alignés à Accra (Ghana), l'Argentine n'avait envoyé qu'une délégation de fonctionnaires et ses propositions de réformes avaient été rejetées.

Dans les milieux diplomatiques de Buenos-Aires, on estime que cette décision est la conséquence logique de la politique libérale que mène M. Menem depuis deux ans et de son rapprochement spectaculaire avec les Etats-Unis. Accusé par l'opposition d'aligner de trop près sa politique étrangère sur celle de Washington, M. Menem, qui doit prochainement effectuer une visite dans ce pays, s'est défendu d'avoir cédé à de quelconques pressions. - (AFP, Reuters, UPI)

DJIBOUTI
Dix détenus meurent
d'étouffement
dans une cellule
trop exigüe

Dans une cellule de la prison de la gendarmerie nationale à Djibouti-ville, dix détenus sont morts d'étouffement, a-t-on appris, jeudi 19 novembre, de sources concordantes. La gendarmerie, selon ces sources, avait procédé, mercredi après-midi, à des rafles dans deux quartiers « chauds » de la capitale, où sévissait une forte délinquance. Une soixantaine de personnes avaient été arrêtées - dont une majorité de ressortissants éthiopiens ou somaliens, en situation irrégulière - et entassés dans deux cellules exigües de la gendarmerie. C'est là que dix d'entre elles seraient mortes, par suffocation.

Des Djiboutiens, sans pièce d'identité lors de leur interpellation, figuraient aussi parmi les victimes, mais on ignore leur nombre. Une enquête a été ouverte, jeudi, par le ministère de la justice, pour déterminer les responsabilités dans cette affaire. - (AFP)

HAÏTI
M. Sabat
nouveau ministre
des affaires étrangères

Le premier ministre haïtien, M. René Prével, a nommé, jeudi 19 septembre, M. Jean-Robert Sabat au poste de ministre des affaires étrangères et des cultes, en remplacement de M. Marie-Danièle Fabien Jean-Louis, qui quitte le gouvernement. M. Jean-Robert Sabat préside le Conseil électoral provisoire (CEP) au moment du scrutin présidentiel de décembre 1990, remporté par le père Jean-Bertrand Aristide. Il avait été récemment nommé

ambassadeur en Haïti à Paris, mais le Sénat s'était refusé à entériner ce choix, estimant que son dossier était « incomplet ». Par ailleurs, M. Claude Jean-François, un orthopédiste formé en Belgique, a été chargé du portefeuille de la santé publique. L'ancien titulaire, M. Daniel Henrys était démissionnaire. - (AFP)

LIBYE
Deux cents Maliens
ont été expulsés

Environ deux cents ressortissants maliens, expulsés de Libye, sont arrivés, dans la soirée du mercredi 18 septembre, à Bamako, à bord d'un avion Ryan, a-t-on annoncé, jeudi, de source officielle dans la capitale malienne. Visiblement épuisés, ces gens, parmi lesquels des femmes et des enfants, se sont plaints des conditions dans lesquelles ils avaient été regroupés à Sebha (dans le sud de la Libye) avant leur expulsion. Plusieurs ont affirmé avoir été longtemps retenus et maltraités dans cette localité, où ils étaient gardés par des Touaregs d'origine malienne.

Cette expulsion a provoqué une vive indignation à Bamako, où le chargé d'affaires libyen a été convoqué, jeudi matin, par le ministre malien des affaires étrangères et des Maliens de l'étranger, M. Tiébé Dramé. De son côté, le ministre de la communication, M. Sada Diarra, a dénoncé ce qu'il considère comme un « geste inhumain de Tripoli ». Mardi, Bamako avait sollicité officiellement l'aide de « pays amis », dont la France, l'Algérie, la Libye, la Mauritanie et la Côte-d'Ivoire, pour trouver une solution au problème de la rébellion des Touaregs dans le nord du Mali. La Libye a récemment expulsé plus de cinq cents ressortissants nigériens, accusés d'être en « situation irrégulière » (le Monde du 19 septembre). - (AFP)

PÉROU
Reddition
de guérilleros
du Sentier lumineux

Dix responsables de communautés paysannes au sud-est du Pérou, qui avaient depuis quatre ans le titre de « commandants » au sein de la guérilla maoïste du Sentier lumineux, se sont rendus, on annonce, jeudi 19 septembre, les forces armées. Les informations données par ces paysans ont permis la capture d'une trentaine de « sendéristes » près du fleuve Apurimac, ont ajouté les autorités militaires, qui ont promis de garantir la sécurité des guérilleros acceptant de déposer les armes. - (AFP)

TUNISIE
Echec
d'un détournement
d'avion

Deux pirates de l'air, de nationalité tunisienne, ont tenté, jeudi 19 novembre, de détourner sur Alger un DC-8 d'Alitalia, assurant la liaison entre Rome et Tunis. L'avion, qui transportait cent trente passagers et sept membres d'équipage, s'est finalement posé à Tunis, comme prévu, l'aéroport d'Alger ayant refusé de le recevoir.

Les deux pirates de l'air, qui n'étaient, semble-t-il, pas armés, se sont laissés arrêter sans opposer de résistance. Parmi les passagers - tous sains et saufs - figurait le représentant de l'OLP à Rome, M. Hamud Nemer, qui se rendait à Tunis pour participer à la préparation du conseil national palestinien, qui doit se réunir au début de la semaine prochaine à Alger. - (Corresp.)

INSEE
la référence au bout des pages...
ANNUAIRE
STATISTIQUE
DE LA
FRANCE 1990
• 880 pages - Prix 550 F
En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

UNE CHARTE POUR L'EUROPE
L'UTOPIE
DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".
TEXTE INTÉGRAL, épuisé, commenté, traduit par André Prévost
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.
L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE A OFFRIIR : 250 F franco.
Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

(Publicité)
An sommaire de
n° 175 de septembre 1991
**FRANCE - 23
PAYS ARABES**
Proche-Orient :
« Faut-il croire à la paix ? »
Nous ne devons pas
craindre les migrants
L'Egypte vers une
économie moderne
de marché
et
Mohamed Mubarak :
« Les Etats-Unis peuvent
être nos amis »
Dossier Émirats
la chronologie, les pages
culturelles et économiques
En vente 15 F en kiosques
et librairies.
Spécimen sur demande.
FPA - 12-14, rue Argenson, 75007 Paris.
(Tél. : 01 46 55 27 52)

CAMBODGE : dans la perspective des élections générales
**Les factions khmères s'accordent
sur un mode de scrutin**
Les quatre factions cambodgiennes se sont mises d'accord, jeudi 19 septembre à New-York, sur un mode de scrutin proportionnel dans les vingt provinces du pays, pour les futures élections générales sous l'égide de l'ONU, a-t-on annoncé de source officielle à l'issue d'une réunion du Conseil national suprême (CNS) cambodgien.
Le système électoral, a indiqué le premier ministre pro-vietnamien
**Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE**
Renseignements :
46-62-74-43

Voici la preuve qu'Apple Expo favorise les rencontres les plus enrichissantes.

CONFÉRENCES	11 H 00	14 H 00
SAMEDI 21 SEPTEMBRE	Interview de GianCarlo Zanni par Anne Sinclair	- Rencontre avec Système 7 -

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple.
Apple Expo est au Cnit/La Défense, du 18 au 21 septembre 1991.

Apple Expo

POLITIQUE

La stratégie du Front national et la relance du débat sur la nationalité

La nouvelle question Le Pen

par Alain Rollat

M. Jean-Marie Le Pen aspire, depuis plus de trente ans, à gouverner la France. De la part d'un chef de parti cette ambition est légitime. Mais le président du Front national a de sa mission une conception différente de celle qui anime les autres chefs de parti. Il considère — et c'est son droit — que la France a une vocation messianique. Il l'a écrit : « La France a, ici et maintenant, une mission exemplaire : créer la synergie des forces spirituelles de la tradition, qui est transmission du Bau et du Vrai, et des forces matérielles multipliées par la fantastique et stimulant mutation scientifique et technologique moderne. Elle doit mettre au service de l'homme, créateur de Dieu, les possibilités étonnantes de la liberté sous sa responsabilité lucide. » (1). Il pense être le seul apte à incarner cette vocation et revendique ouvertement ce rôle de guide : « Le Français, quand il est tiré par de grandes idées et conduit par de vrais chefs, que ce soit dans l'entreprise ou dans l'armée, va plus loin que tout le monde. » Certains de ceux, dans son entourage, qui en parlent comme d'un « prophète inspiré » (2) précisent même parfois que le fait d'être né le 20 juin 1928, « à égale distance de la fin d'une guerre (1918) et du commencement d'une autre » (1938) donne la preuve qu'il était promis à un destin guerrier de dimension internationale.

M. Le Pen ne fait pas non plus mystère de son projet de société, qui repose sur une seule obsession : la remise en « ordre » de la France : « Il n'y aura pas de survie possible si l'Occident ne retrouve pas les sources de l'ordre naturel. » Ni de sa détermination à régenter la société, si un jour il parvient au fauteuil du pouvoir, selon les conceptions métaphysiques qui sont celles de sa famille politique : « Entre le bien et le mal le pouvoir ne peut rester neutre [...]. S'il y a dans l'être humain une aspiration à l'harmonie, elle doit être codifiée, guidée, grâce à l'autorité de l'Etat, car l'Etat national incarne la communauté populaire organisée pour accomplir sa destinée. Il a un contenu éthique : il est le gardien de l'âme populaire. »

Le reste n'est que stratégie, tactique, adaptations aux circonstances, effets de marketing, petites et grosses ficelles du métier politique au service d'un fonds de commerce électoral tellement hétérogène qu'il nécessite une démarche caméléonesque. Ici on vocifère, là on joue patte de velours. Rien que de très banal pour qui veut séduire l'électeur, ignorer, généralement, du véritable dessin de M. Le Pen.

L'impact médiatique obtenu par l'irruption de M. Le Pen devant la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis confonde le Front national en un activisme sur un terrain d'antiparlementarisme rendu fertile par le discrédit des partis traditionnels. C'est pour lui tout bénéfice : quand l'image du « scandale » occupe les écrans de télé, elle occulte les mystères du financement du Front national.

Le dernier sondage en date sur l'immigration, à paraître dans le *Figaro-Magazine*, fera, comme d'habitude, bouillir de rage. On relève déjà que M. Le Pen est premier au palmarès des hommes politiques qui « proposent des solutions satisfaisantes au problème de l'immigration ». Tel est l'avis de 22 % des personnes interrogées (lire par ailleurs). Ce n'est pourtant pas une information. Si l'on se réfère aux sondages effectués par la SOFRES dans le passé, en particulier pour le Monde, M. Le Pen a toujours

bénéficié, sur ce thème, d'un potentiel d'adhésions confortable, souvent supérieur au « score » de cette dernière enquête. En mai 1984, il y avait 28 % des Français pour approuver les prises de position de M. Le Pen sur l'immigration, 31 % en octobre 1985, 24 % en janvier 1989 et à nouveau 31 % en octobre 1990.

Toute la question — et c'est la saine, au fond, que vaille aujourd'hui — est de savoir s'il existe toujours, en France, une forte majorité de citoyens pour estimer que M. Le Pen et le Front national représentent « un danger pour la démocratie » et qui ne voteront jamais pour eux, même s'il leur arrive de se déclarer d'accord avec eux quand il s'agit d'immigration. Il y avait 50 % des personnes interrogées par la SOFRES, en 1985, pour formuler ce jugement sans appel, 55 % en mai 1987, 65 % en octobre 1987, 67 % en décembre 1988, et ce taux est resté inchangé jusqu'en septembre 1990. En dépit de l'audience de ses thèmes de prédilection auprès de l'électorat, le Front national et M. Le Pen paraissent voués à la marginalité politique par l'existence de ce rempart civique.

Le point de non-retour ?

La sous-question est donc de savoir si les Français ont changé d'avis sur ce point. Cela revient à se demander si, dans le nouveau contexte intérieur et extérieur, M. Le Pen peut être sérieusement en mesure, comme il le prédit, de surmonter ou de contourner ce handicap qui paraissait jusqu'à présent infranchissable pour lui. La persistance d'un abstentionnisme massif aux élections va-t-elle lui « ouvrir un boulevard » aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur ? Va-t-elle lui donner l'occasion de passer aux actes dans sa « mission » de mettre en pratique sa conception de l'« ordre » dans tous les domaines économiques et sociaux dont la responsabilité incombe aux conseils régionaux ? Le réveil des nationalistes dans les pays de l'Est libérés du totalitarisme communiste, qui risque d'engendrer très vite des régimes extrémistes de droite, sous la pression des difficultés de vie quotidienne des populations concernées, peut-il, contre toute raison, engendrer une dynamique de contagion en Europe de l'Ouest ? Autrement dit, compte tenu de la part d'irrationalité qui existe souvent dans les phénomènes de masse, la France est-elle parvenue, sans en avoir pleinement conscience, à un stade analogue à celui où en étaient l'Allemagne et l'Italie dans les années 30, au moment où l'exercice démocratique du suffrage universel permettait aux nazis et aux fascistes d'atteindre le point de non-retour ?

Si la France en était arrivée là, la question Le Pen se poserait en effet aux Français sous un jour nouveau et tragique. Elle mériterait d'autres réponses que les rituelles surenchères qui, à force de concessions à l'air du temps, conduisent aujourd'hui un libéral comme M. Valéry Giscard d'Estaing à remettre en cause l'un des principes fondamentaux du droit français, en proposant que le « droit du sang » prévaille désormais dans les critères d'acquisition de la nationalité française, et à apporter ainsi de l'eau au moulin des thèses racistes dont M. Le Pen nourrit sa démagogie.

(1) Les Français d'abord. Carrère-Lilou, 1984.
(2) Expression de M. François Brigneau.

M. François Beaujolin est nommé directeur du Fonds d'action sociale

M. François Beaujolin a été nommé, par décret du 16 septembre, directeur du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS), établissement public compétent en matière d'intégration sociale et culturelle, de logement et de formation des immigrés. Il remplace M. Michel Yabiel, nommé en juillet directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration.

Né le 8 juillet 1945 à Paris, M. Beaujolin est diplômé d'HEC et de l'Institut d'études politiques de Paris. Après avoir occupé des postes d'ingénieur en organisation et d'expert-comptable, il est conseiller économique à la Fédération de la métallurgie CFTD de 1977 à 1982. M. Beaujolin est ensuite conseiller du président de la Compagnie générale de construction téléphonique (1983-1985) puis directeur adjoint d'une société de commerce international. Depuis décembre 1988, il dirige la mission Nationale Nouvelles Qualifications créée au ministère du travail sous l'égide de M. Bertrand Schwartz.

M. Giscard d'Estaing propose de substituer le « droit du sang » au « droit du sol »

Dans un article intitulé « Immigration ou invasion ? », publié dans le *Figaro-Magazine* du samedi 21 septembre, M. Valéry Giscard d'Estaing souhaite que la France « revienne à la conception traditionnelle de l'acquisition de la nationalité française : celle du droit du sang ».

« La facilité des déplacements et l'ouverture des frontières qui rendent désormais possible de choisir à son gré le lieu d'une future naissance recommandent de revenir à cette conception, explique l'ancien chef de l'Etat. On nait français si on naît d'un père ou d'une mère français. C'est désormais la conception de tous les grands pays européens. Le fait pour un enfant étranger d'être né en Allemagne ne lui confère aucun droit à la nationalité alle-

mande. Cette règle doit évidemment être adaptée au cas des enfants légitimes ou adoptés. » En cas « de recours complémentaire au droit du sol », celui-ci, selon M. Giscard d'Estaing, « devrait être entouré de garanties très strictes », comme « l'installation permanente et régulière des deux parents dans notre pays pendant une durée d'au moins dix ans avant la naissance ».

M. Giscard d'Estaing juge également souhaitable qu'une loi sur la nationalité soit soumise au référendum. Une telle loi devrait contenir, selon lui, ces cinq règles :

« La naturalisation doit toujours être demandée par une démarche explicite de l'intéressé, auprès de

l'autorité administrative du lieu de sa résidence.

« L'intéressé doit avoir une résidence permanente en France.

« Une durée minimale de séjour doit être exigée : dix ans en règle générale, avec une possibilité de réduction pour les jeunes.

« L'intéressé doit disposer de ressources régulières pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

« Il doit donner des preuves concrètes d'assimilation, en particulier parler et écrire le français comme ses futurs compatriotes dans son environnement social. »

L'ancien président de la République constate, d'autre part, que la proportion des immigrés d'origine africaine a augmenté en quinze ans par rapport à celle des immigrés

d'origine européenne. Les chiffres concernant les étrangers ayant acquis la nationalité française, rappelle-t-il, étaient en effet respectivement de 9,8 % et 84,2 % en 1975, de 34,5 % et 37,5 % en 1989.

« Ce déplacement dans l'origine des immigrés, ajoute-t-il, exprime aussi une modification de la nature socio-économique de l'immigration. Bien que dans cette matière sensible il faille manipuler les mots avec précaution, en raison de la charge émotionnelle ou historique qu'ils portent, le type de problème auquel nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration (arrivée d'étrangers désireux de s'installer dans le pays) vers celui de l'immigration : action d'enlever, de se répandre soudainement, selon la définition donnée par Littré. »

Deux sondages

Un Français sur cinq approuve les propositions du FN sur l'immigration

Un sondage de la SOFRES, réalisé du 23 au 27 août dernier auprès de mille personnes de dix-huit ans et plus et dont les résultats sont publiés par le *Figaro-Magazine* du 21 septembre, indique que M. Jean-Marie Le Pen arrive en tête des hommes politiques qui « proposent des solutions satisfaisantes au problème de l'immigration », avec 22 % des opinions (contre 15 % en novembre 1985). Il est suivi par MM. Charles Pasqua (15 %), Jacques Chirac (11 %, contre 14 % en 1985), François Mitterrand (10 %, contre 20 % en 1985).

52 % des personnes interrogées estiment qu'il faut empêcher de nouvelles entrées d'immigrés en France, et 20 % qu'il faut renvoyer dans leur pays « un grand nombre » d'étrangers. 20 % d'entre elles approuvent l'idée de quotas par profession et par pays d'origine, et seules 4 % souhaitent laisser les frontières ouvertes. Quant aux clandestins, 77 % des personnes interrogées souhaitent qu'ils soient renvoyés dans leur pays, mais 17 % approuvent la régularisation pour ceux qui sont en France depuis longtemps. Les « charters » pour clandestins sont approuvés, selon cette enquête, par 50 % des Français (29 % les jugeant « souhaita-

bles » et 21 % « efficaces »), mais 25 % d'entre eux les considèrent comme non efficaces, et 23 % comme « contraires à la dignité humaine ».

A la question : « Il y a aujourd'hui le même nombre d'immigrés qu'il y a dix ans. Cela vous paraît-il correspondre à la réalité ? », 49 % des personnes interrogées répondent : « Non, pas du tout », et 26 % : « Non, plutôt pas ». Seuls 13 % d'entre elles répondent : « Oui, plutôt ». 51 % des sondés estiment qu'en matière d'emploi il n'y a pas de raison de faire de différence entre un Français et un immigré en situation régulière, mais 45 % approuvent l'idée d'une priorité donnée aux Français. Pour les prestations sociales, 52 % désapprouvent une différenciation Français et immigrés, mais 43 % souhaitent une priorité en faveur des Français.

En général, 50 % des Français pensent que les immigrés en situation régulière ont acquis le droit de rester en France, mais 40 % estiment qu'il faut les renvoyer s'ils sont au chômage depuis un an. Enfin, 21 % des sondés sont favorables au droit de vote aux élections municipales pour les étrangers vivant depuis un certain temps en France, mais 74 % y sont opposés.

L'image des réfugiés politiques est meilleure que celle des immigrés

Les Français ont une moins mauvaise opinion des réfugiés politiques que des immigrés et semblent plutôt fiers de la réputation de la France, terre d'asile pour les persécutés.

72 % des huit cent dix personnes interrogées par IPSOS, en mai et début juin, pensent que l'image de la France à l'étranger est celle d'un grand pays défenseur des droits de l'homme. Une proportion équivalente estime suffisants les efforts de la France pour accueillir les réfugiés, tandis que 20 % - 26 % des électeurs de gauche - ont une opinion inverse.

Les personnes sondées semblent bien distinguer les immigrés, des réfugiés politiques, mais elles ignorent généralement la provenance de ces derniers. Le public pense d'abord aux réfugiés des pays de l'Est, minoritaires en réalité parmi les demandeurs d'asile, alors que la Turquie, qui fournit le plus gros contingent de demandeurs, est presque ignorée.

Enfin, la distinction entre réfugiés « politiques », qui ont droit à l'accueil et à la protection, et

« réfugiés économiques », qui sont des immigrants, ne passe pas bien, en tout cas lorsqu'il s'agit des Albanais demandant l'asile à l'Italie. Ceux-ci sont des « politiques » pour 38 % des personnes interrogées, alors que 56 % les qualifient plutôt « d'économiques ».

Aider l'insertion

Ce sondage a été effectué à l'occasion de la création d'une fondation destinée à aider à l'insertion sociale et professionnelle des réfugiés politiques. Fondée par M. Amir Jahanchahi, un iranien réfugié en France depuis douze ans, aujourd'hui promoteur immobilier, cette fondation, dotée d'un budget annuel d'un million de francs, est parrainée par des personnalités comme M^{me} Francoise Xénakis et M^{me} Bernard Kouchner, Alfred Grosser, et Raymond Barre.

► Fondation Amir Jahanchahi 39, rue François-1^{er}, 75008 Paris.

Le séjour du secrétaire général du PCF en Allemagne

Une lettre de M. Georges Marchais

Nous avons reçu de M. Georges Marchais, qui invoque le droit de réponse, la lettre suivante :

Votre journal a publié le 6 septembre 1991 deux articles, dont l'un était intitulé « Nouveaux documents et témoignages sur le séjour de M. Marchais en Allemagne pendant l'Occupation », et l'autre « Selon un fonctionnaire des anciens combattants, l'exemple du contrat de travail portant la mention « travailleur volontaire » a disparu des archives ». Dans ces articles, vous vous faites l'écho de déclarations selon lesquelles la direction du PCF aurait fait disparaître entre 1959 et 1961 des pièces de mon dossier au ministère des anciens combattants qui auraient été établis que je serais volontairement parti travailler en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale.

Je me dois de vous rappeler que la justice a établi que cette accusation procédait d'une dénaturation frauduleuse de ma véritable situation administrative. En effet, c'est sous la contrainte que, comme des milliers d'autres Français, j'ai été envoyé en Allemagne en décembre 1942, en application de la loi du 4 septembre 1942 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'œuvre. Je n'entends pas entretenir une polémique qui n'a plus lieu d'être sur ces faits qui sont judiciairement et historiquement établis. Toutefois, je crois utile de porter à la connaissance de vos lecteurs deux éléments qui rétablissent la vérité.

D'une part, mes avocats, M^{me} Jules Borker et M^{me} Monique Picard-Weyl, ont publié le 9 septembre un communiqué dans lequel on pouvait notamment lire :

« On rappellera en effet que M. Georges Marchais avait déposé plainte le 12 mars 1973 au titre de la falsification de certains documents concernant son statut de travailleur pendant la seconde guerre mondiale. Les fausx tendaient à accrédi-

ter l'idée que M. Georges Marchais serait parti volontairement en Allemagne, et non pas, comme ce fut le cas, parce qu'il avait été requis par le gouvernement d'occupation en vertu de la loi du 4 septembre 1942.

Avant le départ de la plainte, M. Georges Marchais avait d'autre part obtenu du tribunal de grande instance de Paris une ordonnance désignant un huissier de justice qui s'était rendu au ministère des anciens combattants pour prendre connaissance de l'intégralité des archives le concernant. Les originaux des trois documents figurant au dossier avaient été répertoriés, notés, puis saisis et transmis à un juge d'instruction.

Parmi ces documents figurait un certificat d'embauchage valant contrat de travail, dont l'enquête a ensuite établi qu'il avait été falsifié pour cacher que M. Georges Marchais avait été requis et n'était pas parti de son propre gré.

On observera d'ailleurs qu'il avait été établi de façon indiscutable au cours de l'instruction que le dossier n'avait pas été manipulé avant 1969, que s'il l'avait été à cette date comme en 1972, c'était à la demande de certains services de police, et notamment des renseignements généraux.

Ces pièces, comme les explications fournies par les agents du ministère au juge d'instruction, établissent en tout cas parfaitement le caractère mensonger des instructions aujourd'hui prôchées contre M. Georges Marchais, selon lesquelles son dossier aurait été manipulé en 1959 pour en soustraire un contrat de travail volontaire.

Cette campagne n'est que la reprise des procédés que la cour d'appel de Paris avait sévèrement blâmés dans l'arrêt qu'elle avait prononcé le 12 juillet 1978 à la suite de la plainte de M. Georges Marchais. Par cette décision, la cour d'appel de Paris avait reconnu l'exis-

tence de la falsification et souligné la bonne foi de M. Georges Marchais.

Pour sa part, M^{me} Maria Doriath, veuve de Paul Doriath, que M. Heckli accuse de l'avoir contacté en 1959, en tant que responsable de la section des cadres du PCF, pour organiser cette prétendue substitution de mon contrat de travail au ministère des anciens combattants, a publié dans l'*Humanité* du 11 septembre 1991 la mise au point suivante :

« Profondément indignée par l'utilisation faite par Georges Heckli, à la télévision dans la presse, du nom d'homme respecté dans tous les milieux, des communistes aujourd'hui disparus, pour donner crédibilité à ses accusations contre Georges Marchais, je tiens à affirmer que Georges Heckli ne dit pas la vérité lorsqu'il a été contesté par Paul Doriath, mon mari, en 1959 et 1961.

En effet, Paul Doriath, prisonnier évadé, ouvrier chaudronnier à l'entreprise Catoire, a travaillé à la section des cadres de la Fédération de Paris du PCF de fin 1955 à fin septembre 1958. En octobre 1958, il devait collaborer à l'administration de l'*Humanité* et cela jusqu'à sa mort en 1971. Paul Doriath n'a donc pu rencontrer Heckli pour une question de cadres, ni en 1959 ni en 1961. Par ailleurs, comment Heckli peut-il présenter comme un manipulé et un manipulateur un camarade dont il a dit, sur sa tombe, quel homme courageux, généreux, scrupuleux et fidèle il était ?

Ne pas être d'accord avec le PCF, le quitter, est affaire personnelle. Mais l'utilisation de telles méthodes est totalement inadmissible et condamnable. »

(Les assertions des avocats de M. Marchais appellent plusieurs observations :

1) M^{me} Borker et Picard-Weyl se réfèrent à l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, le 12 juillet 1978, dans lequel elle jugeait que M. Georges Marchais avait été requis par le gouvernement d'occupation en vertu de la loi du 4 septembre 1942.

let 1978, dans lequel elle jugeait qu'Auguste Lecœur, ancien dirigeant du PCF, et Jean Boiteau, directeur de *Milieu*, avaient, le premier, fait preuve d'une « légèreté détestable », le second, « manqué de vigilance » en publiant des photographies inédites de documents tendant à prouver que M. Marchais était parti travailler volontairement en Allemagne. Ils constatent de préciser que l'arrêt, confirmant le jugement de première instance, déboutait M. Marchais de sa plainte contre Auguste Lecœur et contre Jean Boiteau, lesquels n'étaient en aucune manière reconnus coupables de « falsification » (le Monde du 14 juillet 1978).

2) En présence instantanée, en effet, la douzième chambre correctionnelle de Paris avait estimé, dans un jugement rendu le 27 octobre 1977 sur la plainte de M. Marchais, que, si les documents inédits avaient bien subi des « altérations » accidentelles en volantes lors de leur reproduction, ils se présentaient « aucune modification substantielle de nature à induire en erreur sur leur contenu administratif véritable ». Prévenu de falsification de documents administratifs, M. Lecœur et le directeur de *Milieu* avaient été relaxés, décision qualifiée de « scandale » par l'*Humanité* et dont M. Marchais — mais non le parquet — avait fait appel (le Monde du 29 octobre 1977).

M. Georges Heckli, informé des observations de M^{me} Maria Doriath, sous a communiqué une réponse, dont nous extrayons les passages suivants : « Si j'avais à reprendre le parole sur la tombe de Paul Doriath, je redirais que ce fut un homme courageux, généreux, scrupuleux et fidèle. Cela ne m'empêche nullement d'affirmer que Paul, à la demande de Paris, n'a chargé en 1959 de régler s'il y avait un dossier Georges Marchais aux archives du ministère des anciens combattants et victimes de guerre et que c'est lui aussi qui m'a informé de la décision du Parti de faire disparaître l'exemplaire du certificat d'embauchage portant la mention travailleur volontaire pour les mêmes raisons. Sans les respect, (...) m'avez pas forcément au fait de toutes les affaires délicates que Paul avait la mission de traiter alors qu'il continuait à collaborer au secteur des cadres tout en étant adhérent à l'*Humanité*. C'est à ce titre que j'ai communiqué des renseignements demandés par le Parti sur quelques militants. »

مكتبة من الأصل

هكذا من الراحل

POLITIQUE

Les divisions du mouvement écologiste

M. Waechter repousse les propositions d'union de M. Lalonde

Le président de Génération Ecologie, M. Brice Lalonde, a lancé, jeudi 19 septembre, à Lutterbach, dans la banlieue de Mulhouse, un nouvel appel à l'union des écologistes. Il n'a pas exclu de quitter le gouvernement si cela devait favoriser un rapprochement avec les Verts. De retour à Mulhouse, où il est conseiller municipal, le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, a affirmé, le même jour, qu'il ne fallait pas céder aux « manœuvres médiatiques du ministre de François Mitterrand ».

MULHOUSE

de nos envoyés spéciaux

M. Brice Lalonde ne déteste pas s'amuser. C'est à Lutterbach, tout près de Mulhouse, le fief de M. Antoine Waechter, qu'il est venu, jeudi 19 septembre, « tendre la main aux Verts ». « Avant de venir à Lutterbach, j'ai téléphoné à Antoine Waechter pour lui dire que nous voulions tendre la main aux Verts. Il m'a dit : « D'accord. Mais » à la condition qu'il n'y ait plus « de critiques entre nous », a précisé M. Lalonde. En fait, l'affrontement continue entre les « frères ennemis » de l'écologie.

Pour le ministre de l'environnement, les écologistes ont aujourd'hui « la chance historique de pouvoir infléchir la vie politique et de contribuer à son renouvellement », mais seulement s'ils s'unissent. « Personne n'a le monopole de l'écologie. Il y a plusieurs courants. Et l'écologie appartient elle-même à un courant plus large déterminé à faire obstacle au Front national », explique-t-il. Pour favoriser cette union, M. Lalonde est prêt à répondre au vœu de M. Waechter qui lui a appelé, à plusieurs reprises, à quitter le gouvernement. « Si l'union peut se faire sur des bases nettes, sans ambiguïté, alors oui ».

tout est discutable, y compris ma situation personnelle », dit-il, tout en doutant beaucoup, au fond de lui-même, que ce soit en démissionnant que l'on défend le mieux l'environnement.

« Ratisser plus large »

En attendant, Génération Ecologie est prêt à peser sur le rapport de force interne aux écologistes en présentant des listes aux élections régionales dans la plupart des départements. Le maire de Lutterbach, M. Roger Winterhalter, président de la Fédération nationale des élus autogestionnaires et membre de la coordination nationale de l'Alternative rouge et verte (AREV), sera ainsi candidat contre M. Waechter.

Pour le chef de file des Verts, « l'union des écologistes s'est faite en 1984, au moment de la formation des Verts ». « Si Brice Lalonde insiste autant pour l'union, c'est que Génération Ecologie est une

coquille vide », dit-il. Sur un plan tactique, M. Waechter et ses amis considèrent que, dans un scrutin à la proportionnelle, comme celui des élections régionales, la présence de deux listes se réclamant de l'écologie permettra de « ratisser plus large ».

Il s'envisagent donc « un partenariat » qu'au lendemain des élections régionales, et sur les bases suivantes : « L'abandon du nucléaire, la réduction des crédits routiers au bénéfice des transports collectifs, la maîtrise de la croissance urbaine, la protection sans complaisance du littoral et de la montagne, la lutte contre le chômage par une économie du partage et une ambitieuse démarche de reconquête de la qualité de la vie et de la cohésion sociale dans les villes ». Cette longue liste d'orientations, ou plutôt de conditions, tient également lieu de réponse au récent appel lancé aux écologistes par M. Jacques Chirac.

BERNARD LEDERER et JEAN-LOUIS SAUX

L'élection législative partielle de Loire-Atlantique

M. Claude Evin cherche à mobiliser les abstentionnistes du premier tour

« S'abstenir, c'est faire l'autruche. Mais, quand l'autruche se met la tête dans le sable, cela ne l'empêche pas de prendre des coups de pied dans le c... » Les exhortations de M. Bernard Kouchner, venu mercredi 18 septembre, à Saint-Nazaire, apporter son soutien à M. Claude Evin, vont-elles secouer l'indifférence des quarante-quatre mille quatre cent trente-trois électeurs de la huitième circonscription de Loire-Atlantique qui ont bouclé les urnes dimanche dernier ?

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

C'est vers les abstentionnistes que M. Evin, ancien ministre de la santé de M. Rocard, porte, depuis lundi 16 septembre, lendemain du premier tour, tous ses efforts. Il a perdu plus de quarante mille voix par rapport au premier tour des législatives de juin 1988. Aussi M. Evin et M. Marie-Madeleine

Dienlangard, sa suppléante, et les militants socialistes ne ménagent-ils pas leur peine. On les voit sur les marchés, les parkings des grandes surfaces, aux sorties des principales entreprises de la région nazairienne.

Jeudi matin, M. Evin a reçu le renfort de M. Jean Aurox, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Ils se sont rendus sur le terre-plein de Penhoët. Les salariés du chantier naval qui sortaient du restaurant d'entreprise étaient manifestement indifférents aux deux anciens ministres qui leur tendent leurs tracts. Finalement, ce sont des militants CGT qui ont créé le contact.

L'échange est acerbe. Les cégétistes accusent, entre autres reproches, M. Evin d'avoir été absent pendant les deux gros conflits qui ont marqué les chantiers au début de l'été 1988 et à la fin 1989. M. Evin rappelle qu'il a joué un rôle dans les prises de commandes dont bénéficient les Chantiers de l'Atlantique aujourd'hui. « Si je vois Evin, dimanche, je ne serai pas satisfait de mon vote », dit un des ouvriers, militant communiste. Il ajoute : « Je me

pose de sérieuses questions par rapport à ce deuxième tour. » Les sections du PCF de la huitième circonscription ont certes appelé les électeurs de M. Jean-Louis Le Corre à reporter leurs voix (16,08 % dimanche dernier) sur M. Evin, mais c'est au terme d'un long communiqué dans lequel l'ancien ministre est vivement critiqué.

Les Verts et la proportionnelle

Du côté des écologistes, M. Joël Gicquaud (Verts, 9,38 %) ne donne pas de consigne de vote, tout comme M. Jean-Claude Demaure et ses amis d'Ecologie-Solidarités (6,58 %) qui avaient subordonné leur attitude pour le second tour à l'engagement que prendrait ou non M. Evin de présenter, lors de la prochaine session parlementaire, une proposition de loi introduisant une part de proportionnelle dans les scrutins législatifs et cantonaux. Estimant que M. Evin ne leur a pas apporté suffisamment de garanties, ils ont décidé de laisser leurs électeurs libres de leur choix. Cette attitude laissera peut-être des traces au sein des municipalités socialistes de Nantes et de Saint-Nazaire.

M. Etienne Garnier (RPR) voudrait bien faire assez de bruit pour réveiller les abstentionnistes, mais pas trop pour ne pas tirer de leur sommeil électoral ceux, majoritaires, qui portent habituellement leurs voix sur M. Evin. Le candidat RPR-UDF a un peu plus de cinq mille trois cents voix à récupérer par rapport au premier tour de juin 1988. Mais il sait bien qu'au-delà de ce potentiel il ne pourra pas jouer « les russes bleus » dans une circonscription où, affirme-t-il, « les murs de Berlin mettent plus de temps à tomber qu'ailleurs ». Si le Front national ne donne pas de consigne de vote, M. Garnier, qui s'est toujours nettement démarqué du parti de M. Le Pen, ne refuse pas, a priori, les voix qui se sont portées, au premier tour, sur M. René-Marie Bouin (8,52 %). « Claude Evin, dit-il, accepte bien aujourd'hui celles des électeurs communistes ».

DANIEL CARTON

JEAN-CLAUDE CHEMIN

Les rivalités à la tête du CDS

Les centristes inventent la présidence bicéphale

Il y avait la solution « radicale » du MRG, qui avait consisté à instituer pour ce parti une présidence bicéphale. An bout d'une semaine d'intenses tractations et émotions, les responsables du CDS sont parvenus, en effet, jeudi 19 septembre, à un accord satisfaisant pour leur esprit, mais sans doute moins pour l'efficacité. Selon le communiqué émis, publié jeudi soir, MM. Pierre Méhaignerie, Dominique Baudis et Bernard Bosson, les trois acteurs de cette petite comédie, se présenteront dans un mois au congrès d'Angoulême sur la

même affiche : officiellement, pour « bien montrer leur volonté de travailler ensemble [...] à la veille d'événements politiques majeurs » ; officieusement, pour obtenir un vote groupé, qui évitera de cerner le poids respectif de l'un ou l'autre dans le parti.

M. Méhaignerie sauve la face en préservant son titre de président du CDS. Sa tâche essentielle devrait être, comme le réclamaient les députés, de conduire au mieux les négociations électorales avec les partenaires de l'opposition et de défendre les intérêts centristes dans un éventuel gouvernement de cohabitation. M. Baudis, qui ne

pouvait, décemment, donner une nouvelle fois l'impression de se dérober, obtient, avec le soutien précieux de MM. François Bayrou et Bernard Stasi, le titre de président « exécutif », chargé, en raison de ses qualités médiatiques reconnues, « de porter le message du CDS à l'extérieur ». M. Bosson hérite du poste de secrétaire général libéré par M. Barrot et aura donc en charge la vie interne du mouvement.

A priori, chacun se félicite. « Nous manifestons ainsi, explique M. Méhaignerie, notre volonté d'additionner des compétences qui sont complémentaires, afin de

montrer un visage uni et une détermination de se battre ensemble. » « Nous donnons un exemple, déclare M. Baudis, a contrario, de tout ce qui se fait dans les autres formations politiques, en procédant par addition et non par division. » A la réflexion, on peut craindre plutôt qu'en refusant de trancher dans le vif et de choisir nettement une méthode de direction les dirigeants centristes ne multiplient encore les difficultés. Il est clair que la succession de M. Méhaignerie est, de toute façon, ouverte et que la rivalité sera à l'œuvre entre M. Baudis et M. Bosson.

DANIEL CARTON

EN BREF

■ M. Devedjian critique le fonctionnement du RPR. — M. Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, maire d'Antony, se déclare, dans un entretien publié par *Libération* vendredi 20 septembre, sur la même ligne que son collègue du Val-d'Oise, M. Jean-Pierre Delalande, qui avait critiqué la direction du RPR (*Le Monde* du 20 septembre). « Il est nécessaire, aujourd'hui, de développer dans le mouvement une aile progressiste », estime M. Devedjian, selon qui le ralliement de M. Philippe Seguin à M. Charles Faurgon et les départs de M. Michel Noir, de M. Michèle Barzach et de M. Alain Carignon ont laissé un vide.

■ M. Mélenchon : « Dans le match Tapie-Le Pen, où est le PS ? » — M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur (PS) de l'Essonne, se demande, dans le bulletin hebdomadaire de la gauche socialiste, *A gauche* : « Dans le match Tapie-Le Pen, qui va polariser l'élection nationale de 1992, où est le PS ? », en observant que « pour aller au combat contre le chef de file de la nouvelle droite française, le premier parti de France fournit les troupes et le matériel, mais pas les généraux ». « Si nous perdons, ajoute-t-il, la défaite sera pour nous. Si nous gagnons, la victoire sera pour d'autres. »

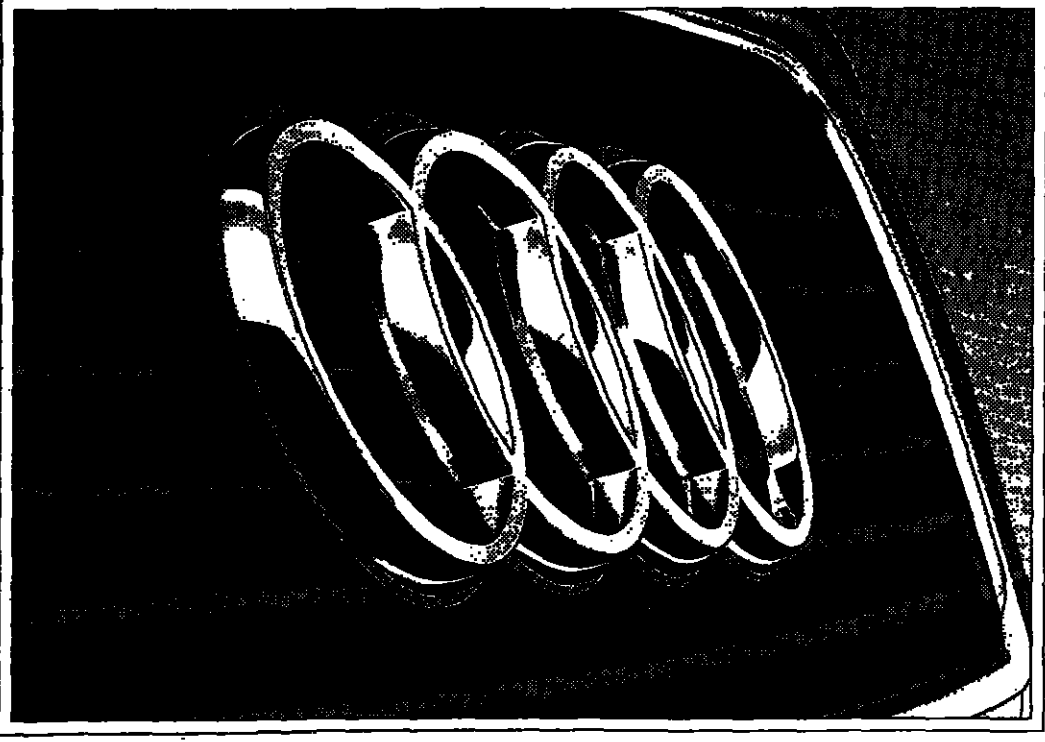
■ Précision. — Dans le compte rendu des travaux de la commission d'enquête sur le financement des partis, paru dans *Le Monde* du 20 septembre, une erreur de transmission nous a fait écrire que le candidat de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand avait bénéficié de « dons par chèques (26 000 F émanant d'entreprises ou de particuliers) pour un montant de 16 millions de francs », phrase incompréhensible en raison du « F » qui s'est glissé malencontreusement dans la parenthèse. Le candidat du PS avait reçu, en effet, vingt-six mille chèques pour un montant de 16 millions de francs.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
RADIO
Le Monde TÉLÉVISION



CENTRE D'ESSAIS

Du jeudi 19 au lundi 23 septembre, au Pavillon Royal du Bois de Boulogne*



Audi vous ouvre les portes de ses plus beaux modèles.

L'Audi V8, le Coupé S2, le Cabriolet et toute la gamme Audi 100 vous attendent pour un essai privilégié dans le cadre prestigieux du Pavillon Royal dans le Bois de Boulogne.

Afin de réaliser votre essai dans les meilleures conditions nous vous invitons dès à présent à nous contacter au : 42.56.01.60 afin de prendre un rendez-vous.

* Face au lac, à proximité de la Porte Dauphine

سكنا من الاجل

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

D'ici à 1996

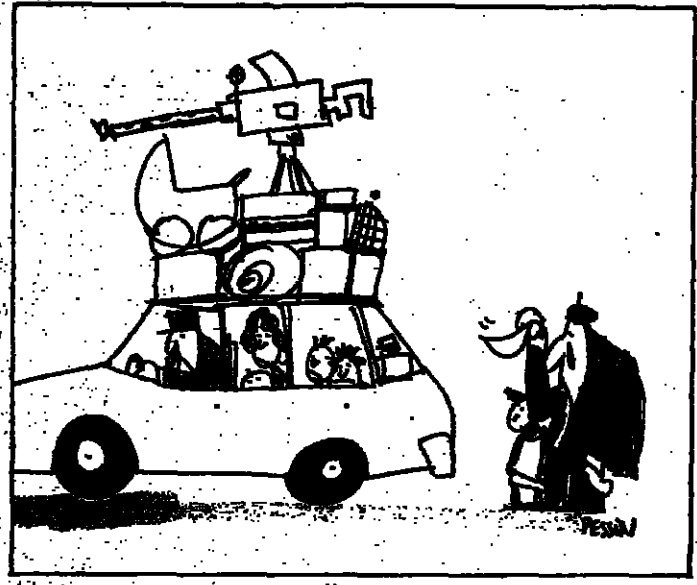
L'armée de terre devrait perdre une cinquantaine de garnisons

BRIENNE-LE-CHÂTEAU (AUBE)
de notre envoyé spécial

Pour faire atterrir la plume de la réduction de ses effectifs à une armée de terre plutôt rétive, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a profité des manœuvres « Marne 1991 » pour déjeûner, jeudi 19 septembre, au dépôt régional de mutations de Brienne-le-Château (Aube), avec des cadres du 1^{er} groupe de chasseurs stationnés à Reims et condamné à être dissous. Avec ses blindés légers AMX 10 et ses mille cent hommes, ce régiment d'infanterie mécanisée relève de la 10^e division blindée, qui est en exercice dans la campagne champenoise depuis cinq jours.

Les deux cents cadres de cette unité, vieille de cent cinquante ans, avaient besoin d'être rassurés. De quelque manière qu'elle ait lieu, la disparition d'un régiment signifie l'oubli de ses traditions — le 1^{er} groupe de chasseurs s'est distingué au chemin des Dames en 1917 et il a participé à la libération de Colmar à la fin de la dernière guerre mondiale — mais surtout, elle perturbe la vie des officiers, dont les conjoints ont un emploi sur place ou celle des sous-officiers, moins soumis à de fréquentes mutations, qui ont parfois fait bâtir une maison dans la région.

M. Joxe a-t-il su trouver les mots pour convaincre ses invités? Difficile à dire. De toute façon, la décision de dissoudre le régiment est prise et rien — si ce n'était, laisse entendre le ministre de la défense, « une aggravation, que personne ne peut souhaiter, des circonstances internationales » — ne fera revenir en arrière le gouvernement en matière de réduction des effectifs militaires. Au contraire. « L'évolution de l'armée de terre exige que plusieurs dizaines de garnisons soient supprimées, explique M. Joxe. C'est, actuellement, un phénomène courant en Europe, en



dépit de ses aspects douloureux pour les hommes et les villes.

Le ministre de la défense n'a pas précisé davantage le nombre des garnisons visées. Mais, dans les états-majors, qui font les calculs, on conçoit que, pour la seule armée de terre, ce sont une cinquantaine de garnisons — de toutes les tailles — qui seront dissoutes ou allégées d'ici à 1996 avec, aussi, les problèmes que cela pose aux civils attachés à leur fonctionnement.

«L'armée c'est super!»

A ce propos, M. Joxe s'est dit satisfait par un volumineux courrier d'élus locaux inquiets, pour qui la perte d'un régiment équivaut, en musique à gagner, à la fermeture d'une entreprise. Du reste, s'est contenté d'indiquer le ministre, il ne faut pas que ces élus espèrent bénéficier du remplacement, du

retour des forces d'Allemagne (20 000 hommes en 1991 et 1992), qui seront, elles aussi, partiellement dissoutes.

«Les Français doivent savoir, a exposé M. Joxe, que la période justifie qu'on diminue les effectifs et stabilise les dépenses militaires. On doit se réjouir de cette diminution des facteurs de tensions. Cela n'empêche pas les sentiments. Il faut donc traiter les conséquences individuelles et préparer les répercussions locales.»

Assistent à la mise en batterie, côte à côte, de cinq canons de 155, à quelques minutes de vol en hélicoptère, le ministre a pu avoir un avant-goût de ces «retombées» locales avec ce cri du cœur : «L'armée, c'est super!», du maire de Corbeil (Seine) venu saluer les artilleurs qui labouraient son

champ de leurs lourdes chenilles. A la tête d'une commune agricole de cent treize habitants, M. Jacques Audibert, qui avoue «voter à droite» sans même qu'on l'interroge, a profité de l'occasion pour dire à M. Joxe qu'il avait, ceint de son écharpe tricolore, manifesté «dans le calme» avec les agriculteurs, le 29 septembre prochain, à Paris.

«Notre région, commente sans acrimonie M. Audibert, était réputée riche, elle l'est de moins en moins. Les jeunes ne vont plus s'y installer et ils délaissent la terre que rachètent les Allemands. Depuis 1986, notre pouvoir d'achat a diminué de 32 %. Avant, on vivait sur une centaine d'hectares. Il en faut aujourd'hui entre 300 et 400.» A la différence de certains de ses collègues au gouvernement, le ministre de la défense a eu droit, lui, à un agriculteur adepte de la non-violence.

JACQUES ISNARD

SPORTS

FOOTBALL : L'AS Cannes, seul club français battu au premier tour des coupes d'Europe. — Le football français n'a pu réussir le sans-faute espéré à l'occasion du premier tour aller des coupes européennes. L'AS Cannes, dernier représentant de l'Hexagone à faire son entrée, est en effet tombé devant l'équipe portugaise de Sagueiros (1-0), jeudi 19 septembre, à Porto, dans le cadre de la coupe de l'UEFA. L'équipe azurée, qui disputait le premier match européen de son histoire, s'est inclinée sur un but inscrit à la 49^e minute par l'attaquant Jorge Plácido, ancien joueur du Maitre Racing de Paris. Les quatre autres représentants français : Auxerre, Monaco, Lyon et Marseille, s'étaient successivement imposés mardi et mercredi.

REPÈRES

ÉDUCATION

Le SNI boycotte la natation scolaire

Le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) appelle, pour la durée du mois d'octobre, au boycott des séances de natation scolaire. Cette décision fait suite à la condamnation, le 5 avril dernier par le tribunal correctionnel de Chambéry, de deux institutrices de maternelle qui avaient été tenues pour responsables de la noyade accidentelle, en octobre 1987, d'un enfant de cinq ans lors d'une séance de piscine à Bourg-Saint-Maurice. Le tribunal avait dans le même temps relaxé trois maîtres nageurs présents lors de l'accident.

A la veille du jugement en appel de cette affaire, le 26 septembre, le SNI juge inacceptable que les institutrices demeurent seules responsables. Il demande au ministre de l'éducation nationale de publier rapidement la circulaire d'application du décret relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation paru au Journal officiel du 17 avril, soit douze jours après le premier jugement, afin de «définir exactement les responsabilités des uns et des autres».

ENVIRONNEMENT

Mobilisation contre la ligne EDF transpyrénéenne

Le ton monte chez les élus contre le projet de ligne EDF à très haute tension qui doit relier l'Espagne à la France par les vallées de la Neste et du Laron. Le président du conseil général des Hautes-Pyrénées, M. Hubert Peyrou, sénateur MRG, s'est élevé contre l'argument d'intérêt général avancé par le préfet pour justifier la ligne : «Ici, les intérêts particu-

liers sont ceux d'EDF et l'intérêt général, c'est la préservation du patrimoine naturel et culturel des Pyrénées», a-t-il dit, le 19 septembre.

MM. Marc Censi, président de la région Midi-Pyrénées, et Jacques Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon, «demandent instamment au gouvernement d'étudier les solutions alternatives au tracé». Les élus se réjouissent du sursis à exécution qui repousse le commencement des travaux du 28 septembre au 22 octobre, date à laquelle le tribunal administratif de Pau doit statuer sur le recours déposé par les écologistes.

RELIGIONS

Menaces de manifestations juives aux Etats-Unis contre le cardinal Glomp

A la veille d'un voyage aux Etats-Unis du cardinal Glomp, primate de Pologne, le rabbin Avraham Weiss de New-York a menacé, jeudi 19 décembre, de poursuivre en justice l'hôte de l'Eglise catholique américaine et d'organiser des manifestations de protestation. Il exige des excuses publiques du primate de Pologne pour les propos que celui-ci avait tenus en 1989 après des manifestations juives contre l'implantation d'un cimetière de réfugiés dans l'ancien camp de concentration d'Auschwitz.

Le cardinal Glomp avait fait à l'époque un sermon sur les relations entre juifs et Polonais, dénonçant notamment l'influence que les juifs exerçaient sur les médias. Avant son départ de Varsovie, Mgr Glomp a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de présenter d'excuses : «L'excuse est un acte chrétien, et si vous avez le sentiment que le mal a été fait vous devez vous excuser. Je n'ai pas ce sentiment», a-t-il ajouté.

Paris-Singapour non-stop.
Ça laisse peu de temps pour s'entraîner.



Paris-Singapour non-stop 4 fois par semaine.

Il vous faudra désormais être très rapide pour apprendre à manier les baguettes. Jugez plutôt. UTA vous emmène de Paris Charles de Gaulle 2 à l'aéroport Changi 2, plaque tournante de l'Asie du Sud-Est, sans la moindre escale. Et ce, 4 fois par semaine avec 3 allers et 4 retours de nuit, ce qui permet de dormir pendant le vol. Alors tant pis pour les baguettes, et vive la fourchette! Pour plus d'informations, composez le 40.17.46.46 ou contactez votre agent de voyages.



Aller très loin pour être plus proche de vous.

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

GRAND CONCERT GRATUIT NRJ

SAMEDI 21 SEPTEMBRE PLACE DE LA NATION

A PARTIR DE 19 H 00 PARIS - MOSCOU

LE CONCERT POUR LES HEROS

Concert pour la liberté dédié à toute la jeunesse Russe
et en particulier aux trois manifestants victimes
de la tentative de coup d'état à Moscou.
Concert diffusé par A2, MTV, les télévisions des pays de l'Eurovision,
la télévision Russe et en simultané sur NRJ.

AVEC :

Bob GELDOF
ASWAD
David BOWIE et TIN MACHINE
Patrick BRUEL
Lloyd COLE
Stephan EICHER
EUROPE
FREDERICKS - GOLDMAN - JONES

Boy GEORGE
Johnny HALLYDAY
Les INCONNUS
Eros RAMAZZOTTI
Chris REA
SEAL
SILENCERS
Jimmy SOMERVILLE

Dave STEWART
Roch VOISINE
WET WET WET
Paul YOUNG
Sydney YOUNGBLOOD
ZUCCHERO
Artistes russes
Boris GREBENCHIKOV
Sergel KUREHIN



Accès: Métro Porte de Vincennes
Accès fermé par Place de la Nation

POUR EN SAVOIR PLUS, ECOUTEZ NRJ



NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

NRJ 10 ANS DE MUSIQUE

مكتبة من الأصل

سكننا من الاجل

CULTURE

MUSIQUES Symphonie fantastique sur instruments romantiques Le souci d'entendre comment sonnaient les œuvres au moment où elles furent créées étend au répertoire romantique l'exécution sur instruments d'époque

LYON.
Comme pour affirmer sa filiation avec le festival Berlioz dont elle prend la succession, la première Biennale de la musique française de Lyon s'est ouverte, le 19 septembre à l'auditorium Maurice Ravel, avec un concert intitulé sans détour : « La véritable Symphonie fantastique ». Au programme figuraient trois ouvertures : la Chasse du jeune Henri, de Méhul ; les Deux Journées, de Cherubini ; Zoraimé et Zulma, de Boieldieu, en manière de prologue à la Symphonie fantastique donnée en seconde partie. Une façon de mettre en lumière les liens qui unissent l'œuvre révolutionnaire de 1830 et celles composées à l'époque de la Révolution.

De par son appellation même, l'Orchestre révolutionnaire et romantique, fondé en 1990 et dirigé par John Eliot Gardiner, était tout désigné pour rendre justice à ces deux aspects. Cet orchestre, composé de musiciens de plusieurs nationalités jouant sur des instruments d'époque, et dont c'était la première apparition publique en France, accorde par son étrange aspect singulier et novateur de l'œuvre. Mais l'éclairage historique place l'exécution sous le signe de la curiosité plutôt que de la communication directe.

S'agissant de Berlioz dont la musique et la sensibilité nous semblent si modernes, on peut s'interroger sur la nécessité d'un retour aux sources s'il est si évident dans la musique que nous vivons. Car une belle interprétation de la Symphonie fantastique par un orchestre moderne ne laisse pas les auditeurs sur leur faim. Berlioz ne s'est jamais opposé au perfectionnement des instruments, au contraire, et il les a traités de façon si idiomatique qu'il a voulu

de doter les flûtes d'une anche double et de réduire les violons à une seule corde activée par un rayon laser, sa musique n'a guère à craindre les aménagements de la technique.

L'enseignement d'une telle tentative de reconstitution est donc double. D'une part, on s'en aperçoit vite, le résultat n'est pas aussi fondamentalement différent qu'on pourrait s'y attendre : l'écriture de Berlioz, si elle fait grand effet des timbres et de leur mélange, repose sur une dialectique plus que sur des particularismes.

Une partie de cornet à pistons

D'autre part, on n'est pas moins rapidement convaincu des bienfaits de ce ravalement qui, en faisant réapparaître maints détails, révèle les méfaits d'une tendance relativement récente au polissage des timbres, au gommage des articulations. Et si, en écoutant cette Fantastique neuve et possible, on a l'impression d'aborder des rivages inconnus, il est vraisemblable que l'œuvre semblera un peu grise et brumeuse à la prochaine audition sur instruments modernes.

Seul si les interprètes ont été fidèles aux recherches actuelles. A la lecture de Roger Norrington (1) avec les London Classical Players, dont un disque témoigne déjà (même si son côté scolaire ne convainc pas). Et à celle de John Eliot Gardiner, enregistrée par Philips et filmée par Caméras Continentales, les 16 et 17 septembre, dans la salle de l'ancien Conservatoire de Paris, le lieu même où la Symphonie fantastique fut créée le 5 décembre 1830.

La sonorité orchestrale est donc beaucoup plus claire, le timbre des hautbois et des bassons plus vert, les flûtes et les clarinettes moins rondes, les bois se marient aussi

bien entre eux qu'aujourd'hui, mais, pourrait-on dire, sous un autre régime matrimonial. De même pour les cors qui ne peuvent émettre certaines notes aérées qu'en introduisant la main dans le pavillon. Berlioz savait compter avec ces sonorités un peu nasales. Les ophicédes, que l'on remplace à présent par des tubes, possèdent également un savor particulier. Pour le Dies Irae, Gardiner a même fait appel à un serpent, prévu par Berlioz pour les premières exécutions seulement. L'effet est foudroyant et subtil, tout comme le son criard de la petite clarinette dans le final semble diabolique.

Le but n'était pourtant pas de rendre l'œuvre à son état initial. De toute façon, Berlioz y a apporté pendant quinze ans des modifications dont certaines sont irréversibles ; il a même ajouté dans *Un bal*, à l'intention d'un virtuose, une partie de cornet à pistons qu'on n'exécute pratique-

ment jamais. Son rétablissement, tenté par Gardiner, qui confère à ce mouvement un caractère un peu plus brillant, sinon canaille, n'est pas indispensable mais constitue un choix légitime. On comprend moins pourquoi la production des sons de cloches a été confiée à un échantillonneur électronique (sampler), sinon pour montrer qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une simple reconstitution historique, mais d'une exécution moderne sur instruments anciens.

D'ailleurs, passé le premier moment de dépaysement acoustique, on s'aperçoit bientôt que l'éloquence particulière de cette interprétation, et même la sonorité, résultent surtout d'un parti pris d'articulation qui tient compte de toutes les indications de ponctuation, de liaison par petits groupes de notes, soigneusement spécifiées par Berlioz, et auxquelles la plupart des chefs n'accrochent en général qu'une attention trop distraite.

Malgré les promesses du programme, ce n'est pas pour autant la « véritable » Symphonie fantastique. Mais on comprend mieux à quoi elle ressemble : certes pas, malgré les instruments, à de la musique ancienne ! Baroqueux s'abstenir.

GÉRARD CONDÉ

(1) Norrington, malade, a annulé les deux concerts prévus les 10 et 11 octobre au Théâtre des Champs-Élysées.

Prochains concerts de la Biennale de Lyon : *Béatrice et Bénédict* de Berlioz, samedi 21 septembre, 20 h 30 ; œuvres de musique de chambre de Saint-Saëns, d'Indy et de Vieux (11 heures), « L'orgue symphonique de Franck à Messiaen » par Marie-Claire Alain (17 heures), concert lecture (20 h 30, entrée libre), dimanche 22 septembre. Tél. : 42-40-26-26.

Les vertus de l'exil

A New-York, le chanteur britannique Lloyd Cole revient aux sources de son inspiration

Au printemps dernier, à New-York, Lloyd Cole venait de terminer l'enregistrement de son deuxième album solo, qui ne s'appelait pas encore *Don't Get Weird on me, Babe* (1), titre sous lequel l'album vient de sortir chez Polydor. Il lui restait à mixer la douzaine de chansons du disque. Il arborait la mine fatiguée et serene d'un étudiant qui vient de remettre un mémoire ou une thèse.

Dans un café italien, à la frontière de Greenwich-Village, Lloyd Cole semble dans son habitat naturel. Même s'il est né dans le Derbyshire, même s'il a exercé le métier de rock star en Grande-Bretagne de 1984 à 1987, à la tête des Commotions, un groupe de musiciens écossais.

Lloyd Cole, né en 1961 (au moment où l'on commençait à remarquer Bob Dylan dans les clubs de Greenwich-Village), n'a jamais dissimulé ses dettes : Dylan, d'abord, Lou Reed ensuite (une filiation accentuée par une ressemblance vocale dont Cole ne fit pas toujours bon usage). Lloyd Cole est un fan chantant qui a réalisé son rêve : rejoindre ses héros, dans les histoires du rock, dans les hit-parades, et dans leur ville, à New-York, où il vit depuis trois ans.

« Cette ville convient à mon mode de vie. Je peux travailler en studio jusqu'à minuit et sortir après, ce qui est impossible en Grande-Bretagne. Les musiciens sont plus ouverts aux collaborations. » Comme pour le précédent disque, Lloyd Cole a travaillé avec le producteur Fred Maher, le bassiste Matthew Sweet, co-écrivant certains titres avec Blair Cowan, qui tenait les claviers au sein des Commotions. Cole est ravi de son idée : il vient d'enregistrer les chansons qui forment la face lente de l'album avec une section de cordes dans un studio du building des disques Capitol, à Los Angeles : « C'est là que Frank Sinatra enregistrerait avec Nelson Riddle. Cela dit, ça ressemble plus à du Jimmy Webb (l'arrangeur et compo-

siteur de McArthur Park et autres classiques de la pop des années 60) qu'à du Sinatra. Je me suis aperçu que je n'étais pas très doué pour le rock'n'roll. Jusqu'ici, je ne suis arrivé qu'à composer deux bons titres de rock par disque. » Et voilà pourquoi Lloyd Cole a écrit toute une « face » de ballades, sans se faire trop d'illusions. « Déjà, sur le premier disque, les journalistes ont écrit que les chansons ressemblaient à celles des Commotions. Je suis sûr qu'on va dire pour celui-ci que ça ressemble aux Commotions avec des cordes. »

C'est tout le charme d'une conversation avec Lloyd Cole, les petites méchancetés qu'il distille au détour d'une phrase. Sur la scène anglaise contemporaine : « Les Happy Mondays sont à peu près corrects. Mais les Charlatans... A côté d'eux, les Stone Roses sonnent bien. » Sur sa maison de disques : « Polydor est plutôt gentil avec moi, mais comme ils n'ont pas grand monde à part moi... The Cure, et puis ? » Lucide, il ne se fait aucune illusion sur le statut du rock aujourd'hui. La rébellion des débuts a connu sa dernière flamme lors du mouvement punk. Aujourd'hui, face au rap, il se sent dans la position sociale d'un jazzman au début des années 60, son ambition est de devenir un « blanc vraiment cool, comme Bill Evans », sourit en coin compris.

Encore plongé dans l'ambiance des studios, le chanteur n'était en ce printemps new-yorkais absolument pas pressé de reprendre la route, allant jusqu'à affirmer que « jouer en public n'est pas un concept très intéressant en ce qui concerne le rock, contrairement au jazz. C'est ce que je déteste en premier lieu dans les tournées : être obligé de jouer les chansons du disque ». Depuis, Lloyd Cole s'est fait une raison. Il sera en tournée en France au mois de novembre.

THOMAS SOTINEL

(1) Voir notre supplément « Arts et spectacles » du 19 septembre.

THÉÂTRE Les escrocs de Venise La pièce de Ben Jonson revue par Stefan Zweig et Jules Romains

VOLPONE
au Théâtre de la Porte Saint-Martin

Sous le pseudonyme de Volpone, un bandit du galles, Persique, dans les dernières années du seizième siècle, gagne Venise et y monte une escroquerie : il fait savoir sur la lagune qu'il est sans famille (c'est faux), qu'il a chez lui une grosse malle remplie d'or et de bijoux (ça semble vrai) et qu'il est à deux doigts de la mort (c'est faux). Il engage un acolyte aussi pervers que lui, nommé Mosca. Plusieurs Vénitiens du grand monde, des négociants, un avocat, se présentent chez Volpone, lui apportent des bijoux, des pierres précieuses, orfèvrerie rarement simplement vus de l'écus, dans l'intention, c'est évident, d'amadouer l'agonisant et de se faire léguer, vite fait, le trésor de la malle.

L'auteur de cette pièce, Ben Jonson, était un sot de Shakespeare, mais aussi son concurrent. Il voulait, avec Volpone, se venger d'un certain William, à ce titre si encombrant. Il écrit des scènes d'une violence, d'une abjection extraordinaires, en vers acides et musicaux. Mais il donne à l'action des détails superflus, qui freinent, qui fatiguent. Des personnages amicaux. La pièce était géniale, mais bête. En 1922, l'écrivain autrichien Stefan Zweig, romancier et biographe, écrit une adaptation de Volpone et propose à son ami Jules Romains de la traduire en français.

Jules Romains adapte donc, à son tour, l'adaptation de Zweig : il écrit habilement les tumeurs cancéreuses de la pièce de Ben Jonson, donne à l'action un cours plus clair, plus vite, il élimine un dialogue assez cocasse, dynamique, comme celui de ses autres pièces, *Knock ou Domogoo-Tonka*. Ce qui ne l'empêche pas de donner à ce dialogue un « fond de rolie » comme on dirait un « fond de l'air » particulier, assez étrange, médiéval, parfois contrastant, le coup de patte du grand écrivain. Mais, ce qui est difficilement explicable, Jules Romains, qui s'était montré auteur si vigoureux dans *Mort de Jeanne d'Arc* et *Le blanc de la Vilette* (c'est de l'arrivée, en banlieue, à l'amb, de soldats du contingent ayant pour



Francis Perrin-Mosca et Guy Tréjan-Volpone

mission de casser une révolte ouvrière), comme l'erreur d'affaiblir considérablement plusieurs scènes essentielles de Ben Jonson, par exemple une crise de jalousie d'une sauvagerie effrayante.

Demeure néanmoins une pièce forte, avec deux caractères de grande absolus, Volpone et Mosca : accord dans l'escroquerie, une certaine pitié dose aussi de complicité, affective, sinon sensuelle et, nageant le tout, l'intention froide, chez chacun, de détruire l'autre (c'est le plus jeune, Mosca, qui l'emportera).

Volpone est présentée aujourd'hui par Robert Fortuna. Décors, pratiques mais quelconques, de Louis Berout. C'est la mise en scène la plus stridente qui ait été donnée de cette pièce, reprise de temps en temps quoique, en fin de compte, difficile, lointaine, assez austère. Les deux protagonistes, Volpone et Mosca, sont joués respectivement par Guy Tréjan et Francis Perrin, qui, tous deux, en tout cas le soir de la générale, avaient opté pour le sous-jeu, l'am-

derplay. Jen distancie, intérieur, stylisé, très retenu, exercé avec beaucoup d'adresse par deux comédiens de premier plan.

Ce qui décale tout de même la pièce, comme si les deux acteurs avaient refusé de se présenter en crâques antipathiques. Le Volpone de Guy Tréjan devient un homme blasé, calme, qui s'amuse de la voracité d'autrui. Un farceur, si l'on veut. Francis Perrin, quant à lui, a vu, dit-il, en Mosca un garçon dont l'enfance a été douloureuse, misérable, et qui pour rien au monde ne voudrait revivre un enfer. C'est par simple souci de respirer, et porté par les circonstances, qu'il bascule dans les menages, les manigances. Il est un bon jeune homme.

Les méchants messieurs vénitiens sont bien interprétés par Jacques Lalande, Albert Deloy, Jacques Herlin. Deux jeunes femmes charmantes sont jouées par Magali Renoire et Cécile Bois. Mais c'est Lucien Pascal qui donne la vraie dimension du drame élisabéthain comme de l'esprit de Jules

Romains : il interprète un grand magistrat de Venise, il crée une apparition spiritualisée, rigoureuse, qui irradie comme un or de conscience. C'est fascinant, d'autant plus que cette majesté magique est traversée aussi par des dans brefs de sourire. C'est très fort.

MICHEL COURNOT
Tél. : 42-97-59-81

Les habits du succès

Des semelles de plomb pour une musique légère

LIANE FOLY
à Bobino

Qui est Liane Foly ? Une robe courte à paillettes, des talons à mi-hauteur, un mur de brownstones, les briques des façades new-yorkaises, percé d'une porte métallique : en presque deux heures de tour de chant présenté en demi-teintes sur la scène de Bobino, Liane Foly n'apporte aucune réponse.

Tout juste indique-t-elle une piste : elle n'est jamais aussi bonne que quand elle ose. Mais elle ose peu, engoncée dans trop d'images accumulées. En tête de peloton, l'étiquette résolument jazz de l'ensemble. Le saxophoniste (Hervé Gourdikian), mal rasé, porte des lunettes foncées ; le bassiste (Gilles Cognard, à la basse électrique) un blazer chic et des chaussures bicolores ; le pianiste (André Manoukian) joue le rôle de gardien des lieux et le batteur (Philippe Fallick) tape fort.

Ce sont, dans l'ensemble, de bons musiciens, qui ont accompagné Liane Foly depuis Lyon, et à ce titre coresponsables de l'image de la chanteuse, de son style robe à petits pois et voix de velours. Mais, justement, Liane Foly se retrouve pieds et poings liés par l'ambiance imposée de swing feutré, celle-là même qui fit le charme de l'album *Rêve orange* et les délices du strip-tease pudique d'*Au fur et à mesure*.

La soirée commence mollement par une enfilade de chansons joliment fabriquées, mais qui semblent avoir perdu tout relief au contact des planches. L'interprète, coauteur (avec Philippe Viennet) de textes où l'intimité règne, chante en étrangère, dans un lourd côté à côté avec des musiques (d'André Manoukian) en principe rafraîchissantes, cool.

Puis au détour de *Blue Notes*, dédiée aux trottoirs de Spanish Harlem, Liane Foly retrouve la place de sa voix, dans le rauque, décolle enfin dans l'amplitude des graves. En forme, presque libérée, elle achève *Au fur et à mesure* sans fatigue, conclut *Good Bye Lover* en respirant à fond, dialogue avec le saxophone en éteignant son registre vocal sans trop d'encombre.

Tout glisse, tout passe, un vent frais traverse la salle. « Atmosphère, atmosphère ! », la Lyonnaise (jazz, éamonnais française) prend alors l'accent parigot pour citer Arletty avant d'entamer *Les Feuilles mortes*, de Prévert et Kosma, joue les intimidées sympathiques avec le public, se ressource aux classiques américains (un *Stormy Weather* bien tourné).

Au rappel, à nouveau prisonnière des habits neufs de son succès, Liane Foly revient sur Prévert et Kosma, le temps d'une *Chanson de Prévert*. Du Gainsbourg nostalgique, en forme d'aveu, où la chanteuse, seule avec son pianiste, assume ses maladroites, ses manques, l'espoir d'être, peut-être, un jour elle-même.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► 21 heures, jusqu'au 28 septembre. Tél. : 43-27-24-24. Album : *Rêve orange* chez Virgin.



DU 20 AU 29 SEPTEMBRE 1991

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ILE DE CHATOU

PRES DE PARIS, ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU

TOUS LES JOURS DE 10 H A 18 H

ORGANISEE PAR LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE ET DE L'OCCASION.

TEL. : 47 70 88 78



CULTURE

CINÉMA

La Vénus de Szabo

Un chef, une diva
ou l'art et l'amour à l'OpéraLA TENTATION DE VENUS
d'Istvan Szabo

Avec son répertoire international et ses distributions cosmopolites, avec son organisation et sa hiérarchie d'un autre âge, avec aussi ses riches sponsors américains, l'Opéra comme symbole de la vieille Europe en train de changer de peau : c'est l'idée de base du film d'Istvan Szabo *La Tentation de Venus*. Szabo étant venu il y a quelques années à Garnier pour mettre en scène un *Tannhäuser* - plus exactement : essayer de le mettre en scène - il connaît la question, le fonctionnement d'une de ces grandes maisons.

Le fonctionnement, les grèves, les pauses sandwich, les rivalités entre divas, entre les artistes et les administratifs, entre les musiciens, le chef d'orchestre et le metteur en scène, entre gens de diverses nationalités qui se reprochent mutuellement l'histoire de leur pays, tout cet environnement pittoresque tient une grande place. Ce que Szabo veut dire est que l'art comme l'amour transfigurent les

pauvres fourmis mesquines que nous sommes. Son chef d'orchestre et sa diva vivent une passion fulgurante sans mise en scène, juste devant le rideau, artistes et public dans un miraculeux bonheur.

Szabo s'attarde avec délices sur les personnages et leurs comportements révélateurs. Il filme avec soin les relations chaotiques de son chef d'orchestre hongrois, mal considéré, mal payé, avec sa lumineuse diva suédoise, sur le point d'atteindre la limite d'âge et cependant éblouissante. Niels Arström tient le parcours avec beaucoup de force et de dignité - ce n'est pas si simple. En dépit des play-back peu crédibles, qu'elle a pourtant, dit-elle, beaucoup étudiés, Glenn Close est parfaite et sans surprise. Elle fait partie de ces comédiennes dont le moindre battement de cil appelle un oscar. Il est vrai que ça marche.

Le film est attachant, il est aussi un peu décevant. Tout est clair, trop clair. Lui manque un peu des mystères de l'art et de l'amour.

COLETTE GODARD

ARTS

Du bon usage de la couleur

Deux générations, deux conceptions
antagonistes de la peintureGERHARD RICHTER
à la galerie Durand-DessertDAVID ROW
à la galerie Thaddéus Ropac

Gerhard Richter est honorablement connu dans l'art moderne. Né à Dresde en 1932, il a popularisé, depuis près de trois décennies, une technique de la négation de la peinture par la peinture parfaitement au point.

Tantôt, il expose des représentations illusionnistes d'objets arrangés en nature-mortes qui ressemblent à des photographies sépia légèrement tremblées, quelque chose comme de vieux clichés d'amateur tirés en grand format. Tantôt, par un effet de contradiction calculé, il expose des peintures abstraites chamarrées, rouge sang et vert pomme. Elles brillent si fort que nul ne peut les soupçonner de quelque intention expressionniste.

Les œuvres qu'il a accrochées dans la nouvelle galerie de Liliane et Michel Durand-Dessert, vaste, très vaste galerie, relèvent de ce second genre. Tant qu'elles étaient encore fraîches, il a essayé les couleurs de manière à les écraser et à leur enlever ce qui pouvait leur rester de gestualité et d'élégance.

On dirait donc des Mathieu ou des Schneider râpés et élimés. Une fois le procédé aperçu et l'intention didactique comprise - on ne peut plus peindre comme autrefois, il faut être froid et neutre -, que reste-t-il des tableaux ? Tout juste le souvenir d'une démonstration méthodique jusqu'à la monotonie. Richter fait du Richter, sans se lasser.

David Row fait, lui, si l'on peut dire, de l'anti-Richter. S'il lui arrive de recourir au procédé du balayage afin d'obtenir des stries parallèles dans la matière colorée, ce n'est pas pour neutraliser la

peinture, mais pour l'exalter. Américain, âgé d'un plus de trente ans, Row se refuse à admettre que l'art ne puisse avoir d'autre ambition que d'annoncer à l'audience des intervalles réguliers son agonie et son décès. Il cherche à construire des tableaux de plus en plus complexes et à trouver des équilibres chromatiques de plus en plus justes.

Caveau
noir

Avec des toiles de format rectangulaire qu'il juxtapose et emboîte, il compose des figures architecturales. Chaque élément a sa dominante, avivée par une dissonance acide ou la complémentarité de la dominante, qui transparait sous la surface. Des ellipses sombres émettent aux œuvres ce qu'elles pourraient avoir de trop simplement géométriques. Car telle est à l'évidence la volonté du peintre : s'éloigner le plus vite possible de la religion du monochrome et de la manie de l'angle droit, rendre à l'exercice pictural la diversité que lui refusent les tenants entêtés de la déraison. Alors qu'un certain modernisme, post-minimal et post-conceptuel, celui de Richter par exemple, tourne à l'académisme, une peinture telle que la sienne, séduisante sans être facile, riche sans être décorative, laisse espérer que la peinture puisse, lentement, sortir du caveau noir où tant d'« artistes » s'acharnent à l'emmurer.

Philippe Dagen
Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 75011 Paris ; tél. : 48-06-92-23. Jusqu'au 12 octobre.

Galerie Thaddéus Ropac, 7, rue Debelleyme, 75003 Paris ; tél. : 42-72-99-00. Jusqu'au 28 septembre.

L'EPOPEE FRANÇAISE QUI FAIT CHANTER LE MONDE
LONDRES - NEW YORK - TOKYO - BUDAPEST - PARIS - AMSTERDAM - MONTREAL

Les Misérables

EUROPE 1

T H E A T R E

MOGADOR

LE 12 OCTOBRE

LOCATION 48 78 04 04

AU THEATRE, AGENCES, FNAC, VIRGIN MEGASTORE, BILLET-UNITEL 36 15 CODE THEA

COMMUNICATION

La Cinq arrête ses émissions en Belgique

La Wallonie câblée en quête d'identité

A quinze jours de l'entrée en vigueur de la directive européenne « Télévision sans frontières », l'arrêt, vendredi 20 septembre, de la diffusion de la 5 en Belgique constitue un nouveau rebondissement dans les relations complexes et passionnées entre la communauté francophone du royaume et les chaînes françaises.

BRUXELLES

de notre correspondant

On ne voit pratiquement plus d'antennes sur les toits de Belgique. Les réseaux câblés installés jusque dans les campagnes les plus isolées proposent des « bouquets » allant d'une vingtaine à une trentaine de programmes nationaux et étrangers, moyennant un abonnement qui s'ajoute à la redevance perçue par les pouvoirs publics.

À Liège, vingt-cinq chaînes sont disponibles pour 380 francs belges (60 francs français) par mois, et Bruxelles jouit d'un choix encore plus vaste : la RTBF 1 et Télé 21, du secteur public ; RTL-TVI, filiale belge de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion ; les homologues flamandes de chaînes publiques francophones ; des chaînes britanniques, néerlandaises, allemandes, espagnole, italienne, sans parler des chaînes à péage, ou des chaînes spécialisées dans le sport et le divertissement, du type Eurosport ou Super Channel.

La France se taille une bonne part de l'audience avec TF1, A2, FR3, la 7, TV5 et, jusqu'à présent, la 5. Arrivant largement en tête des chaînes de l'Hexagone, TF1 fait jeu égal avec les deux chaînes publiques et RTL-TVI dans la partie francophone du royaume. Sa privatisation en France, le développement rapide de RTL-TVI et l'introduction - limitée - de la publicité dans le financement des chaînes nationales ont rompu le *modus vivendi* initial et suscité la guerre commerciale et de quotas de diffusion entre millions de francophones.

En 1990, TF1 a créé une régie publicitaire à Bruxelles et commença à démarcher avec le projet de « décrocher » des places publicitaires françaises au profit d'espaces occupés par des annonceurs belges.

Des coûts supérieurs
aux recettes

Une tentative de passage à l'acte, le 13 avril 1990, provoqua une vive réaction du gouvernement belge qui interdit aux télédiffuseurs belges de relayer ce programme. Depuis, le contenu de la 5 est toujours par réglé mais les programmes français de TF1 sont diffusés sans entrave, en attendant un éventuel

compromis. La Belgique ne demande rien aux chaînes publiques françaises qui ont passé des accords bilatéraux avec les télédiffuseurs, mais, instruite par l'affaire TF1, elle pose des conditions à l'égard des nouvelles chaînes commerciales, qui doivent signer une convention pour accéder au réseau câblé. Il faut notamment dépenser dix millions de francs belges par point d'audience au titre de l'aide à la production télévisuelle dans la communauté francophone, soit par coproduction, soit par achat de programmes. La 5 a signé une telle convention en juin 1990, mais s'engage d'être traitée différemment d'A2 ou TF1. L'arrêt de sa diffusion en Belgique n'est pas lié directement à cet engagement mais à un contentieux avec les sociétés de droits d'auteurs qui entendent intégrer pleinement l'audience belge dans le calcul de ces droits. Et ce contentieux bloquait également l'achat de certains programmes américains par la Cinq.

De plus, l'audience belge n'est guère prise en compte par les annonceurs français. En clair, dans ce dossier complexe, les chaînes françaises, faute de recettes publicitaires bien identifiables, n'ont pas envie de dépenser beaucoup d'argent pour accéder au réseau belge et comptent sur les effets de la directive « Télévision sans frontières » votée par les ministres des Douze le 3 octobre 1989, en vue de lever tous les obstacles à la libre circulation des programmes télévisés dans la Communauté.

Petits gestes
grands effets

La Belgique n'a pas voté ce texte, notamment en raison des objections de M. Valéry Féaux, « ministre-président de l'exécutif de la communauté française », responsable de l'audiovisuel pour les Belges francophones, les pouvoirs étant partagés entre le gouvernement national, les régions et les communautés linguistiques. M. Féaux déplore que les Douze aient traité le dossier « Télévision » comme un « élément ordinaire du marché intérieur européen ». « Avec le réseau câblé, nous avons été des précurseurs en matière de libre circulation et cela nous autorise à poser les questions d'identité culturelle, nous a-t-il déclaré. Certes, la directive impose des quotas de diffusion de programmes européens. Mais à quel cela sert si on diffuse toujours les mêmes films ? Nous nous sommes donc engagés à produire, seule façon d'endiguer le libéralisme ».

Sachant que la libre concurrence joue au détriment de la Belgique - « car, pour nous, avec nos moyens, comment payer des droits d'auteur pour la diffusion d'un programme en

Les lecteurs veulent d'abord de l'information

La presse touche 9 Français sur 10

Neuf français sur dix (90,7 % exactement) déclarent lire la presse, dont 55 % plus de trois fois par semaine : pour préparer son deuxième congrès du 10 au 12 octobre prochain à Montpellier, placé sous le thème « Liberté et responsabilité de la presse », la Fédération nationale de la presse française (FNPF) a fait réaliser un sondage (1) qui montre que les Français restent attachés à l'écrit. Si la presse, tous genres confondus, touche l'ensemble des Français, la fidélité augmente avec l'âge : le pourcentage de personnes lisant plus de trois journaux par semaine passe de 41 % chez les moins de 25 ans à 69 % au-delà de 65 ans. Et le domicile reste le lieu privilégié de lecture (74 %), loin devant le lieu de travail (11 %) et les transports (8 %).

Par type de presse, les magazines spécialisés destinés au grand public (presse TV, féminine, sportive, etc.) attirent le plus large, avec 78 % de lecteurs, suivis de la presse de province (67 %), des hebdomadaires d'information générale (54 %), des quotidiens nationaux (50 %) et enfin des revues professionnelles (35 %).

Qu'attendent ces lecteurs ? D'abord de l'information, générale (54 % des réponses) ou locale

(18 %). Et ils citent des « informations complètes et précises » au premier rang des avantages de la presse écrite, devant les différentes formes de liberté individuelle de consultation (dans le temps, dans l'espace ou dans le choix des articles) permises par le support papier. A contrario, ces lecteurs reprochent d'abord à la presse de prendre trop parti (23 % des réponses) et de trop privilégier le sensationnel (16 %).

Petite contradiction ? 61 % des sondés déclarent acheter la presse par curiosité, après avoir vu la couverture ou les gros titres, soit le même pourcentage que les acheteurs désireux d'approfondir leurs connaissances. L'accord est massif sur le rôle joué par la presse dans l'expression des courants d'opinion politique (81 % de tout à fait ou assez d'accord). Il reste important sur son rôle pour permettre à chacun de communiquer avec les autres (51 %). Et l'assentiment de 54 % des Français sur le rôle important de la presse dans notre société pour les prochaines années peut rassurer une presse angoissée par la concurrence de l'audiovisuel.

La surabondance de la publicité ou le prix trop élevé ne sont cités comme principaux reproches que par 9 % et 5 % des sondés. Un Français sur cinq seulement juge du reste trop élevé le prix des journaux de province ou des quotidiens nationaux. En revanche, ce pourcentage monte à 55 % pour les revues et magazines.

M. C. I.

(1) Effectué par Marketing Concept en avril 1991, auprès de 2 762 personnes dans sept régions, sur un échantillon représentatif de la population française de plus de quinze ans.

Grève largement
suivie à FR3

La grève de 24 heures à FR3, à l'initiative des syndicats FO, CGT, CFDT, SNJ, CFE-CGC et SRTCA, a été largement suivie. Les syndicats ont relevé plus de 75 % de grévistes, notamment à Marseille, en Corse, à Bordeaux, Strasbourg, Le Mans, Lille, Toulouse. Pour sa part, la direction estimait les grévistes à 65 % dans les régions, 40 % à la rédaction nationale, 31 % au siège de la chaîne. Cette grève a empêché la diffusion de tous les journaux prévus, remplacés par d'autres programmes. En revanche, le film de soirée, *La vie est un long fleuve tranquille* (un des succès de la filiale films de la chaîne), a été diffusé.

Plusieurs centaines de grévistes ont assisté, au Palais de justice de Paris, à l'audience sur le différend engagé par les syndicats et les comités d'entreprise de la chaîne contre la direction pour « insuffisance d'informations sur le plan de restructuration ». Les syndicats contestent ce plan, qui prévoit 486 suppressions d'emploi. Le jugement sera rendu le 27 septembre.

Ports de cette journée de mobilisation, les syndicats de FR3 n'ont pas relâché leur pression, mais sans épuiser leurs forces dans une action à durée indéterminée. Ils savent que à l'approche des élections de 1992, les élus locaux, inquiets pour l'emploi - et pour leurs possibilités d'expression dans leurs régions - sont de plus en plus nombreux à faire pression sur les pouvoirs publics et les dirigeants des chaînes en vue d'atténuer les conséquences du plan.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

PHILATÉLIE

L'Ecole spéciale des travaux publics

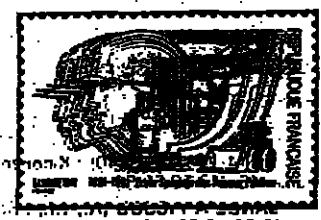
La Poste mettra en vente générale, lundi 7 octobre, un timbre à 2,50 F à l'occasion du centenaire de la fondation de l'Ecole spéciale des travaux publics (ESTP).

La Poste poursuit une longue tradition d'hommage aux grands établissements scolaires et universitaires qui l'a déjà vue choisir, comme sujets de timbres, Saint-Cyr (1954), l'Ecole centrale des arts et manufactures (1969) et l'Ecole normale supérieure (1982). Ce timbre à la particularité de bénéficier d'une impression mixte offset et taille-douce. Sa fabrication s'est donc déroulée en deux étapes : impression de la partie traitée en offset, puis, après un temps de séchage de douze jours, impression du dessin noir traité en taille-douce.

Une première expérience de ce type avait été réalisée en 1989 pour le bloc PhilaFrance. La Poste annonce une troisième impression combinée pour le bloc Jeux olympiques qui sera émis fin décembre.

Le timbre, au format horizontal 36 x 21,45 mm, de couleurs vert, bleu, orange et noir, dessiné et gravé par Pierre Forget, est imprimé en offset et taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.



► Vente anticipée les 5 et 6 octobre, de 9 h à 18 h, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'Ecole spéciale des travaux publics, 57, boulevard Saint-Germain, Paris 7^e ; le 5 octobre, de 8 h à 12 h, aux bureaux de poste de Paris-Louvre RP et Paris-Séguin (boîtes aux lettres spéciales).

► Souvenirs philatéliques : Club philatélique de l'ESTP, T. Gies, 57, boulevard Saint-Germain, 75240 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 44-41-11-11.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-65-28-27. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane



► Emissions en Andorre. - L'administration postale française d'Andorre a émis, le 14 septembre, un timbre à 2,50 F pour le championnat du monde de pédales, dessiné et gravé par Jacques Gauthier et imprimé en taille-douce en feuilles de vingt-cinq. Vente anticipée « premier jour » les 5 et 6 octobre d'un timbre à 3,40 F au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille, dessiné par Pierrette Lambert, gravé par Pierre Albuissin et imprimé en taille-douce en feuilles de vingt-cinq, pour le bicentenaire de la mort de Mozart.

► Série d'usage courant à Monaco. - L'Office des émissions de timbres-poste de la principauté de Monaco mettra en vente, mardi 24 septembre, les nouvelles valeurs d'usage courant à l'effigie de Rainier III, à 2,20 F (vert), 2,50 F (rouge), 3,40 F (bleu) et 4 F (violet).

► Vente. - Vente sur offres Robineau (5, rue Drouot, 75009 Paris). Tél. : (1) 47-70-16-80, clôturée le mardi 15 octobre. Au catalogue, deux mille cinq cents lots classiques de France et du monde entier, dont une superbe sélection de ballons monnaies de la guerre de 1870-1871 (lettre griffe bleue « armée de Paris-général militaire », en franchise, taxe 30, cachet d'ambulant Paris à Caen, C du 23 septembre 70, pli confiné à Duruof, transporté par le Neptune, estimation 135 000 F).

► Manifestations. - 4^e Rencontre des collectionneurs, le dimanche 22 septembre, à Denain (Nord), salle des fêtes, place Baudin. Baptêmes des TGV-Atlantique Pays-de-Vannes, le 21 septembre à Vannes, Ville-de-Lorient, le 24 septembre à Lorient, avec bureaux de poste temporaires (souvenirs philatéliques : Jean Haudin, Les Cheminots philatélistes, 15, rue du Docteur-Calmette, 66400 Auzan).

► Exposition philatélique France-Hongrie-Bulgarie dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Montreuil-sous-Bois (93), du 21 au 23 septembre.

فكرنا من الأصل

هكذا من الاجل

SPECTACLES

VENREDI 20 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

Palais de Chaillot (47-04-24)

Solitude (1929-1929), de Paul Fejos, 16 h ; A nous le libre (1931), de René Clair, 19 h ; Le Procès (1962, v.o. s.t.), d'Orson Welles, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Salle Garance (42-78-37-29)

Le Cinéma australien : A Girl's Own Story (1983, v.o.), de Jane Campion, Peasants and Savages (1981, v.o. s.t.), de Frank Hurley, 18 h 30 ; Chinoche blanc (1988, v.o. s.t.), de Philip Noyce, 17 h 30 ; Kokoda Front Line (1982, v.o. s.t.), de Damien Paver ; Merveils de la guerre (1984, v.o. s.t.), de Bruce Beresford, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris la nuit : Nuit et Jour : Bande annonce : Passage secret (1985) de R. Perrin, la Java des ombres (1983) de R. Goupil, 14 h 30 ; Nuit et Jour : le Jour se lève (1959) de Marcel Carné, 16 h 30 ; Nuit et Jour : Bande annonce : Judex (1963) de G. Franju, 18 h 30 ; Hollywood night in Paris : la Huitième Femme de Barbe-Bleue (1938, v.o.) d'Ernst Lubitsch ; Hilda Parga (1982, v.o.) d'Ernst Lubitsch, 21 h ; Quasi-moïse (1939, v.o.) de William Dieterle ; Peter Ibberton (1936) de Henry Hathaway, 20 h 30 ; Ange (v.o.) de Georges Katochinos, 0 h 45 ; L'Extravagant Mr. Rugger (1935, v.o.) de J. McCarey, 2 h 30 ; Séraphine (1933, v.o.) de Ernst Lubitsch, 4 h 15.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : George V, 15 (45-62-41-48).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

ALICE (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicité Matignon), 6 (46-33-10-82).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-77-77) ; Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Publicité Champs-Élysées, 2 (47-20-76-33) ; Gaumont (Parnasse), 15 (45-33-77-77) ; Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

LA BANDE À PISCINE (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-60) ; Régulateur Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Dantier, 14 (43-21-41-01).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 6 (45-26-84-65).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Salons, 6 (45-61-10-80) ; Max Linder Paroiss, 6 (49-24-88-88).

BOY'Z'N THE HOOD (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Dantier, 14 (43-21-41-01).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-59-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Ramaleigh, 16 (42-88-84-44).

LA CHAIR IL, v.o. : Lucmaire, 6 (42-76-18-08) ; Studio des Ursulines, 6 (43-26-18-08) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-69-18-08).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIAIR (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-69-18-08).

CHENNE DE VIE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Faillie, 6 (45-33-78-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-69-18-08) ; v.f. : Pathe France, 6 (47-42-60-33) ; Fauvette, 13 (47-07-65-59) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

LES COMITÉS (fr.-ind., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LE ROI DES ROSES. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LA TENTATION DE VÉNUS. Film britannique d'Istvan Szabo, v.o. : de Jost Schaefer, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

MISSISSIPPI MARALA. Film américain de Jost Schaefer, v.o. : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Publicité Champs-Élysées, 2 (47-20-76-33) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 6 (45-74-93-60) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LE ROI DES ROSES. Film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LA TENTATION DE VÉNUS. Film britannique d'Istvan Szabo, v.o. : de Jost Schaefer, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-60) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-80).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LES NUAGES. Film français de Laurent Heynemann, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-37-35-43) ; UGC Opéra, 6 (45-74-93-60) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention,

A

RENAULT

438

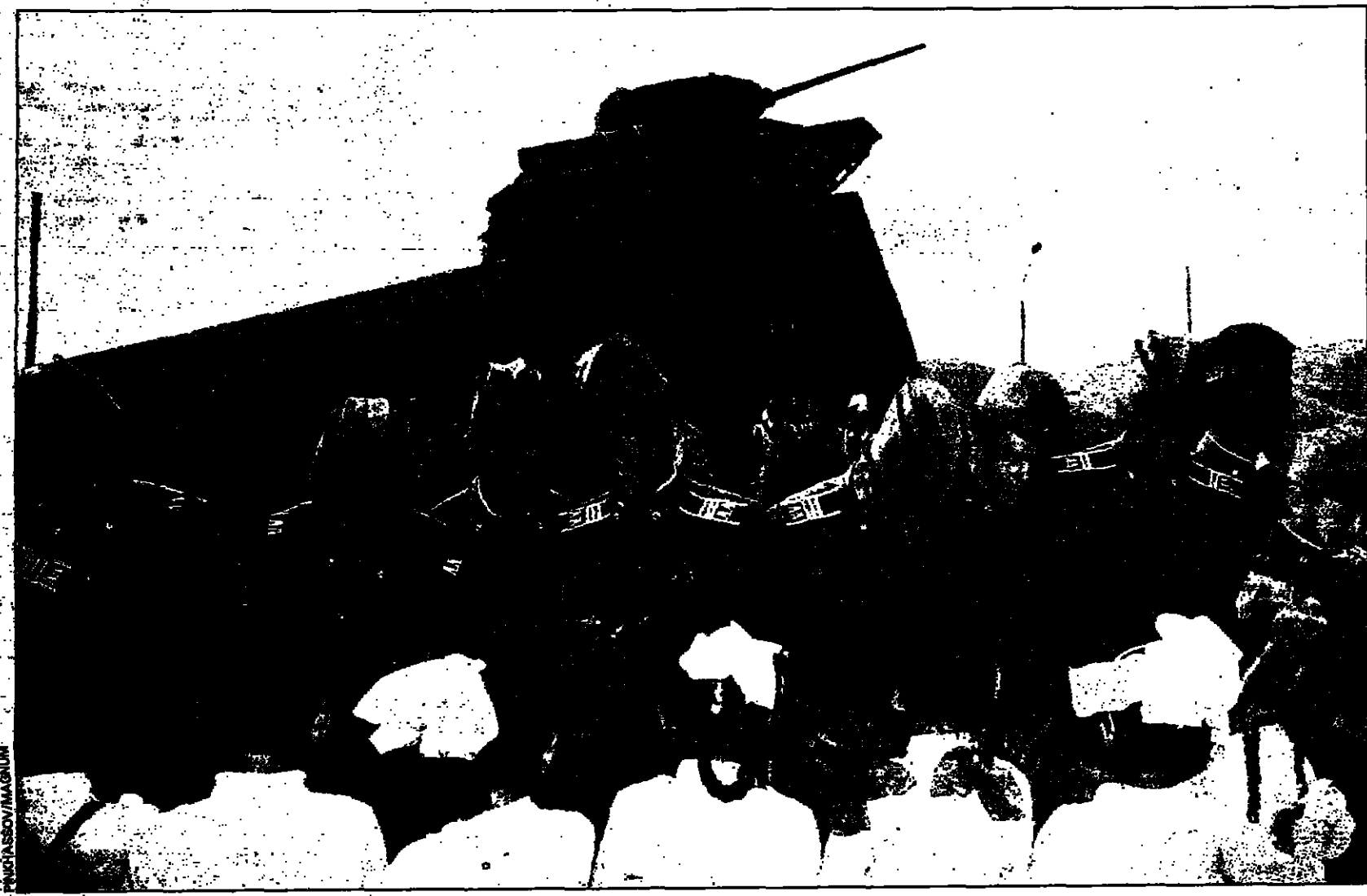
THEIR CONSTITUTION

هكذا من الأصل

سكنا من الالوج

S A N S • V I S A

La Mongolie sans faucille ni marteau



L'échec du coup d'Etat et la dislocation de l'Union soviétique ont conforté l'espoir d'une nation qui, dès 1990, s'était lancée dans la démocratisation... sous la haute surveillance du Parti communiste.

Certes, le « protecteur » soviétique avait cessé, depuis mai 1989, de projeter sa grande ombre sur la République populaire de Mongolie ; nul doute cependant que le coup de force manqué de Moscou aura définitivement rassuré ce pays sur l'avenir de sa jeune démocratie. Reste qu'elle demeure seule, isolée, inquiète, économiquement fragile, et avec à sa porte une autre Mongolie, chinoise celle-là, et dix fois plus peuplée... Elle est en passe de redevenir une pièce de ce que les Anglais appellent le « Grand Jeu » et qui se déroule depuis un siècle et demi en haute Asie. Qu'en pense-t-on et quel est le climat à Oulan-Bator, la capitale ?

guier l'ouvrier tchèque ou polonais de la construction, autre être de passage dans cette colonie déguisée de ce qui se croyait encore un empire.

Depuis sont passés par là, d'une part, la décolonisation soviétique et, d'autre part, Michael (on ne lui connaît pas de nom plus mongol). La première a renvoyé les sous-offis et leurs épouses chez eux. Le second a produit un autre miracle : au vieux juke-box récupéré on ne sait où, il a greffé quelques cartes électroniques pour l'automatiser, ce qui lui permet de commander l'engin à distance, depuis son trône, derrière le bar.

Le mobilier, ou ce qu'on en voit, vous a cette délicieuse esthétique de ruine soviétique. Skaï rouge aussi passé que le rouge des rideaux, finalement en harmonie, dans le registre de l'horreur, avec le revêtement gris-vert des fauteuils du hall de l'hôtel. La symphonie de Skaï se poursuit sur d'autres tons dans les étages.

disées, hantées par une population mal sédentarisée, malheureuse dans des comportements qui ne sont pas les siens. Il ne les verra probablement pas, l'étudiant américain, durant les six mois de son séjour destiné à produire une thèse sur l'environnement en Mongolie. Il est là pour les grands espaces, la nature effectivement inviolée sur la plus grande partie du pays - mais inviolée par absence de moyens ; et tant mieux si Moscou n'a pas pu faire

rante russe. La génération Brejnev avait certes son charme, sous la graille pseudo-romaine, mais celle du grand ancêtre antérieur, Staline, montre un cachet nettement plus authentique. Question de goût, bien sûr, on peut préférer l'exubérance presque fraîche, aux couleurs rose et vert amande, du style colonial russe du début du siècle.

Autre charme, celui des limousines - très soviétiques, elles - des années 50, aux chromes rutilants.

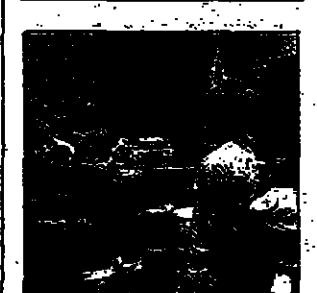
deuxième mort de Lénine, celle d'août 1991, il faut le commencer par une initiation : le trajet en train depuis Pékin, seul moyen de réinsérer ce pays dans l'univers asiatique qui était le sien avant que Moscou ne s'en empare. Non pas seulement pour la beauté sauvage du désert de Gobi, qu'on traverse en dérangeant à l'occasion un troupeau de chameaux, à la longue fourrure tombant en lambeaux lors de la mue d'été, qui fuient d'un grand galop pacifique, mais surtout pour la faune peuplant les wagons eux-mêmes qui, déjà, dit tout une histoire.

Aux touristes et voyageurs en mission se sont ajoutés, ces dernières années, les jeunes entrepreneurs de l'ancien bloc de l'Est, Polonais, Hongrois, Yougoslaves, qui vivent d'un trafic né des pénuries affectant leur pays et de la relative prospérité du marché chinois. On les repère facilement déjà, à Pékin, voire plus au sud, près de Canton, sur les marchés privés, affairés à remplir leurs gros ballots de soieries, de cravates, de colifichets, de colliers de perles de culture mal arrondies, de jouets de pacotille, qui se revendront en Europe de l'Est suffisamment cher pour assurer un revenu confortable à ces fournisseurs de l'économie de marché à l'aube de l'ère postcommuniste. Ils ont même contraint les marchands chinois, qui n'avaient appris que quelques rudiments d'anglais, à compter en serbo-croate, en tchèque, en russe... du moment qu'on parle dollars.

Un de ces marchés de la capitale chinoise, une ruelle baptisée rue de la Soie par les étrangers, à la faveur des trafiquants russes. Tandis que ces messieurs, suant, en short et polo douteux, s'intéressent aux vêtements de coupe sportive confectionnés en Chine pour des firmes occidentales, les dames dodues, à la mise en pils style 1955 et maquillées à la truelle, se pâment devant des justaucorps et autres pièces de lingerie fine à froufrous de satin.

De notre envoyé spécial
Francis Deron
Lire la suite page 20

AU SOMMAIRE



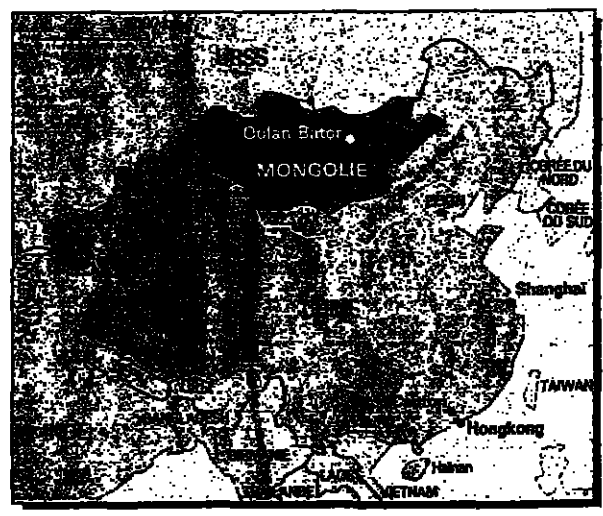
La Goutte-d'Or, le Maghreb chez lui... p.19
Télévision, l'art de la télécommande... p.18
Gastronomie, herbes fraîches... p.23
Saint-Nazaire, quel des lumières... p.24
Escapes (p. 18) • Table (p. 23)
Jeux (p. 22) • Table (p. 23)

C'EST par défaut que « Michael » est devenu le barman le plus célèbre de Oulan-Bator. Ce jeune Mongol est rentré des Etats-Unis, voici environ deux ans, nanti d'un beau diplôme en informatique parfaitement inutile : la République populaire de Mongolie ne possédait pas un seul ordinateur. Il régnait aujourd'hui sur le bar de l'Hôtel Oulan-Bator, institution semi-privée au sein d'une institution d'Etat qui, nonobstant le caractère assez sordide des lieux, mérite de figurer parmi les autres mythes d'Asie fréquentés, passé le coucher du soleil, par des voyageurs de légende.

Le juke-box qui braille une « scie américaine » n'est pas en service ici depuis longtemps. Auparavant, la musique était fournie par un radiocassette de piètre qualité saccageant, dans les distorsions les plus variées, des chansons des Beatles de la première époque. Dansaient sur ces airs quelques épouses pimpantes de sous-offis soviétiques, venues, le temps d'une mission de monsieur à l'intérieur du pays, dra-

Et puis, il y a les clients, surtout. Assortiment étonnant, un jour donné de la vie d'Oulan-Bator en été, au moment de la fête nationale, le seul moment de l'année où l'on visite la Mongolie sans souffrir du froid terrible qui la saisit neuf mois sur douze. Le représentant d'une firme américaine de logiciels informatiques. Un romancier français. Une équipe de paléontologues français et italiens. Un écologue du Montana. Des ingénieurs autrichiens. Un attaché militaire américain. Un fonctionnaire international, américain lui aussi. Beaucoup d'Américains, en fait. Les Japonais sont également présents en masse à Oulan-Bator, mais ne fréquentent pas le bar. Ils ne sortent donc pas, puisqu'il n'y a nulle autre part où aller.

L'écologie du Montana, la trentaine enthousiaste, a découvert ici le paradis. « C'est la dernière région du monde où l'industrialisation n'a pas tout gâché. Ce pays est merveilleux... » Certes ! Mais il n'a pas encore découvert les aspects les plus révélateurs de l'héritage soviétique, des villes entières à moitié clochar-



devenant pour sacquer cette « scizisme république », qui ne s'est jamais avouée comme telle.

La Mongolie, jadis dite « extérieure », sort de soixante-dix ans de sommeil. Sur les injonctions de Gorbatchev, elle s'est lancée, en 1990, dans la démocratie sous la haute surveillance du Parti communiste, au pouvoir depuis 1921. Le pays s'est ébranlé, pour découvrir avec stupeur le côté dévot des vestiges du stalinisme qui le structuraient. Une capitale aux airs étonnants de plaisanterie coloniale : palais de stucs à colonnades, flèches pointées vers le ciel. A les examiner de près, on en arrive à préférer tel ou tel style d'architecture conqué-

De quoi faire se pâmer un collectionneur. Hélas ! ces calendres sont bien tout ce qui brille ici. Logements, infrastructures, commodités publiques, présentent cet aspect délabré de quelque chose qui n'a jamais été vraiment achevé, comme conçu décati. Les problèmes sociaux, trop longtemps obliés, diffusent le même parfum de décadence d'empire, agrémenté des relents de mauvaise essence soviétique pour moteurs peu exigeants. Le tout plaqué sur un pays d'une beauté, effectivement, à couper le souffle.

Si un séjour en Mongolie reste, du point de vue visuel, un voyage dans le temps soviétique d'avant la

LA scène est restée dans les mémoires comme si elle avait été tournée au ralenti. Engoncée dans du velours de haute époque, une jeune femme tentait de se déplacer selon un cheminement mal connu d'elle, au milieu de dignitaires emperruqués qui, de temps à autre, lui indiquaient la route à suivre en l'encourageant à ne rien abdiquer de la dignité qu'elle mettait à accomplir son devoir. En juin 1953, sur une unique chaîne de télévision, une reine d'Angleterre offrait le spectacle unique de son couronnement dans un moment d'émotion intense où la moindre image était à dévorer, le moindre commentaire à retenir comme si nous avions été en direct de la Lune...

Le miracle tenait encore à un fil, mais cette fille d'Albion se faisait servir les joyaux de la couronne. *urbi et orbi*, sous l'œil incrédule d'une grosse poignée de «téléspectateurs», accréditait l'exploit technique et nous prévenait que notre existence, sans doute, allait prendre un tour nouveau. Effectivement. Fleuve en crue qu'on voyait grossir, s'enfler, puis se jeter sur nos genoux à gros bouillons, la télévision devenait l'un de ces nouveaux dieux lares — chers aux Romains pour la protection qu'ils offraient au foyer domestique — et respectée comme telle par l'ensemble de la communauté.

Le *pater familias*, seul, avait autorité pour en régler le bon fonctionnement ou en perturber le mécanisme : «Non, laisse, c'est bien comme ça», suppliaient les échaudés, gravement déçus par de précédentes et fatales mises au point — l'instrument était encore délicat et d'humour ombrageuse, mais rien n'y faisait, certains en peaufinaient la définition jusqu'à

sa mise en berne... et l'arrivée du réparateur.

Tout ça, bien sûr, s'arrangerait. Les «étranges lucarnes» disposaient bientôt d'un matériel à la hauteur de leurs ambitions et deviendraient l'affaire de tous. De machine avec vigie et officier de pont, le petit écran devenait forum, centre de rencontres, et fouaillé sans retenue par ses utilisateurs qui n'avaient plus à craindre de «cassures de bobines» sous la dictée de manœuvres hasardeuses. Chacun désormais disposait du droit d'aller puiser à sa guise dans la ronde et lourde besace des programmes ce qui convenait le mieux à sa fringale du moment : on ne choisissait plus un menu, on se nourrissait à la carte.

ENORME provende! La pléthore s'échappait de l'écran avec chaque jour davantage de raisons de convaincre. Il fallait un fouet, une badine un peu sèche pour cerner et mettre de l'ordre dans ce Niagara. La télécommande se devait d'exister, à défaut de quoi il aurait fallu livrer avec chaque poste un préposé à la programmation, *bûler* attentif et fin politique, homme de confiance de chacun, médiateur et arbitre, juge de paix et conscience de l'autre. Tout un boulot.

«Zapping». Certains mots font leur apparition qui nous semblent si naturellement convenir à la situation qu'on ne se pose plus la question de savoir quel est leur sens, ni ce qu'ils ont vraiment en

«To zap...»



tête. «On zappe, je zappe, tu zappe...» Toujours avec persuasion, car on ne peut pas «zapper» mollement, on le sent. Il y a de l'injonction dans ce terme, de l'impudence, de l'aboiement presque. «To zap», en anglais populaire, signifie «descendre, flinguer». Voilà qui éclaire mieux notre action et fait mieux comprendre les règlements de comptes qui ensan-

glant certaines soirées familiales commencent dans le calme et la sérénité. Ce grillon du foyer — qui comme son homologue aime à se cacher, «mais où est la télécommande?» — porte en lui de terribles motifs de discorde. Son rapprochement est long, à moins qu'il ne s'agisse d'une forme camouflée de notre double, sorte

de carte d'identité où seraient inscrits nos doutes et nos frayeurs, nos fantasmes et nos craintes, nos malades et nos bons côtés. Le tout exposé à découvert...

D'un naturel brutal, l'instrument impose à son utilisateur une morale de fer. Aucune prise en main de l'objet ne se fait innocemment ni impunément : sa maîtrise impose un choix et celui-ci doit être expliqué. En se mettant en complicité directe avec son locataire, cette petite machine qui pense impose sa vision du monde et prend l'ascendant sur l'ensemble du public présent : risque que ne peut prendre celui qui a un propos à présenter ou une hardiesse à tenter. L'appareil et son manieur, le manieur et son appareil jouent ensemble. Aux autres de contrecarrer leurs projets, mais attention, si l'ustensile change de patron, la nouvelle proposition devra monter d'un cran, être plus efficace, plus «performante».

Cette appropriation de l'espace peut trouver des exploitations baroques chez certains de ces fins manœuvriers qui, mettant l'action choisie en réserve (lors de temps faibles ou de nuisances publicitaires), se lancent dans des collages savoureux où, derrière une charge de rugby, on laisse la parole à trois tirades du roi Lear, suivies d'un défilé de train, ou d'un propos de Le Pen. Ils châtient, à la recherche d'une étrangeté, d'une émotion, d'un bon ou d'un mauvais mot. Spectacle à part entière.

Toujours très adroits dans leur rythme, ils gardent en tête le thème leader et savent y revenir au moment opportun. Le «zapping» doux, à l'inverse des brisures de tempo qui cassent et mutilent l'instant sous le prétexte que «le Grand Prix ou la finale va commencer».

Objet de réflexion, de désaveu ou d'impudence, il n'est jamais aussi performant que lorsqu'il se joue sur plusieurs scènes à la fois : lors de soirées d'élections, par exemple. «Mauvais La Cinq, moyen la Une, bien la Deux», l'entend-on marmonner. Pour un peu, il donnerait son avis sur le taux de participation et la prestation des candidats. Du pain béni pour lui, ce ballet de politiques à la recherche forcée de l'ubiquité. Il les coince dans toutes leurs cabrioles, dans toutes leurs tentatives pour se justifier devant le plus de caméras possible. C'est ici le «zapping» festif, l'insatiable, le gloton.

A l'opposé de ce rôle d'agitateur public, il est d'une aide précieuse pour les insomniacs et les somnambules qui se retrouvent en sa compagnie, loin dans les obscurs, à la pêche à la lumière. Certaines chaînes ont fait tomber leur rideau, ne laissant plus à leur enseigne qu'une neige venue des premiers temps télévisuels ; d'autres jettent à leur clientèle de l'incompréhensible ou du recité. Ce n'est pas pour reconforter ce peuple de l'ombre, qu'on surprend, travaillant sur les glaces de la nuit, à écarter les flocons du bout de leur laser froid pour mesurer le peu d'images qui restent, mais c'est toujours autant de volé à l'anglaise nocturne, d'inquiétudes et de mauvais rêves détruits, descendus, flingués. Zappés.

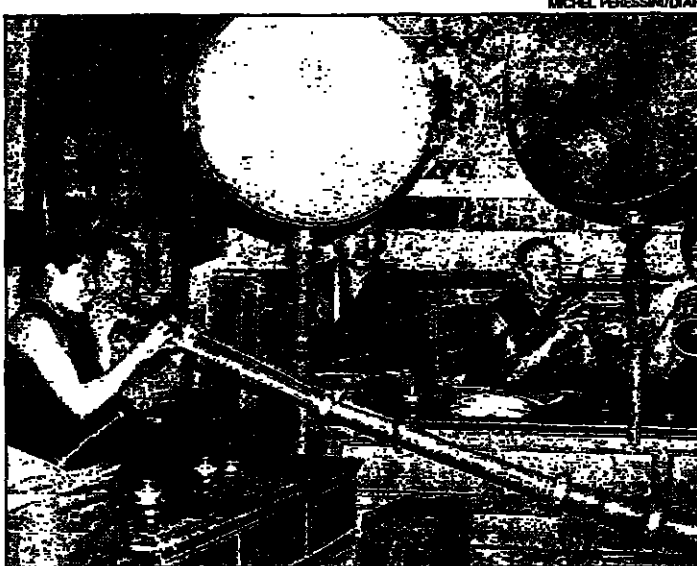
Jean-Pierre Quélén

ESCALES

Rituel tibétain au Népal

Un lama sera leur guide. Car, pour comprendre une civilisation étrangère au monde occidental, il faut un introducteur. Etonnant voyage en vérité, qui, cheminant vers les sommets, s'enfonce au cœur de la réalité du bouddhisme tibétain. Etonnant voyage car, dans le même élan, il atteint trois buts : il découvre une nature qui, aux yeux éblouis du marcheur, est un peu l'image du paradis perdu ; il donne des clés pour comprendre cette civilisation descendue intacte des hauts plateaux du Tibet s'incarnant dans la luxuriance népalaise ; et, quand la boucle du voyage est parvenue à son terme, il accorde quatre jours de découverte personnelle de «la vallée» de Katmandou. Epilogue heureux, car le voyageur est à même, alors, de mieux comprendre les symboles des temples qui parsèment les places royales de Katmandou. Patan, Bhaktapur, l'admirable stupa de Swayambunath et celui de Bodnath. Il reste que le point fort de ce voyage est Mani Ril Drup, importante fête religieuse sherpa. En un drame dansé (danse macabre, danse du sabre, danse tantrique), elle célèbre la victoire du bouddhisme sur la religion «Bon». Les moines portent des masques représentant les divinités, devenant ainsi, temporairement, divins eux-mêmes. Fête colorée où les femmes mettent leurs plus belles parures, où le son des clochettes scande la mélodie du chant religieux. Un rituel par lequel on se laisse surprendre, séduire, et où la présence du lama est indispensable. Tout au long du voyage, d'ailleurs, il explique la signification des fresques foisonnantes qui couvrent les murs des monastères, le symbolisme des instruments de musique — conques, cymbales, trompe — qui rythment le chant des moines accomplissant les

offrandes à la divinité. Ces rites sacrés auront lieu au monastère de Chivong, à la nouvelle lune de novembre. Auparavant, visite des monastères bouddhistes de la vallée de la Jensi-Khola. Le plus important est celui de Thupten-Choling, dirigé par le lama réincarné Tushig Rimpoche et où demeurent cent cinquante moines adeptes de la tradition du monastère «bonnet rouge» de Rongbuk, au Tibet.



Le monastère de Thupten-Choling au Népal.

Cinq heures de marche par jour sur les sentiers, sans portage et sans difficulté, suivant un schéma classique : montée vers le monastère, visite, passage du col, et descente pour établir le camp près d'un village. Du 10 novembre au 3 décembre, 15 400 F (vois, nuits à Katmandou, pension complète pendant le trek, tentes d'altitude). Une initiative de CIHM, 15, rue Gay-Lussac, 75005 Paris. Tél. : 43-25-70-90.

Haute couture

Elle s'appelle Miroïle Rosenberger. Depuis vingt ans, elle a roulé sa bosse de par le monde et travaillé pour les meilleurs. La voici aujourd'hui à la barre d'Ikhar (32, rue du Laos, 75015 Paris. Tél. : (1) 43-06-73-13), à la fois agence privilégiant le conseil et voyageur spécialisé dans le haut de gamme sur mesure, les voyages à thèmes et les circuits culturels. Et qui se voudrait «le choix des grands

participants au voyage, une tenue imposée : foulard et pantalon. Egalement au programme, l'Inde du Sud (du 7 au 26 mars, 21 900 F), le Rajasthan des temples et des tigres (du 21 décembre au 8 janvier et du 8 au 26 février, 24 600 F), le Festival de Paro au Bhoutan (du 17 mars au 4 avril, 32 900 F), la semaine sainte à Antigua, au Guatemala (du 15 avril au 2 mai, 26 500 F) et plusieurs circuits au Yémen, du nord au sud, de Sana'a à Aden (15 jours, 20 900 F).

Cap sur l'épargne
L'invitation est savoureuse : cassez votre tirelire et mettez le cap sur l'épargne ! En embarquant pour les Caraïbes, du 25 octobre au 3 novembre, à bord du *Costa Riviera*. Pour réconcilier les «paniers percés» avec les économies et pour assouvir la passion de l'investissement des inconditionnels du placement, Costa Croisières organise en effet, en collaboration avec le groupe Teipresse et son fondateur René Tendon, une croisière studieuse. En compagnie de journalistes spécialistes de l'économie et de la finance et de professionnels des placements. Au menu : conjoncture économique, Bourse, or, immobilier, assurances, fiscalité, patrimoine, succession, etc. Joignant ainsi l'utile et l'agréable, alterneront entretiens particuliers, ateliers de formation, conférences, débats, jeux et concours, sans oublier, croisière oblige, tous les plaisirs de la vie à bord et, une fois quitté Miami, des escales à la Jamaïque, à l'île de Grand Caïman et au Mexique pour découvrir les sites mayas de Tula ou Chichen Itza. A partir de 16 950 F par personne en cabine double (excursions en supplément) pour 9 jours Paris/Paris. En option, une extension de trois jours à Orlando (5 630 F). Signalons aux adeptes de la croisière une brochure «spécial Automne» qui propose, jusqu'à fin novembre, nouveautés et promotions pour les couples et les familles, notamment pour les vacances de la Toussaint. Renseignements dans toutes les agences de voyages.

Automne turc

A en croire la légende, le jardin d'Eden se trouvait quelque part sur la côte turquoise. En Turquie. Appelée également côte Lydienne l'endroit, il est vrai, ne manque pas d'allure avec son arrière-pays dominé par les cimes mauves des monts du Taurus, avec sa végétation de palmiers, d'orangers et de lauriers roses, ses plages et ses criques bleuies. Ici, la mythologie se fait familière et l'histoire s'inscrit dans le paysage. Ainsi, c'est dans les jardins de Daphné que, pour échapper aux assiduités d'Apollon, la nymphe se serait transformée en laurier, et c'est à Tarsus que Marc Antoine rencontra Cléopâtre. Sans oublier les nombreux sites archéologiques et la douceur d'un climat qui permet de profiter de la mer et des plages jusqu'en novembre. En séjourant, par exemple, dans l'un des deux Novotel Evasion (réservation centrale Résinter, au 60-77-27-27, et chez Jet Tours) qui y ont élu domicile : l'Aquamarine, à Kemur, dont les 250 chambres sont réparties dans des pavillons situés dans une pinède en bord de mer, et le Turquoise, à Side, aux 257 chambres disposées autour de jardins intérieurs. La ville d'Antalya est proche, avec ses maisons de bois, son minaret cannelé, son port et ses ruines romaines. En octobre, une semaine coûte respectivement 4 750 et 4 450 F par personne, en chambre double et demi-pension, transport inclus. Alternative : Marmara (dans les agences et au 42-80-55-66) propose d'embarquer à Bodrum, Marmaris ou Antalya, à bord d'un catamaran, élégant et spacieux golette en bois. Croisières de 8 jours, à partir de 3 270 F par personne en pension complète, au départ de sept villes françaises. Prix tout aussi attractifs chez Pacha Tours (grand spécialiste de cette destination), Chorus et Fram, tous les trois vendus dans les agences de voyages.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramaré

TELEX

Journée nationale du cheval, dimanche 22 septembre : plus de 800 manifestations, dans plusieurs centaines de villes. Spectacles, compétitions, randonnées, baptêmes d'équitation. Renseignements : (1) 42-56-80-80.

L'Inde à la loupe avec trois nouveaux guides. Chez Hachette, l'édition 91/92 du *Guide du routard* «Inde, Népal, Ceylan, Tibet» (64 F). Chez Arthaud, *Inde du Nord* (150 F) accompagnée d'un *Mexique/Guatemala* (170 F), d'une *Hongrie* (115 F), d'une *Allemagne de Berlin à Welnar* (130 F) et d'une *Argentine/Uruguay/Paraguay* (100 F). Chez Solar, la *Vie en Inde* (85 F), dans l'excellente série des Guides-Contacts (elle se distingue par son ouverture sur la vie quotidienne des pays décrits) où figurent également des ouvrages sur les États-Unis, la Grèce, le Mexique, la Thaïlande, l'Espagne et la Chine.

Semaines promotionnelles à l'hôtel Atlantik d'Anglet-Chiberta, sur la côte basque. Les adeptes de l'arrière-saison bénéficieront, d'octobre à décembre, d'un forfait de 5 900 F par personne en chambre double pour une semaine en pension complète, une cure de thalassothérapie et l'accès aux parcours hydromarin et à l'Aqua Espace.

Troubadours et jongleurs feront revivre, en la jolie petite ville d'Orthez, la vie de cour au temps de Gaston Fébus, comte de Foix. Du 24 septembre au 6 octobre : concerts de troubadours, exposition d'instruments anciens, conférences. Renseignements : Association Fébus 91, tél. : 59-69-12-81.

Croisières d'automne chez Chandrais qui, à bord du paquebot *The Azur*, programme les grandes capitales de la Méditerranée (du 21 au 31 octobre, de Toulon et Nice, à partir de 6 665 F), les îles Canaries (du 15 au 28 novembre, de Gênes, à partir de 7 925 F) et une croisière jazz (du 31 octobre au 4 novembre, de Nice, à partir de 2 250 F). Pour les deux premières, les pré et post-acheminements en train sont offerts au départ des principales villes de France. Renseignements : agences et au (1) 40-41-09-22.

هكذا من الأصل

سكننا من الاول

Jadis cépage des rois de France, aujourd'hui emporium du petit commerce maghrébin, la Goutte-d'Or, ce quartier parisien tracé vers 1830, au moment de la conquête de l'Algérie, est devenu par une sorte de retournement historique le grand rendez-vous de la Berbérie et de l'Afrique.

HORIZON funèbre de la Goutte-d'Or. « Je ne puis plus voir une grue de chantier sans penser à une gigantesque croix dressée sur un champ de ruines », soupire ce commerçant algérien en nichant prestement une pincée de tabac — la fameuse *chemma*, « rendrade » — sous sa lèvre supérieure. La chemma, véritable lavande du Maghreb, se fait de plus en plus rare en Algérie, où les amateurs ne se remémorent jamais de l'installation en Belgique du Davidoff constantinois, Benachour, lequel continue néanmoins d'aromatiser les palais des fidèles de France et de Goutte-d'Or.

Oui, mon frère, vous répétez-on avec tous les accents, la Goutte-d'Or signifie goutte à goutte, gouttière après gouttière, immeuble par immeuble. Excavatrices, « bulis » et marteaux piqueurs s'acharment sur son corps rabougri, creusent ses entrailles, édifient sa tombe. Un enterrement de première classe. On pourrait désormais en faire revivre l'histoire de A à Z. A comme Arabes et Africains qui s'accrochent stoïquement à ses murs, Z comme Zola qui y logea la blanchisseuse Gervaise et y ouvrit l'estaminet l'Assommoir, théâtre et titre du roman paru en 1877.

Qui honorerait les quartiers de noblesse de cette butte, française depuis le Moyen Âge, lorsque la Ville de Paris prit coutume d'en offrir le vin, chaque année, au roi

main-forte, liquidant les frères ennemis du Mouvement nationaliste algérien (MNA) de Messali Hadj ; contraignant les policiers du commissariat à vivre assiégés derrière un rempart métallique.

Trente ans après son émancipation, l'Algérie imprègne autrement ce quartier : avec ses fils, ses mœurs et ses problèmes.

Barbès-Rocheschausart : « Tout ce qui reste de la politique arabe de la France après la guerre du Golfe », lâcha narquoisement l'ancien ministre d'Etat Michel Jobert, un matin de *Pax americana* ! Encore heureux ! Mais pour combien de temps ? Barbès, un nom, un bazar, un boulevard aussi fameux dans le Maghreb profond que les Champs-Élysées dans la *middle class* anglo-saxonne. Les jeunes Algériennes bien nées rêvent d'y commander leur trousseau. La Mecque du prêt-à-porter.

Voyez cette femme âgée en sur-tout vert amande et la jeune fille au jupe plissée rose qui sortent du métro. Elles ne remarquent pas l'énorme inscription arabe, griffonnée à la craie sur le mur de la station, « *défense de pisser* ». Pas question pour elle, naturellement, de risquer un orteil au « marché des voleurs » qui prospère à l'ombre ténébreuse du métro aérien. Un grouillement de faux badands et de vrais oisifs — dont le chic emprunté accentue le côté louche — proposant qui une chaîne « en or », qui un lot de slips, qui des chemises « Lacoste ».

En furetant vous trouverez bien d'autres choses : des tests de grossesse, des tensiomètres électroniques, si le cœur vous en dit, sinon du haschisch, si cela vous chante. On se faufile, entre les « frères ». On jauge. On scote à l'estime. Mais le part dont l'allure guillerote et le bermuda jurent avec l'environnement monstachu, que peut-il bien chercher ? C'est un *atlat*, « donneur », autrement dit un homosexuel passif dans le jargon algérien, vous sifflera ce jeune Sétifien. « *clando* mais pas clando » qui propose tout simplement de vous vendre la veste qu'il porte.

Le coin boulevard Barbès-boulevard de la Mosquée, pardon de la



La rue de Chartres

Pos catholique, la Goutte-d'Or ! En 1967, l'architecte Pierre Dufay prône la démolition de « quartiers aussi peu glorieux que la Goutte-d'Or ». La mairie de Paris entame à partir de 1983 une procédure de « résorption de l'habitat insalubre ». L'enquête décrète « inhabitable » près d'un tiers des immeubles. Place aux pelleteuses !

« La Goutte-d'Or est noire quartier. Nous détruisons continuer à y vivre », lit-on dans l'Appel des cent lancé en 1984 par des habitants du cru. Une association Paris-Goutte-d'Or (3) négocie depuis pied à pied avec la municipalité pour sauver autant que faire se peut meubles et immeubles.

Il n'empêche. Les maisons tombent comme des dents cariées tout le long de la rue de la Goutte-d'Or. Celles qui les remplacent, boîtes de béton reposant sur les arcades, façades trouées de carrés de verre sombre, dépourvues de volets comme des yeux privés de paupières, ressemblent à des bridges dentaires. Devant chaque entrée veille une espèce de vigile vêtu d'une combinaison hésitant entre le balayeur et le CRS. Sur les touches de l'interphone, point de noms mais uniquement des numéros d'appartements. Les nouveaux venus se font discrets. Des clandestins à leur manière.

Des familles d'émigrés accèdent quand même aux nouveaux immeubles, rappelle le cheikh Abdelhamid Zebentout, l'imam sans mosquée de la Goutte-d'Or, comme il se définit. Chéchia, barbe, djellaba, chaussettes et chaussures blanches comme neige, ce farfadet, façon abbé Pierre de l'islam, sacerdosse et grèves de la faim en moins, tresse des lauriers à Jean-Pierre Pierre-Bloch, l'ex-député RPR. « Il a fait fermer tous les bordels ! » Ah, les bordels de la rue Charbonnière ! L'assouvir a fait long feu. Mais les gageuses remerciées, voilà que des « donneurs » maghrébins les remplacent au pied levé, hantant bruyamment des cafés miteux. Cela pour le côté cour des miracles de la Goutte-d'Or.

Côté jardin, il reste ces « boucheries islamiques de viandes » bon marché, où une foule débon-

quée El Fath et de l'église Saint-Bernard, qui se fait toute petite, s'active une succursale de l'Eglise du Nazaréen « évangéliste, protestante », autant dire américaine. Avec pasteur portugais, officiant copte égyptien et fidèles en bonne partie « musulmans baptisés » !

Toutefois, le Maghreb et, dans une moindre mesure, l'Afrique noire sautent aux yeux. Bouvons, fitchis, linge au balcon, enfants et vieillards sur les pas de portes, déchaînement des transistors à travers les fenêtres ouvertes font battre encore le cœur de ce joyau rouillé de Panama. Quant à son poumon économique, les échoppes et le superbazar Tati, que deviendrait-il sans l'argent frais des clients affluant du Maghreb parmi lesquels ces *irabendistes* (4) algériens faisant régulièrement immense provision de camelote pour la refiler à prix d'or au pays. Le paradis du prêt-à-colporter.

Depuis l'imposition, sous le gouvernement Chirac, d'un visa aux Maghrébins, une partie de « nos clients, en majorité algériens, font leurs courses en Espagne, en Turquie ou au Maroc », gromelle un commerçant. Et d'ajouter : « Maintenant, ce même Chirac en veut à nos murs. » Mais nos enfants sont Français ! s'indigne-t-il ! Tout compte fait, le chiffre d'affaires baisse.

« Chadda-fi-Allah ! » Point d'autre appui qu'en Dieu ! lit-on sur des calligraphies vendues dans les librairies islamiques des rues Polonceau et Myrrha. « *God bless our home* ! », clament d'autres inscriptions en anglais, on se demande bien pour qui. Pour autant, il faut se rendre un jour et une veillée du mois de Ramadan, période bénie de privations et de bombance. Certes, le « marché des voleurs » ne baisse pas rideau — il n'en a pas, — mais les prostituées des deux sexes vont se faire avoir ailleurs. Il y flotte alors un vrai parfum de médina. L'odeur du pain au sésame règne. Les gargottes se mettent sur leur 31 durant trente jours de jeûne

La Goutte-d'Or



PHOTOS DARRYL EVANS/VI

de France. D'où l'appellation Goutte-d'Or, attestée dès 1474. La première esquisse du quartier remonterait à 1720 lorsque les Messieurs de Saint-Lazare, le ressuscité des Évangiles, ouvrirent un sentier pour relier le faubourg de Gloire, aujourd'hui rue Marx-Dormoy, à la rue des Poissonniers, qui devint le chemin du hameau de la Goutte-d'Or vers 1814.

N'allaient pas tarder à en découler les rues de la Goutte-d'Or et Jessaint. Cinq moulins jaillirent du sol, sous lesquels on découvrit une nitière qui devait copieusement fournir en salpêtre la régée des poudres de l'Etat. Le vin, la farine, la guerre. Le destin de la Goutte-d'Or était ainsi bouclé.

La Goutte-d'Or s'étioffe, s'anime et rayonne à partir de 1830 au moment même où la France s'offre l'Algérie. Qui aurait dit que, près d'un siècle après, les Algériens allaient renvoyer la balle et convertir abruptement ce faubourg en djebel urbain ? Le Front de libération nationale (FLN) « occupa » la Goutte-d'Or, forçant, au besoin, les émigrés à lui prêter

Chapelle. La ruée du supersouk Tati. Les échoppes répandant sur les trottoirs leurs trop-plein de brio à bric-à-brac. Cantines hautes comme des cerceaux, ventilateurs sur trépied, cafetières à vapeur, horloges murales avec maquette de la Kaaba, transistors, cadenas géants, piles de piles, le tout répandu pêle-mêle, sur les monstres de savonnettes, de lames à raser et de broches à dents, dures à vous dépecer les gencives. Sans oublier le rayon des « sulpicières » islamiques, chapelets, corans miniatures, toutes ces « clés de paradis », fabriquées en Chine. Voilà le catalogue des rêves du Maghreb profond.

Une poussiéreuse enfilade de mesures à cinq étages, portes condamnées, fenêtres aveuglées et de boutiques ayant pignon sur rue, débordantes d'étoffes bayadères. Sur les trottoirs, la presse française et arabe du trimestre en lambeaux jaunes, les éphémères des pastèques de la veille et des chats malheureux comme des chiens battus. Des prostituées « algériennes », affirment les Marocains ; « marocaines », jurent les Algériens — ratatinées

comme des figues sèches, avec des gueules de boxeur tatouées, bref des « grands-mères dévergondées », lambinant. Mais, aussi bas que choira l'être humain, il désignera toujours plus bas que lui : elles repoussent d'un air renfrogné les avancées des Noirs.

Ici, on fait de tissu social, on ne voit que les tissus tout court. Lamés, soutachés, satinés, paillés mais aussi mousselines, soieries... Merveilles du toc. On y vient « pour ça » du fin fond de l'Algérie. Les clients à la page déclinent les noms des plus prisés de ces tissus de mensonge : Las Vegas, Dallas, Pamela (une des héroïnes de cette série d'or noir), Elvis Presley. Plus haut de gamme : Moustaches de Chadli ; le luxe : Saddam Hussein, un lamé orné de feuillages dorés. Le bas de gamme : un satin de bazar baptisé... *Arable Stoudite maudite*. De quoi garnir un trousseau explosif !

Mille et une nuits de pacoille. Nulle trace de cette Goutte-d'Or où « la senteur du thé à la menthe, la douceur du loukoum et la com-

plainte d'Oum Kalsoum vous enveloppent de tous les sortilèges de l'Orient ». Mais cet Orient riant ne serait-il que « mensonge et poussière », selon le verdict désabusé d'un personnage du romancier Nicolas Soudray (1) ?

Goutte-d'Or fidèlement chantée par des générations d'artistes tels que Carco, Carné, Prévert, « à l'exception, bien sûr des existentialistes, tous occupés de leurs masturbations intellectuelles à Saint-Germain-des-Près », ironise un subtil connaisseur de l'âme de Paris (2). Puis tombée en disgrâce, sous la coupe à double fond des urbanistes et des promoteurs, la Goutte-d'Or finissait par avoir mauvaise presse sur tous les plans.

Le boom économique des années du twist propulse ouvriers et artisans français vers d'autres quartiers pour fixer en leur lieu et place Maghrébins et Africains fraîchement descendus du djebel ou accourus de la brousse. Une Afrique de célibataires mâles s'installe. Les bars et les bordels prospèrent.

naire vient faire le plein de couffins, de têtes, de cœurs, de foies, de rognons et de pieds de bêtes tués selon le rite islamique. C'est que le Maghrébin nourrit une relation « affective » avec la viande, ce don du ciel. Des mendiants, loqueteux comme il se doit, sollicitent la pitié des Croyants : « Allah vous le rendra au Paradis ! »

Des épiceries proposent toujours le suave ordinaire du Maghreb, menthe et coriandre frais, lait caillé, huile d'olive, olives, racines de noyer pour curer les dents. Il faut le sacré optimisme de l'islam pour maintenir dans la désolation de la rue des Gardes cette aptitude *sui generis* à créer des airs de fête à partir de petits riens.

Le croissant s'affiche au grand jour, mais il se pratique dans la pénombre. Rue Polonceau, la mosquée El Fath, la « Conquête », occupe un sous-sol à la moiteur aigre. L'islam des catacombes. Sur le trottoir d'en face, un « temple bouddhique », incongru dans cette allée islamique jusqu'au bout des angles. Un peu plus loin, rue Myrrha, à un jet de prière de la mos-

diurne. Le thé à la menthe coule à flots jusqu'aux lueurs de l'aube. La Goutte-d'Or devient une maison dont les rues seraient les couloirs et les places les patios. Le don de l'islam de se jouer de la pauvreté.

Et l'on se prend à rêver. La Goutte-d'Or réhabilitée dans le respect de son physique, les émigrés habilités à y rester avec âmes et bagages, voilà qui marierait joliment la manière de construire parisienne et l'art de vivre musulman. Alors, même s'il ne reste de la politique arabe de la France que ce quartier de noblesse retrouvée, ce sera toujours ça de gagné !

Slimane Zeghidour

(1) Le Maître des fontaines, Denoël, 1978.
(2) Louis Chevalier, préface d'un splendide et pertinent ouvrage collectif, La Goutte-d'Or, faubourg de Paris, Hazan, « Archives d'architecture moderne », Paris, 1988, 310 p.
(3) 27, rue de Chartres, 75018 Paris.
(4) Contraction algérienne de l'espagnol « contrabando », contrebande.

La Mongolie sans faucille ni marteau

Suite de la page 17

Toutes ces marchandises iront alimenter le commerce parallèle d'Union soviétique. Ironie de la géographie urbaine communiste : l'endroit se trouve au pied d'une grosse bâtisse construite dans les années 50, avec l'assistance des architectes soviétiques, en vue de loger les diplomates et experts des pays « frères » d'alors.

A moins qu'il ne prenne le Transsibérien via la Mandchourie pour gagner Moscou, ce petit monde va retrouver dans le train Pékin - Oulan-Bator une autre

catégorie de marchands : les Chinois et les Mongols, qui ne cessent de « faire la ligne » entre les deux capitales, mais à la tête de chargements autrement plus conséquents. Ce sont des compartiments entiers que chacun de ces mercenaires de l'échange loue pour acheminer les marchandises les plus variées, entassées dans une quantité invraisemblable de cartons, de sacs et de valises qui ne laissent en général à leur propriétaire qu'un maigre espace sur la couchette pour passer plus de trente heures de voyage. Et c'est à l'approche de la frontière sino-mongole, en fin de soirée, que se précise l'importante partie qui va se jouer.

Le préposé du wagon a déjà effectué, tout au long de la journée, une présélection des compartiments affichant les affaires les plus prometteuses. A la dernière gare avant la frontière, un douanier chinois est monté pour engager des conversations plus précises avec les passagers à haut profil commercial. Quand le train s'immobilise en gare d'Erenhot (dite Erlian par les Chinois), les transactions sérieuses commencent. Dans les bureaux douaniers de la gare, d'abord, puis, une fois que le convoi est revenu des ateliers, nanti de bogies à l'écartement conforme au réseau soviétique, à bord des wagons, face à la marchandise. Il s'agit de déterminer quelle portion de biens en nature chacun des négociants abandonnera « volontairement » à la

douane, sur une base plutôt privée, de façon à éviter une taxe à l'exportation en bonne et due forme. En duo, les uniformes se succèdent dans les compartiments, la porte coulisante prestement refermée sur ce petit monde secret. Au bout d'un moment, la porte se rouvre, une valise remplie est dirigée, dans un mouvement feutré, vers la sortie du wagon, s'engouffrant dans l'obscurité du quai. Puis une autre. Puis, d'un autre compartiment, un gros baluchon...

Le ballet dure des heures. Il est scindé en deux actes très semblables, hormis les costumes : après le premier à la douane chinoise, c'est au tour de la douane mongole, de l'autre côté de la zone frontalière, de prélever son dû. La vodka et la chaleur aidant, la tension peut monter entre négociants et douaniers, d'une part, et entre Chinois et Mongols, d'autre part. Jusqu'à parfois en venir aux mains. Tant pis pour l'horaire, on règlera d'abord son compte au récalcitrant avant de laisser partir le train, demain matin peut-être...

« Les Chinois m'en ont pris pour 200 dollars », se lamente le marchand mongol. Puis, quelques rasades plus tard : « J'ai perdu 2 000 dollars dans cette affaire... » On ira jusqu'à 20 000 dollars sans qu'on sache, au fond, s'il n'a pas plutôt gagné de l'argent. Mais bientôt ressort, du brouillard de son discours, une certitude : « Communistes ! Ce sont des communistes ! J'emmerde les communistes ! » L'homme se dit confondateur d'un parti démocratique d'Oulan-Bator, qui a contribué, en 1990, à faire évoluer de façon pacifique la deuxième plus vieille dictature léniniste du monde. La politique, il connaît, même s'il préfère aujourd'hui le négoce.

« Ce dont la Mongolie a besoin, c'est du capitalisme », James Baker, les Japonais, l'Europe. Par contre, les Chinois, ces communistes, je m'en méfie... » On ne saura pas s'il se méfie des Chinois parce qu'ils sont communistes, ou de ces communistes-là parce qu'ils sont chinois. Mais, en quelques mots,



l'homme a bien décrit la nouvelle donne mongole : ce que les Britanniques avaient surnommé « the Great Game », la lutte d'influence dans l'immense région s'étendant entre la Chine proprement dite, la Russie, l'Empire ottoman, le « Grand Jeu », donc, est réactivé en Mongolie. Ces confins offerts aux convoitises coloniales depuis l'apparition de l'Histoire, et dont la Mongolie a fait partie dès lors qu'elle eut cessé elle-même, au quatorzième siècle, d'imposer au monde la loi du plus grand empire jamais constitué en termes de ter-

re, son heure est venue après la faillite communiste. Il attend avec impatience, pour la consacrer, l'arrivée du dalaï-lama, chef de la secte des bonnets jaunes à laquelle appartient le clergé mongol. La visite, initialement prévue pour l'été, a été reportée, afin de ne pas courroucer la Chine, dont le chef d'Etat s'appropriait à se rendre à Oulan-Bator. Déjà, le dieu-roi du Toit du monde en exil s'est rendu à Oulan-Oudé, la capitale du pays bourlat, celui des Mongols soviétiques, près du lac Baïkal. Et ce vieux moine au visage de gar-



ritoires conquis. Et les inventeurs britanniques du « Great Game », s'ils n'ont plus d'empire des Indes à préserver, ne sont pas parmi les derniers à se montrer à nouveau dans le secteur.

D'où l'intérêt des personnages qu'on rencontre à Oulan-Bator dans le fameux bar, point de ralliement des visiteurs et seul véritable établissement nocturne de la seule véritable ville de Mongolie. C'était clair dès avant le putsch conservateur manqué de Moscou, ça l'est encore bien plus après l'éclatement de l'Union soviétique : ils participent à une histoire politique en cours. Ce sont des pionniers, chacun à sa manière.

Tel fonctionnaire international de passage, comme par hasard américain, travaillant vraisemblablement à ses heures, pour des institutions moins ouvertes que le département d'Etat, le dit sans ambages, en commentant le haut profil adopté par les Etats-Unis à Oulan-Bator depuis deux ans : « Nous ne sommes pas ici pour les ressources naturelles de ce pays. Ce que nous faisons, c'est de la politique. Parce qu'après la Mongolie, il y a, d'abord, d'autres pays communistes de la région et, aussi, la Corée à venir... » On songe avant tout, dans ces conversations, au siècle prochain. Celui où il faudra bien être présent, pense-t-on, dans des régions qui pourraient tomber dans une réédition, sous une forme ou sous une autre, de la fameuse zone de prospérité asiatique, de nipponne célébrité. Les Japonais, eux, ne se contentent pas, ou très peu. Mais leurs actions confirment qu'ils ne voient pas seulement leur implantation d'un point de vue économique, eux qui flattent en particulier le renouveau d'intérêt pour la légende de Gengis Khan, interdit de culte sous la domination soviétique.

Le « Grand Jeu », qui vise à redéfinir les zones d'influence sans nécessairement toucher aux frontières, on le retrouve aussi au temple ou dans les bureaux piétinés installés du parti bouddhiste, vaguement intégriste. Là, le moine-éducateur-magistrat sait

gouille acquiesce avec jubilation quand on lui demande si n'est pas en train de se reconstruire une identité culturelle tibéto-mongole dont le lamaïsme a longtemps constitué l'armature.

L'héritage soviétique que la Mongolie rejette aujourd'hui n'est pourtant pas seulement fait, heureusement, du délabrement avancé des services publics, ou de ces musées, non sans intérêt mais terriblement poussiéreux, que compte Oulan-Bator, ou encore du souvenir de certains Mongols, d'un âge déjà avancé, de l'époque où leurs parents les avaient affublés de prénoms aussi poétiques que « URSS » ou « MELS-DOR » (pour Marx, Engels, Lénine, Staline, avec une finale sonnant comme un vrai prénom mongol). Il est aussi fait d'intellectuels et de hauts fonctionnaires, pour déplorer les piètements enregistrés dans la transition vers une économie de marché : « La conscience est en retard sur l'être » (en français dans le texte). Rien à voir, décidément, avec l'image de rustres laissée par les hordes de Gengis Khan en Occident.

Mais le « Grand Jeu » ne se joue pas seulement entre Grands, à coups de dizaines d'enseignants du Peace Corps américain ou de fonds secrets manipulés par les communistes religieux renais-santes. Il existe à tous les niveaux, sur cette terre quasiment vierge, l'estée seulement du poids considérable d'un passé lointain. Il se joue pour ce linguiste de Boston qui aide à informatiser l'ancienne écriture mongole, un temps abandonnée pour le cyrillique, remise à présent au goût du jour. Il se joue pour cet homme d'affaires français, nationalité rare en ce pays, si l'on excepte les touristes venus s'adonner à la passion du cheval dans le plus grand ranch du monde, aux horizons vertigineux.

semble-t-il, en avance sur les premiers, en route vers des fouilles sérieuses. Question de moyens.

Il se joue encore pour ce couple de jeunes Mongols instruits, qui pourraient faire jouer leurs relations pour partir à l'étranger mais préfèrent demeurer sur place. « Ce pays est quand même fascinant », dit-il, lui qui a réussi à quitter le secteur peu rémunérateur de la traduction étatisée pour celui, en plein devenir, de la banque, avec un œil sur la Bourse dont l'ouverture, début septembre, permettra à l'Etat de brader son patrimoine déprécié auprès du secteur privé. Elle, a un père mongol, une mère géorgienne, et ne rêve que d'une chose : « Trouver ma place dans une Mongolie normale, où toutes les opportunités sont ouvertes ».

Le « Grand Jeu », à une échelle toute relative, se joue même pour ces anciens experts soviétiques, qui ont décidé de rester en Mongolie pour se lancer dans le commerce ou toute autre occupation lucrative, plutôt que de retourner aux dînettes de la mère patrie. Ils ne se montrent guère, eux, mais ils sont là aussi, quelques dizaines selon les uns, centaines selon tel autre. « Pieds noirs » du soviétisme, ils n'ont qu'une certitude :

ce pays peut offrir, surtout avec la proximité de son voisin chinois, encombrant mais prospère par rapport à leur patrie, des perspectives bien plus intéressantes que la mère Russie ou ses dépendances.

De moins en moins discrets, eux, sont les marchands chinois. Le début des années 80 avait vu une tension marquée entre les deux voisins, dont les relations n'ont jamais été faciles. Après tout, la Chine fut, dans les faits, une colonie mongole pendant un siècle, à partir de 1271, et ne l'a toujours pas acceptée, au point de distordre encore l'image des Mongols pour en faire une simple minorité nationale chinoise, ce qui irrite au plus au point les intéressés. Gengis Khan, vous dira tout Mongol qui se respecte, est mort en soupirant, à l'intention de ses descendants : « Méfiez-vous des Chinois ! »

C'est pour faire contrepoids à l'influence rivale de la Chine et du Japon que la Mongolie s'était placée sous la protection des Russes au début du siècle. Celle de Lénine, plus envahissante, lui a quand même permis de préserver son identité de manière plus nette qu'il n'aurait été possible sous un protectorat chinois plus ou moins déguisé. L'ennemi historique, quoiqu'on en dise officiellement, reste la Chine.

S'en méfier, aujourd'hui, est une chose ; la laisser revenir, par ces marchands appelés à revigorer une économie desséchée par soixante-dix ans de communisme soviétique, en est une autre, visiblement prioritaire. Un petit hôtel, un restaurant de canard pékinois, une pénétration régulière des produits chinois sur l'indigent marché local, tout en témoigne. Les risques ? Une pile de prospectus posée sur les comptoirs de ce restaurant chinois les montre à l'évidence : « Voyages organisés en Mongolie-Intérieure par le service de voyages de la Ligue de la jeunesse communiste - Visitez la Mongolie ! » (sous-entendu : celle de Chine, peuplée de deux millions de Mongols et... près de vingt millions de Chinois). Le « Grand Jeu », toujours.

Il ne prendra sans doute jamais fin, tant il est inscrit dans les gènes de la Mongolie, vouée par sa position à servir d'otage, ou de tampon, ou de tremplin, selon les forces en présence autour de ses steppes immenses, peuplée de dix fois plus de têtes de bétail que d'hommes. Il en va ainsi depuis la fin de l'âge d'or qu'avait ouvert le règne de Temüjin, alias Gengis Khan. L'âme inquiète de ce peuple peut tout de même s'en remettre, pour préserver son intégrité, à l'extraordinaire instinct de conservation qu'elle a hérité du Loup bleu.

De notre envoyé spécial

Francis Deron

► A lire : *The Great Game, on Secret Services in High Asia*, de Peter Hopkirk, John Murray, Londres, 1990 ; *Le Milieu des empires*, de René Gagnat et Michel Jan, Laffont, Paris, 1990.

CORRESPONDANCE

Flevoland et « Batavia »

Dans l'article sur le Flevoland (« Le Monde sans visa » du 3 août), M. Henri Bourgeois, de Bruxelles, déplore l'absence de « l'un des points d'attraction les plus fascinants du Flevoland, encouragé comme tel par les autorités locales. Il s'agit du chantier de construction, à Lelystad-Haven, du Batavia, un de ces navires de haute mer de la Compagnie des Indes orien-

tales. Cette construction en bois à l'ancienne d'un vaisseau de 50 mètres de long, avec 53 mètres au plus haut du grand mât a été entamée en 1985 par un charpentier de marine visionnaire (Wilhelm Vos). Elle est réalisée par une cinquantaine de charpentiers, ainsi que par des spécialistes dans d'autres métiers (poules, cordages, voiles, sculpture sur bois). C'est une expérience passionnante ».

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE***NN

5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48

A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06500 MENTON

HÔTEL-VILLA NEW-YORK***NN

LOGIS DE FRANCE

Chambres grand confort, climatisées, TV
couleur, téléphone direct, vue panorami-
que, jardin, parking clos. La tranquillité à
100 m des plages. Forfait 7 J/7 N en
1/2 pension à partir de 1 500 F.
DOC : tel. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

06500 NICE

HÔTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**

73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LLAS

HÔTEL LLAS GAMBETTA**

223, avenue Gambetta

Tél. : 43-62-85-60

Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27

Chambres lasonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION

AUX BAUX-DE-PROVENCE

LE MAS DE L'OULIVIE***

Un nouvel hôtel grand confort.

avec 30 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
paysagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.

Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 96-54-35-78. Fax : 96-54-44-31.

Afrique

BURKINA-FASO

HÔTEL EDEN PARK****

100 chambres - 10 suites - bars -

4 restaurants - night-club - boutiques

Antenne télévision parabolique. Hôtel

situé à 5 minutes de l'aéroport

01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.

Tél. : 31-14-86 - 31-14-87.

Tél. : 3224 - Fax : 31-14-88.

TOURISME

LA MAISON BLEUE

Un automne de charme

à Riquewihr - Alsace

Maison du 16^e s. Rénovée.

Appart. 2-4 pers. 1 600-1 800 F/sem.

Tél. : 89-27-24-61/89-27-53-59.

Fax. 89-27-33-61.

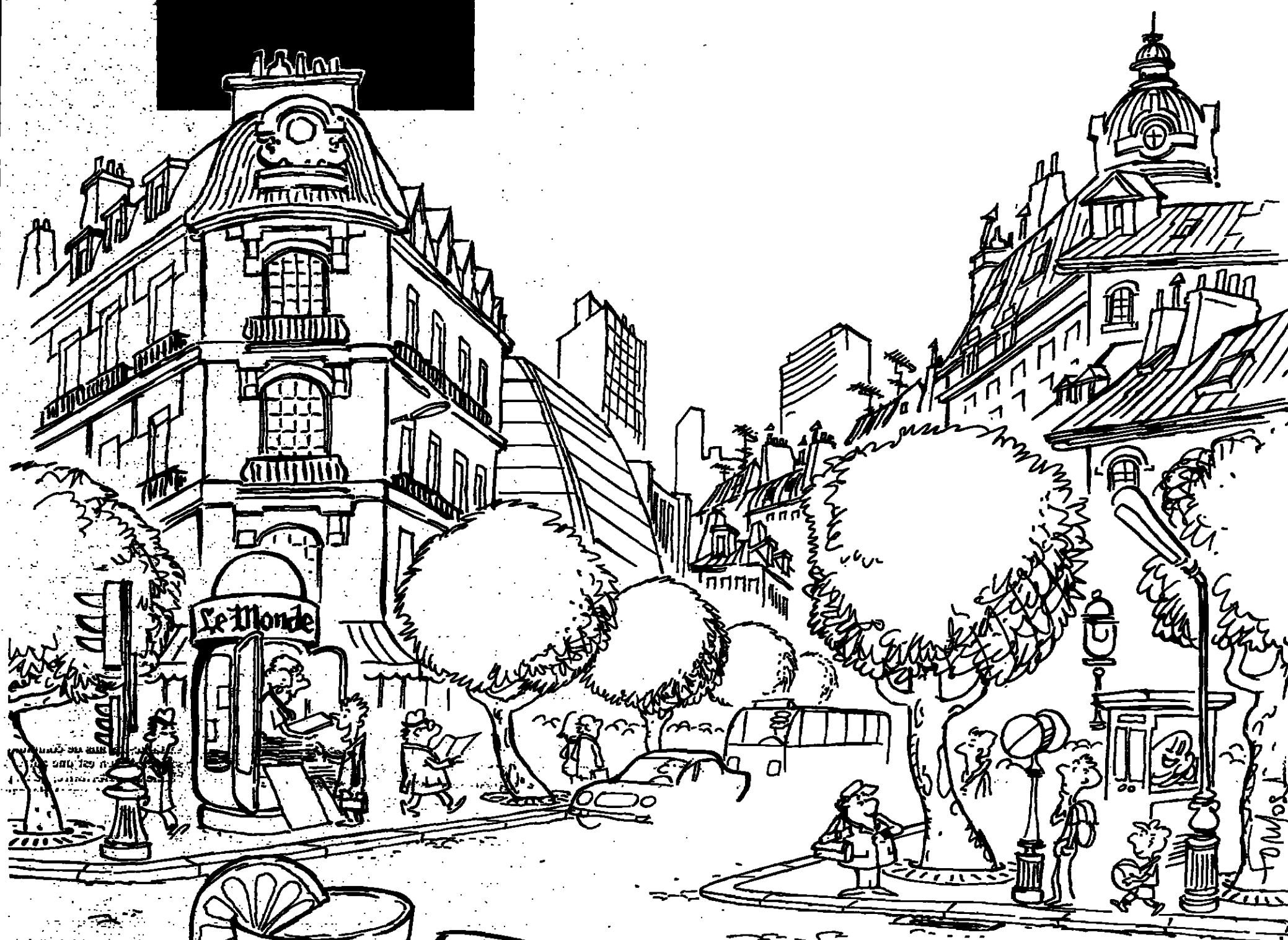
مكتبة الأصل

حکذا من الاجل

Le Monde • Jeudi 28 septembre 1991 • 21

Le Monde • Samedi 21 septembre 1991 • 21

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde
INITIATIVES

Bridge

n° 1452

PLUS FORT
QUE L'ORDINATEUR

Le fameux champion anglais Forrester a mieux joué qu'un ordinateur dans cette donne d'une émission de télévision anglaise.

♠ DV97
♥ 108
♦ R632
♣ A85

♠ 10
♥ DV64
♦ D103
♣ RD107

♠ 82
♥ 9732
♦ V94
♣ 9632

♠ AR6543
♥ R5
♦ A75
♣ V4

Ann. : N. Don. Tous vul.

Ouest Nord Est Sud
Mahn. Kecha Sundel. Forrester.
passe 1 1 1 1
2 3 3 4

Mahmoud Zia en Ouest a entamé le Roi de Trèfle pour le 3, le 3 et le 4 de Trèfle, et il a continué avec la Dame de Trèfle. Comment Forrester, en Sud, a-t-il réussi QUATRE PIQUES contre toute défense, les atouts étant 2-1?

Réponse :

Manifestement, Ouest a l'As de Cœur, et il semble y avoir deux Cœurs, un Carreau et un Trèfle à perdre. La déclaration doit cependant comprendre que si les Carreaux sont 3-3, le quatrième Carreau du mort pourra s'affranchir et procurer une défausse pour un Cœur.

Une première solution consiste donc à prendre avec l'As de Trèfle, puis à jouer tout de suite le 2 de Carreau pour fournir le 7 et Est met le 4. Ouest prendra, mais Sud aura alors le temps, quand il reprendra la main, de battre atout et de tirer As, Roi et 6 de Carreau maître.

Malheureusement, il suffit que Est fournisse le 9 de Carreau pour que ce plan s'effondre si Ouest n'a pas la Dame Valet 10 à Carreau. Or il y a une ligne de jeu impeccable si les Carreaux sont 3-3 et si Ouest a la Dame de Trèfle comme il l'a indiqué. Avez-vous trouvé cette ligne de jeu gagnante?

Voici la bonne solution, celle du champion anglais Forrester : Sud laisse passer le Roi de Trèfle et, quand Ouest a joué la Dame de Trèfle à la deuxième levée, Forrester a encore laissé passer l'As de Trèfle à la troisième levée. Ensuite l'As de Trèfle a permis de jeter un Carreau, puis Sud, après avoir tiré l'As de Carreau et le Roi de Carreau, a coupé le troisième Carreau, et il est remonté au mort à l'atout pour jeter un Cœur perdant sur le 6 de Carreau affranchi.

Bien entendu, le computer n'a pu trouver cette solution car il a pris

RAISONNEMENT
METHODIQUE

Ce coup de flanc, réussi il y a une quarantaine d'années par Albaran, est fameux. Il montre comment il faut raisonner pour trouver la meilleure défense.

Cachez les mains d'Ouest (votre partenaire) et de Sud pour vous mettre à la place du célèbre champion français.

♠ A
♥ 5
♦ A6
♣ AD10986543

♠ D1052
♥ 72
♦ V8432
♣ RV7

♠ 83
♥ RDV97643
♦ D107
♣ 2

Ann. : S. Don. Pers. vul.

Ouest Nord Est Sud
passe 6 6 6 6
6 6 6 6

Ouest a entamé le 2 de Pique (quatrième meilleur). Le déclarant a mis l'As sec du mort et il a joué l'As de Trèfle (sur lequel il a défaussé le 7 de Carreau), puis il a continué avec le 10 de Trèfle. Quelle carte Albaran, en Est, a-t-il jouée pour faire chuter ce PETIT CHELEM A CŒUR?

Note sur les enchères :

L'ouverture de « 4 » dans une majeure non vulnérable promet en principe 7 à 8 levées de jeu basées sur une couleur en général de huit cartes avec au maximum 10 points d'honneur et pas plus d'un As.

COURRIER DES LECTEURS

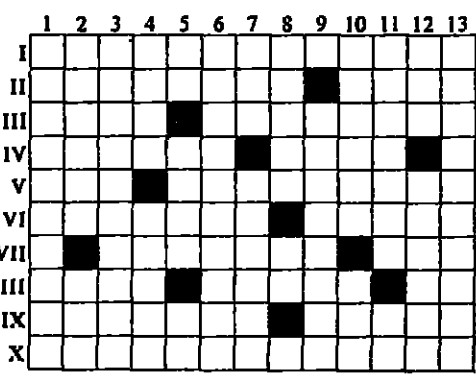
« A la suite de nos défilés au récent Championnat d'Europe de Killarney, on a incriminé le système d'enchères des Français, qu'en pensez-vous? », demande un lecteur.

Pendant les quinze années où le Blue Team italien a dominé le bridge mondial, certains experts incriminaient les enchères des Français. En fait, c'est la valeur des enjeux qui, est l'élément déterminant, et le système français, qui est très proche du système américain, a suffisamment fait ses preuves pour qu'on ne mette pas en doute son efficacité.

Philippe Brugnol

Mots croisés

n° 681



HORIZONTALEMENT

I. Sert dans les cas désespérés. - II. Plaisant au goût et à la couleur. Fut des amis de Napoléon. - III. On en parle à la rentrée. Sont restés sur trop de rayons. - IV. Fait piquer de l'avant. Il est de taille, mais sans envergure. - V. Rames. Perdre ses qualités. - VI. Peut faire mal sans être de qualité. Rivière. - VII. N'ont rien appris. Pour un Anglais. - VIII. Un grand pays sans bon sens. On en a fait des copies. Article. - IX. Fait remonter la pente. Pourvu, il l'est de droite à gauche. - X. Mirent en profondeur.

VERTICALEMENT

I. Traître? - 2. On ne l'a pas gagnée. En dernier. - 3. Ingénus un peu rétro. - 4. Faire durer. A tout dans la tête. - 5. Pronom. Son nom de guerre est le plus connu. Note inversée. - 6. Parcoures. - 7. Le plat principal est mal présenté. Pour toute la lignée. - 8. Fit des vagues.

SOLUTION DU N° 680

Horizontalement
I. Décathlonsiens. - II. Escrouée. Envia. - III. Mous. Rudoient. - IV. Ea. Trident. Oï. - V. Noces. Ions. - VI. Ami. Os. Iman. - VII. Girafe. Resala. - VIII. Esau. Etêt. Gai. - IX. Utile. Inscrit. - X. Restructurées.

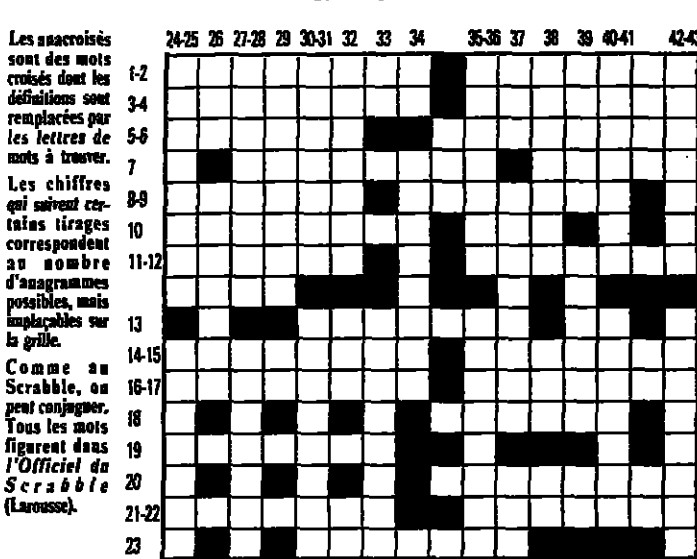
Verticalement
I. Déménageur. - 2. Economiste. - 3. Cru. Ciras. - 4. Aoste. Ault. - 5. Tu. Ruof. Er. - 6. Hénésie. - 7. Leude. Tic. - 8. Désirent. - 9. Néon. Metsu. - 10. Initias. Cr. - 11. Eve. Onagre. - 12. Ninon. Laie. - 13. Satisfait.

François Dorlet



Anacroisés

n° 683



HORIZONTALEMENT

1. BEILLLOS. - 2. AAADPR. - 3. AEILNST (+ 8). - 4. ACINOR. - 5. CEORSS. - 6. AEMNNOS. - 7. ACEPRST (+ 5). - 8. AEINPT (+ 6). - 9. AEMERS. - 10. AEMNRS (+ 5). - 11. AEELMS. - 12. EEIPRS. - 13. AAEIOR. - 14. AEIMMSX. - 15. ACEVOT. - 16. AEELMRSY. - 17. ACDELNO. - 18. EEIPSU. - 19. ADEORT. - 20. AAEORRT. - 21. DEEIRT. - 22. AAGSTTU. - 23. EESSU.

VERTICALEMENT

24. AEELRSST. - 25. AAADMT. - 26. ACEILNP. - 27. EILMST. - 28. AEHINT. - 29. EELNRS. - 30. AEINPT (+ 7). - 31. AEELMOY. - 32. AAEEST. - 33. AEIORSS. - 34. AEIPSTU (+ 5). - 35. CEONPRU. - 36. AACEGINR. - 37. AACEENR. - 38. AAEEMRS. - 39. AEIPST (+ 5). - 40. AEELNR. - 41. AEIORSS. - 42. AAEEST. - 43. AEENITY.

SOLUTION DU N° 682

1. CONTEXTE. - 2. AGAMIES. reproduction exacte (IMAGES).

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

Scrabble

n° 380

Emprunts russes

L'URSS se meurt, vive la Russie! En attendant que Boris Eltsine revienne en France par la grande porte, nous allons vous RUSSIFIER ou vous RUSSIER grâce aux mots nouveaux 1989-1990. Certains ne sont que du rattrapage, dans la mesure où ils évoquent davantage la comtesse de Ségur, née Rostopchine, que Pasternak ou Soljenitsyne.

BARINE, seigneur - NACAKA ou NAHAKA, seigneur - BYLINE, épave populaire, comme celle qui célèbre Vladimir, prince moyenâgeux de Kiev; le hasard linguistique fait que ce mot est l'homonyme du mot anglais BYLINE, première ligne d'un article, où figure le nom de l'auteur - KACHE ou KACHA, plat à base de bouillie de sarrasin - TÉLEGA ou TÈLEGUE, charrette - KREML, KREMLIN, partie centrale d'une forteresse. Plus modernes, mais risquant de devenir rapidement obsolètes : SOVKHOZ(E), « économie soviétique », le KOLKHOZ(E) étant l'économie collective - KOMSOMOL, membre des jeunes communistes (kom pour com-

muniste, so pour soyouz, union) - REFUZNIK, personnalité non autorisée à émigrer, mot dont le suffixe est russe, mais le radical anglais - SPOUTNIK - GLASSOST, qui, malgré son sens, politique de transparence de la vie publique, n'a rien à voir avec l'anglais glass.

A propos de notre chronique La route des Indes (24 août 1991), M. Pierre Duf, écrivain, fait remarquer que le VEDIQUE et le PRAKRIT ne se distinguent pas du SANSKRIT : le premier en est une forme archaïque, le deuxième une forme vulgaire. Certes; nous voudrions dire qu'ils s'en distinguent... pour le scribeur.

Semaine Portes ouvertes dans plus de 500 clubs français du 30 septembre au 5 octobre 1991. L'adresse et le programme de ces clubs peuvent être communiqués par la FFSC, 96, bd Percier, 75017 Paris, tél. 43-80-40-36. A Paris, le club Étude-Élysées, 7, rue Le Sueur, 16, propose une partie d'initiation commentée, suivie de la partie « Journée du Scrabble », samedi 5 octobre à 14 h 30, gratuite pour les nouveaux joueurs.

Michel Charlemagne

Finale de l'interclubs, Strasbourg-Meinas.

23 juin 1991. 6 manche.
Tournais mardi 20 heures, samedi 14 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble Larousse.

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	ACEFHLM	FLECHA	H4	36
2	AEHILMS	HAIES	10 F	33
3	ILAEEMU	MAILLEE	5 E	32
4	UAEFNRU	ENLIEFER	1 F	32
5	ANRTUUV	QUANTITEUR (a)	1 F	29
6	LOSUUV	ESTUAIRE	1 E	27
7	LOSUUV	YUS	4-3	21
8	LOSUUV	JUS	M2	32
9	AEFGKRW	ROLLMOPS (b)	E1	60
10	EGIOU	KAWA	C9	23
11	EGIOU	NEE	N1	30
12	O-BDEGRT	GOTTES	1 A	27
13	EGT-EIMO	BORDS	8 A	30
14	EGIMO-DX	ET	O1	22
15	EGMO-AACM	KODE	J1	33
16	EGMO-AACM	GANMARE (c)	C9	24
17	CEDELNT	DECLINAT	12 A	78
18	ABINPV	PLEBAN	B10	32
19	IV-EOQYZ	ONZE	15 A	42
20	IOVY-NRR	ENVI	8 L	21
21	QRY-T	FRIT	13 L	21
22	QRY	AY	G14	11
				827

(a) ou AU(G)URENT, (Q)UANTITEUR, RAU(Q)UENT; (b) file de harons marinés; (c) crevette d'eau douce. Résultats finaux : 1. Strasbourg (P. Fritsch, Th. Oswald, P. Dillet, André Dugnet, Ch. Peter, D. Jager), 2. Villeneuve-le-Roi (P. Levart, Alain Dugnet, M. Fuchault, P. Espingard, J.-M. Masson, C. Paillet, A. Lécuyer).

Echecs

n° 1454

Championnat des Etats-Unis.

Los Angeles, août 1991.
Blancs : J. Benjamin.
Noirs : G. Kamsky.

Partie espagnole.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. c3 c6 5. b4 b5 6. a4 a5 7. d5 d6 8. c4 c5 9. b5 b6 10. a5 a6 11. b4 b5 12. c3 c6 13. d4 d5 14. c3 c6 15. b4 b5 16. a4 a5 17. d5 d6 18. c4 c5 19. b5 b6 20. a5 a6 21. b4 b5 22. c3 c6 23. d4 d5 24. c3 c6 25. b4 b5 26. a4 a5 27. d5 d6 28. c4 c5 29. b5 b6 30. a5 a6 31. b4 b5 32. c3 c6 33. d4 d5 34. c3 c6 35. b4 b5 36. a4 a5 37. d5 d6 38. c4 c5 39. b5 b6 40. a5 a6 41. b4 b5 42. c3 c6 43. d4 d5 44. c3 c6 45. b4 b5 46. a4 a5 47. d5 d6 48. c4 c5 49. b5 b6 50. a5 a6 51. b4 b5 52. c3 c6 53. d4 d5 54. c3 c6 55. b4 b5 56. a4 a5 57. d5 d6 58. c4 c5 59. b5 b6 60. a5 a6 61. b4 b5 62. c3 c6 63. d4 d5 64. c3 c6 65. b4 b5 66. a4 a5 67. d5 d6 68. c4 c5 69. b5 b6 70. a5 a6 71. b4 b5 72. c3 c6 73. d4 d5 74. c3 c6 75. b4 b5 76. a4 a5 77. d5 d6 78. c4 c5 79. b5 b6 80. a5 a6 81. b4 b5 82. c3 c6 83. d4 d5 84. c3 c6 85. b4 b5 86. a4 a5 87. d5 d6 88. c4 c5 89. b5 b6 90. a5 a6 91. b4 b5 92. c3 c6 93. d4 d5 94. c3 c6 95. b4 b5 96. a4 a5 97. d5 d6 98. c4 c5 99. b5 b6 100. a5 a6 101. b4 b5 102. c3 c6 103. d4 d5 104. c3 c6 105. b4 b5 106. a4 a5 107. d5 d6 108. c4 c5 109. b5 b6 110. a5 a6 111. b4 b5 112. c3 c6 113. d4 d5 114. c3 c6 115. b4 b5 116. a4 a5 117. d5 d6 118. c4 c5 119. b5 b6 120. a5 a6 121. b4 b5 122. c3 c6 123. d4 d5 124. c3 c6 125. b4 b5 126. a4 a5 127. d5 d6 128. c4 c5 129. b5 b6 130. a5 a6 131. b4 b5 132. c3 c6 133. d4 d5 134. c3 c6 135. b4 b5 136. a4 a5 137. d5 d6 138. c4 c5 139. b5 b6 140. a5 a6 141. b4 b5 142. c3 c6 143. d4 d5 144. c3 c6 145. b4 b5 146. a4 a5 147. d5 d6 148. c4 c5 149. b5 b6 150. a5 a6 151. b4 b5 152. c3 c6 153. d4 d5 154. c3 c6 155. b4 b5 156. a4 a5 157. d5 d6 158. c4 c5 159. b5 b6 160. a5 a6 161. b4 b5 162. c3 c6 163. d4 d5 164. c3 c6 165. b4 b5 166. a4 a5 167. d5 d6 168. c4 c5 169. b5 b6 170. a5 a6 171. b4 b5 172. c3 c6 173. d4 d5 174. c3 c6 175. b4 b5 176. a4 a5 177. d5 d6 178. c4 c5 179. b5 b6 180. a5 a6 181. b4 b5 182. c3 c6 183. d4 d5 184. c3 c6 185. b4 b5 186. a4 a5 187. d5 d6 188. c4 c5 189. b5 b6 190. a5 a6 191. b4 b5 192. c3 c6 193. d4 d5 194. c3 c6 195. b4 b5 196. a4 a5 197. d5 d6 198. c4 c5 199. b5 b6 200. a5 a6 201. b4 b5 202. c3 c6 203. d4 d5 204. c3 c6 205. b4 b5 206. a4 a5 207. d5 d6 208. c4 c5 209. b5 b6 210. a5 a6 211. b4 b5 212. c3 c6 213. d4 d5 214. c3 c6 215. b4 b5 216. a4 a5 217. d5 d6 218. c4 c5 219. b5 b6 220. a5 a6 221. b4 b5 222. c3 c6 223. d4 d5 224. c3 c6 225. b4 b5 226. a4 a5 227. d5 d6 228. c4 c5 229. b5 b6 230. a5 a6 231. b4 b5 232. c3 c6 233. d4 d5 234. c3 c6 235. b4 b5 236. a4 a5 237. d5 d6 238. c4 c5 239. b5 b6 240. a5 a6 241. b4 b5 242. c3 c6 243. d4 d5 244. c3 c6 245. b4 b5 246. a4 a5 247. d5 d6 248. c4 c5 249. b5 b6 250. a5 a6 251. b4 b5 252. c3 c6 253. d4 d5 254. c3 c6 255. b4 b5 256. a4 a5 257. d5 d6 258. c4 c5 259. b5 b6 260. a5 a6 261. b4 b5 262. c3 c6 263. d4 d5 264. c3 c6 265. b4 b5 266. a4 a5 267. d5 d6 268. c4 c5 269. b5 b6 270. a5 a6 271. b4 b5 272. c3 c6 273. d4 d5 274. c3 c6 275. b4 b5 276. a4 a5 277. d5 d6 278. c4 c5 279. b5 b6 280. a5 a6 281. b4 b5 282. c3 c6 283. d4 d5 284. c3 c6 285. b4 b5 286. a4 a5 287. d5 d6 288. c4 c5 289. b5 b6 290. a5 a6 291. b4 b5 292. c3 c6 293. d4 d5 294. c3 c6 295. b4 b5 296. a4 a5 297. d5 d6 298. c4 c5 299. b5 b6 300. a5 a6 301. b4 b5 302. c3 c6 303. d4 d5 304. c3 c6 305. b4 b5 306. a4 a5 307. d5 d6 308. c4 c5 309. b5 b6 310. a5 a6 311. b4 b5 312. c3 c6 313. d4 d5 314. c3 c6 315. b4 b5 316. a4 a5 317. d5 d6 318. c4 c5 319. b5 b6 320. a5 a6 321. b4 b5 322. c3 c6 323. d4 d5 324. c3 c6 325. b4 b5 326. a4 a5 327. d5 d6 328. c4 c5 329. b5 b6 330. a5 a6 331. b4 b5 332. c3 c6 333. d4 d5 334. c3 c6 335. b4 b5 336. a4 a5 337. d5 d6 338. c4 c5 339. b5 b6 340. a5 a6 341. b4 b5 342. c3 c6 343. d4 d5 344. c3 c6 345. b4 b5 346. a4 a5 347. d5 d6 348. c4 c5 349. b5 b6 350. a5 a6 351. b4 b5 352. c3 c6 353. d4 d5 354. c3 c6 355. b4 b5 356. a4 a5 357. d5 d6 358. c4 c5 359. b5 b6 360. a5 a6 361. b4 b5 362. c3 c6 363. d4 d5 364. c3 c6 365. b4 b5 366. a4 a5 367. d5 d6 368. c4 c5 369. b5 b6 370. a5 a6 371. b4 b5 372. c3 c6 373. d4 d5 374. c3 c6 375. b4 b5 376. a4 a5 377. d5 d6 378. c4 c5 379. b5 b6 380. a5 a6 381. b4 b5 382. c3 c6 383. d4 d5 384. c3 c6 385. b4 b5 386. a4 a5 387. d5 d6 388. c4 c5 389. b5 b6 390. a5 a6 391. b4 b5 392. c3 c6 393. d4 d5 394. c3 c6 395. b4 b5 396. a4 a5 397. d5 d6 398. c4 c5 399. b5 b6 400. a5 a6 401. b4 b5 402. c3 c6 403. d4 d5 404. c3 c6 405. b4 b5 406. a4 a5 407. d5 d6 408. c4 c5 409. b5 b6 410. a5 a6 411. b4 b5 412. c3 c6 413. d4 d5 414. c3 c6 415. b4 b5 416. a4 a5 417. d5 d6 418. c4 c5 419. b5 b6 420. a5 a6 421. b4 b5 422. c3 c6 423. d4 d5 424. c3 c6 425. b4 b5 426. a4 a5 427. d5 d6 428. c4 c5 429. b5 b6 430. a5 a6 431. b4 b5 432. c3 c6 433. d4 d5 434. c3 c6 435. b4 b5 436. a4 a5 437. d5 d6 438. c4 c5 439. b5 b6 440. a5 a6 441. b4 b5 442. c3 c6 443. d4 d5 444. c3 c6 445. b4 b5 446. a4 a5 447. d5 d6 448. c4 c5 449. b5 b6 450. a5 a6 451. b4 b5 452. c3 c6 453. d4 d5 454. c3 c6 455. b4 b5 456. a4 a5 457. d5 d6 458. c4 c5 459. b5 b6 460. a5 a6 461. b4 b5 462. c3 c6 463. d4 d5 464. c3 c6 465. b4 b5 466. a4 a5 467. d5 d6 468. c4 c5 469. b5 b6 470. a5 a6 471. b4 b5 472. c3 c6 473. d4 d5 474. c3 c6 475. b4 b5 476. a4 a5 477. d5 d6 478. c4 c5 479. b5 b6 480. a5 a6 481. b4 b5 482. c3 c6 483. d4 d5 484. c3 c6 485. b4 b5 486. a4 a5 487. d5 d6 488. c4 c5 489. b5 b6 490. a5 a6 491. b4 b5 492. c3 c6 493. d4 d5 494. c3 c6 495. b4 b5 496. a4 a5 497. d5 d6 498. c4 c5 499. b5 b6 500. a5 a6 501. b4 b5 502. c3 c6 503. d4 d5 504. c3 c6 505. b4 b5 506. a4 a5 507. d5 d6 508. c4 c5 509. b5 b6 510. a5 a6 511. b4 b5 512. c3 c6 513. d4 d5 514. c3 c6 515. b4 b5 516. a4 a5 517. d5 d6 518. c4 c5 519. b5 b6 520. a5 a6 521. b4 b5 522. c3 c6 523. d4 d5 524. c3 c6 525. b4 b5 526. a4 a5 527. d5 d6 528. c4 c5 529. b5 b6 530. a5 a6 531. b4 b5 532. c3 c6 533. d4 d5 534. c3 c6 535. b4 b5 536. a4 a5 537. d5 d6 538. c4 c5 539. b5 b6 540. a5 a6 541. b4 b5 542. c3 c6 543. d4 d5 544. c3 c6 545. b4 b5 546. a4 a5 547. d5 d6 548. c4 c5 549. b5 b6 550. a5 a6 551. b4 b5 552. c3 c6 553. d4 d5 554. c3 c6 555. b4 b5 556. a4 a5 557. d5 d6 558. c4 c5 559. b5 b6 560. a5 a6 561. b4 b5 562. c3 c6 563. d4 d5 564. c3 c6 565. b4 b5 566. a4 a5 567. d5 d6 568. c4 c5 569. b5 b6 570. a5 a6 571. b4 b5 572. c3 c6 573. d4 d5 574. c3 c6 575. b4 b5 576. a4 a5 577. d5 d6 578. c4 c5 579. b5 b6 580. a5 a6 581. b4 b5 582. c3 c6 583. d4 d5 584. c3 c6 585. b4 b5 586. a4 a5 587. d5 d6 588. c4 c5 589. b5 b6 590. a5 a6 591. b4 b5 592. c3 c6 593. d4 d5 594. c3 c6 595. b4 b5 596. a4 a5 597. d5 d6 598. c4 c5 599. b5 b6 600. a5 a6 601. b4 b5 602. c3 c6 603. d4 d5 604. c3 c6 605. b4 b5 606. a4 a5 607. d5 d6 608. c4 c5 609. b5 b6 610. a5 a6 611. b4 b5 612. c3 c6 613. d4 d5 614. c3 c6 615. b4 b5 616. a4 a5 617. d5 d6 618. c4 c5 619. b5 b6 620. a5 a6 621. b4 b5 622. c3 c6 623. d4 d5 624. c3 c6 625. b4 b5 626. a4 a5 627. d5 d6 628. c4 c5 629. b5 b6 630. a5 a6 631. b4 b5 632. c

SANS VISA
TABLE

Scrabble

Les chipirons

VOUS avez dit « chipirons » ? Alors, c'est que vous avez fréquenté la côte basque. Car c'est le nom, à-bas, de... De quoi ? Du *Loligo vulgaris*, dit aussi *Todarodes sagittatus*. C'est-à-dire du calmar, ou du calamar, ou de l'encornet...

Encornet ? Le nom remonte à l'an 1612 et vient de « en » et de « cornet », définissant ainsi l'animal qui a l'air d'être pris dans son cornet, organe de « plume » soutenant toute la longueur du dos. Le dictionnaire ajoute : « Mollusque connu sous son nom meridional de calmar », et, à ce mot, il précise que le nom remonte, lui, à l'an 1532, venant du latin *calamarius* (écrivain), cela à cause de l'encre qu'il contient (cette encre dont on tire l'encre... de Chine!).

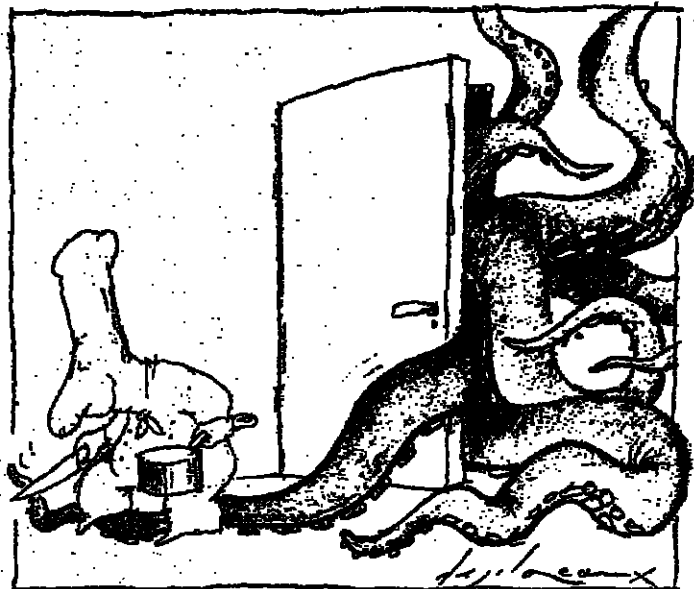
Disons plus simplement qu'il s'agit là de petites seiches (*Sepia officinalis*) que l'on dit, dans le Midi, « supions » ou « sepiotes ».

On pêche le calmar (les Espagnols disent « calamars ») sur toutes les côtes et fonds moyens. Il en existe de gigantesques, dépassant 10 mètres d'envergure. Mais, sur la côte basque, il devient minuscule : c'est le chipiron.

Et, dans son *Traité des aliments* (1709), Lémery révèle : « Les petits sont préférables aux grands parce qu'ils ont une chair plus tendre, plus aisée à digérer et d'un meilleur goût ».

Comment traiter ces céphalopodes ? Les nettoyer d'abord en tirant délicatement les tentacules, en vidant le sac d'une chair plus tendre, plus aisée à digérer et d'un meilleur goût.

Comment traiter ces céphalopodes ? Les nettoyer d'abord en tirant délicatement les tentacules, en vidant le sac d'une chair plus tendre, plus aisée à digérer et d'un meilleur goût.



Si l'on entend mettre leur encre dans la sauce et sans la fendre si c'est pour la farcir. En écartant les tentacules, vous découvrirez la boule blanche qu'est leur tête : enlevez les yeux et le bec. Il ne

vous reste plus qu'à les cuisiner (au besoin après les avoir battus pour les attendrir). Pour les farcir, laissez les sacs entiers et les couvrez après les avoir remplis de riz, épinards hachés, chair à saucisse, etc.

Si vous les voulez frire, coupez-les en rondelles et leurs tentacules en morceaux, faites-les macérer au citron, puis passez-les dans la pâte à frire et jetez en cocotte. Enfin, coupez-les aussi en morceaux avant de les faire revenir à l'huile d'olive puis cuire avec accommodements divers.

Mais, hors les bords de mer, vous les trouverez tout préparés, quelquefois séchés au soleil, le plus souvent congelés et importés de Chine ou du Japon. Négligiez-les alors.

Dans le Midi, J.-B. Reboul déjà (dans sa *Cuisine provençale*) les propose cuits à l'ail avec un verre de vin blanc, puis gratinés ou farcis d'épinards. Denise Fabre (dans ses *Recettes à la niçoise*) donne au chapitre des bêtes bizarres (*sic*) sa recette d'encornets, cuits avec vin

blanc, oignons, ail, laurier, safran, pointe de cayenne, coulis de tomates et, en dernière partie de cuisson, du riz.

Mais revenons aux chipirons du Pays basque. C'est là, si j'ose écrire, qu'ils sont le mieux « chez eux ». Qu'ils soient farcis « à la Labourdine » de jambon de Bayonne ou d'un mélange de mie de pain, ail écrasé, entrailles béchées ou même simplement cuits en sauce avec ail, oignons et vin blanc « à la guipuzcoane », ils sont tous « à l'encre ». Et c'est ainsi que vous les retrouverez peut-être sur les cartes de toute la région. Voir sur celles des enseignes basques parisiennes, le *Relais basque* de la rue Saint-Lazare en tête.

La Reynière

ENTRE-MÊTS Herbes fraîches

La cuisine simple — coccu du jardin, patates rouges du ruisseau, volailles du poulailler, herbes des prés et des champs — a été déjà par Camusol depuis sa retraite bretonne pendant la guerre (1), connaît aujourd'hui un regain de jeunesse. Au régime d'en rajouter, certains affectent de faire passer pour telle la « cuisine des simples », en fait très savante et compliquée. Mais, s'il était clairvoyant, à la fin des années 70, d'annoncer que la gastronomie reviendrait à la nature — au moins pour le temps d'un « festin en paroles » (2), il n'aurait pas été sûr que les assauts de l'industrie du gré à manger n'aient pas raison, un jour, de Buisson-Savarin. Soit du « goût » qui, selon lui, « nous aide à choisir, parmi les diverses substances que la nature nous présente, celles qui nous sont propres à servir d'aliments ».

Mais ne croyons sur tout danger écarté ! La distribution de produits frais n'est pas, en France, aussi générale qu'on l'imagine parfois. Des régions entières sont soumise aux seules stratégies des grandes surfaces. Il n'est que de vouloir se procurer, au mois d'août, du poisson sur le marché de Nice ! Et que penser de ce restaurant parisien, à l'enseigne du *Marché*, qui, en juillet, assaisonne ses entrées d'herbes surgelées, à la saveur minérale et à l'aspect déplorable ?

Les herbes, pourtant, à en croire Susan Fleming (3), devraient en toutes circonstances être fraîches et participer de la fête, puisqu'on peut cultiver aisément sur son balcon ou sa fenêtre celles qu'elle nomme joliment la « bande des quatre » : le persil, la sauge, le romarin et le thym. L'on trouve jusqu'à Copernic les innombrables mélanges aux herbes de Provence séchées, du basilic, peut-être, mais assurément, aux Baux-de-Provence, la coriandre et l'aneth frais.

La question des herbes est depuis longtemps au cœur du débat culi-

naire. Lorsqu'il entreprend de moderniser — c'est-à-dire d'alléger les proportions et de développer les saveurs aromatiques de la « tête de veau en tortue », Escoffier ne se contente pas de supprimer l'adjonction massive de « sauce espagnole » — base-mère à l'essence de viande. Il introduit une habile infusion de sauge, de romarin, de marjolaine, de basilic et de thym. C'est la tradition que maintient encore Jacques Manière voici vingt ans, et qui inspire de temps à autre Philippe Valin en son *Dodine-Bouffant* (25, rue Frédéric-Sauton, 75005 Paris ; tél. 43-25-25-14) ; certainement plus vivante à la *Villa Lorraine*, à Bruxelles (75, avenue du Vivier-d'Oie, 1180, Bruxelles ; tél. : (2) 374-31-63).

Vercors, qui fut plus connu et apprécié comme poète que comme maître queux, mais dont le bel ouvrage de recettes, *Je cuisine comme un chef sans y connaître rien*, vient d'être édité chez Christian Bourgois (130 francs), semblait tout ignorer de l'innovation d'Escoffier. Son propos était de simplifier et de transposer les grandes recettes classiques — au risque d'escamoter les herbes ! — Vercors se réfère, indique-t-il dans une belle postface, à la méthode d'Ali Bab, plus proche, semble-t-il, de la tradition, dont sa mère, avant 1914, assurait avec ce plat le succès des réceptions familiales. Voilà comment tradition et modernité — en cuisine tout du moins — se livrent une lutte dialectique puissante, conduite par les acteurs les plus inattendus.

Deux jeunes chefs, parmi les plus talentueux de leur génération, ont fait des « herbes » le passage obligé de leur créativité. Le *goût du nouveau*, dit Alberto Caputi (4), peut tenir lieu, comme autrefois la tradition, d'alibi pour un artisanat recréé. Il n'empêche : Marc Veyrat, cuisinier savoyard, enfant du Manigod, a bien du talent (*Auberge de*

l'Eridan, avenue de Chavoires, 74940 Annecy. Tél. : 50-66-22-04). Il ramasse l'herbe d'« achas », dont il accompagne le saumon fumé, assaisonne les crevettes de grenouille à l'ail sauvage, le papot au jus de « fufu » (fiesz fenouil), le rognon à la fleur de gestiane bleue et le ris de veau à la marjolaine. Créativité et fantaisie sont la marque de cet étonnant cuisinier — herboriste de naissance et autodidacte de formation ! Le moment sublime — avant l'addition — sera la dégustation d'une racine et d'un alcool de « lentilles » (entendez gestiane) aux saveurs balsamiques et aux vertus stomachiques.

Enfant des monts d'Auvergne, fréquenté par les voyageurs de Saint-Jacques-de-Compostelle, qui ont jalonné leurs étapes de gîtes splendides, Michel Bras a rendu Lagnole aussi célèbre pour ses couteaux (« le Monde sans visage », du 14 septembre) que pour ses « semelles d'observation écologique et botanique ». Au point qu'un arrêté municipal interdit « la cueillette des végétaux rencontrés sur le parcours ». Le pharmacien, dubitatif, ne signale aucune imprudence. Il est vrai que Michel Bras, qui court une heure tous les jours dans la campagne, suffit au bonheur de tous ceux qui veulent découvrir les saveurs inattendues de l'arrosage vert — assez proche de l'épinard — des feuilles de basilic, des moelles de cébuche, des folioles de cistre, des feuilles d'amarante et des parfums de chénopode blanc. Tout cela est savant, et passablement sophistiqué, si l'on prête attention à la manière, un peu péremptoire parfois, des annonces faites à table, dans ce restaurant-laboratoire. Au demeurant, l'accueil de M^{me} Bras est exquis, et Michel Bras — plus à ses fourneaux qu'en salle — est lui-même un excellent pédagogue et un cuisinier véritablement inspiré par un environnement exceptionnel.

Veyrat et Bras — est-ce un hasard ? — ont l'un et l'autre entre-

pris de créer un nouvel établissement à leur mesure. Le premier, au bord du lac d'Annecy, en réhabilitant une extravagante bâtisse d'autrefois. Le second, en confiant à Eric Raffy, jeune et talentueux architecte bordelais, le soin de traduire véritablement, par un jeu de volumes combinant ceux des « burons » et des « drailles », l'ancrage de sa cuisine dans ce terroir. Un projet qui sort tout juste de terre, sur un épanchement du Puch de Suquet, d'où la vue alentour sera prodigieuse depuis les quinze chambres, qui deviendront à coup sûr — dès l'été 1992 — un nouveau lieu de pèlerinage.

Moins en vue, au seuil du Valserp, Didier Banyuls (*Les Feuillants*, 1, boulevard La Fayette, 66400 Céret ; tél. : 68-87-37-88) n'a pas de conseil en image. Cela ne l'empêche pas de traiter avec une grande simplicité le ris d'agneau à la cardamome, les petits-gris en raviolis aux herbes des Pyrénées, l'ambroisie de poire au romarin. Il n'a pas moins d'ambition sans doute que ses collègues, mais n'a guère le temps de courir la montagne. Les herbes lui sont apportées par les paysans du cru. Les Catalans, il est vrai, depuis Wilfried le Veu, sont fiers de leur terroir !

Trois chefs, une même passion. Pour les herbes ? Sans doute, mais surtout pour leur métier. Au carrefour de la tradition et de la modernité. Signe de temps heureux encore, qui permettront à d'autres chefs d'ajouter au *Cahier de verdure*, de Philippe Jaccottet (4) : « Pour répondre au bord du chemin : sénépol, berce, chicorée ».

Jean-Claude Ribaut

- (1) Dans *l'Infortune du poir*.
- (2) *Un festin en paroles*, de Jean-François Revel, Jean-Jacques Pauvert, 1979.
- (3) *Le Livre des herbes*, de Susan Fleming, Christian Bourgois, 1990, 145 F.
- (4) *Cahier de verdure*, de Philippe Jaccottet, Gallimard, 1990, 80 F.

GASTRONOMIE

NOUVELLE ADRESSE
des FRÈRES LAYRAC
AU CŒUR DE
SAINT-GERMAIN DES PRÉS
face à l'église
11, rue Saint-Benoît
LE MUNICHE
Tél. : 46-33-62-03
LE PETIT ZINC
Tél. : 46-53-51-66
HUITRES, FRUITS DE MER
TOUTE L'ANNÉE
nos menus sont servis continu
de midi à 2 heures du matin

LE SOUFFLÉ
Menu à 190 F
et sans soufflé.
35, rue de MONTMARTRE
(près de la place Vendôme)
Réservation : 42-88-27-19
Ouvert de dimanche.

AFFAIRES, ANNIVERSAIRES, FÊTES, BAPTÊMES, COMMUNIONS, MARIAGES.
LA « PIERRE DE BACCHUS »
Cuisine française de tradition
VOUS PROPOSE SES CINO MENUS
de 150 F à 235 F
(Apéritif, vins, café à service compris)
30, rue Lacépède 75008 Paris - 45-35-35-33

On peut être très Turbot et savourer lentement.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

A LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de langoustes et de langoustes.
R. place de Cligny Paris 8^e
Réservations : (1) 40-74-44-78 - Fax : (1) 42-08-63-10

CHEZ HANSI
L'Asie de Hansi dans un décor unique.
3, place de la Bastille 75004 Paris 4^e
Angle Montmartre rue de Buzare
Réservations : (1) 45-48-56-42 - Fax : (1) 45-44-55-44

EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

CHEZ DIEP A L'OPÉRA
ou le plus grand restaurant asiatique à Paris
avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong

Des MENUS EXPRESS, 72 F et 88 F. Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, shanghaiens, cantonnais ou aïdours de régime. Si vous êtes passionnés par le « chinois » : crevettes à l'ail, travers de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pilié de soja, les calamars ou le crabe au gingembre. Si vous « voyagez thaïlandais », le rouleau printanier, la salade de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambas grillées.

Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pièces de crabs farcies en beignets, un demi canard laqué à la pékinaise, servi en deux façons (à peu croquante avec galettes de riz et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La rôtisserie : cochon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix.

Pour inviter vos amis, le surprendre par le décor époustouflant et la richesse des matériaux, tout sera dépayssé. Salons divisibles. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 30.

28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. : 47-42-31-56 et 94-47-47 et aussi, dans le 8^e arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Pontihieu. Tél. : 42-56-23-96. Tous les jours : chez DIEP, 55, rue Pierre-Charron. Tél. : 45-53-52-76, tous les jours.

COMMANDEZ DANS LA MER - UN HOTEL DE PRESTIGE DIRECTEMENT SUR LA PLAGE PRIVÉE. Qualité du service tout à fait nouvelle : 100 chambres - 2 piscines - 3 courts de tennis - bungalows - beach volley - discothèque - parking entrecôté d'une culture - culture riche et raffinée avec sauna au choix - pool d'été - club de golf - jardin - activités de golf - animation. Offre particulière pour les locataires : mai - juin - septembre P.F. 222, 1000 F. 274, août P.F. 478. Du 1 au 15 juin votre séjour gratuit.

La Troisième Française - 2000 titres Gourmands !
Dans un livre en couleur de 324 pages découvrez les produits régionaux de qualité : Eaux-de-Vie, Foies gras, Plats cuisinés, Salaisons, Vins, Champagnes, Fromages, Chocolats, Confitures, Conservees...
BUSINESS DIFFUSION 107 Garbais - 06560 VALCHONNE

INDEX DES RESTAURANTS Spécialités françaises et étrangères

CREOLES
LA VILLA CREOLE 78, rue d'Alain, 2
43-44-42
Merveille d'or de la cuisine Créole

CRUSTACÉS POISSONS
L'ARGOAT 27, rue de la République
43-44-42
F. sam. - dim.

FRANÇAISES TRADITIONNELLES
RELAIS-BELLMAN 37, rue François-I^{er}, 47-23-54-42
Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Fermé sam., dim.

LA COUR COLEBERT 12, rue Hôtel-Colebert 5^e, 43-34-61-99. T.L. Cadre XVII^e authent. PMR 200 F.

L'ARTOIS Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50.
13, r. d'Artois, 8^e. F. sam. midi, dim.
SUD-OUEST

LA TOUR DE L'ODÉON Fermé dimanche
7, rue Cornélie, 6. 43-26-03-65.

DANOISES ET SCANDINAVES
COPENHAGUE 1^{er} étage
FLORA DANICA sur un jardin
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.

ETHIOPIENNES
ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim.
143, r. L.M.-Nordmann, 13^e
Dorowott, Beyaneshou av. l'Indjira.

INDIENNES
MAHARAJAH 43-54-26-07
7 jours sur 7
72, bd St-Germain, 10^e M. Maubert.
SCE NON-STOP, 23 h 30.
Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

SAPNA 160, r. de Charonne, 12^e
43-41-67-5843-46-73-33.
Musique, danse indienne, café, raffiné Flanet.

ITALIENNES
L'APPENNINO 61, rue Amiral-Mouchet, 14^e. 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.

VITNAMIENNES
NEM 66, 66, rue Lauriston, 16^e.
47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

D'autres font visiter une ville médiévale fortifiée, ou les œuvres de Vauban... Saint-Nazaire, qui ne pouvait ni ne voulait démolir les blockhaus de la base de sous-marins, a choisi de les théâtraliser, de les mettre en lumière, et d'offrir chaque soir ses docks en spectacle. Du même coup, c'est le passé d'une cité navale et ouvrière qu'elle éclaire.



zaire, avant même sa création, avait résisté aux projets névrotiques des architectes militaires. La ville échappa aux murailles. Pas cette base navale, souterraine et indestructible. Son édification, dès les premiers mois du conflit, entraîna la destruction des embarcadères de la Générale transatlantique, de la petite ligne de chemin de fer de la Compagnie d'Orléans et de sa gare, qui livrait, à quai, ses cargaisons d'émigrants. La base fut cause de la mort urbaine de la ville. Rasée, devant les yeux de ses derniers quinze mille habitants.

Les Alliés touchèrent tout, du haut de leurs fortresses volantes, tout, sauf leur cible et sa large cir-

Saint-Nazaire, quai des lumières

Il est des villes marquées par un pli de terrain, une rade ou un pic. Des villes condamnées, par leur site, aux loisirs obligés, d'autres au travail à perpétuité. D'autres encore sont figées dans les dessins pessimistes de Vauban, leur destin inscrit dans la pierre, le plan urbain, le cœur des hommes, et cela commence à faire des siècles qu'on y attend un ennemi imaginaire.

Mais elles ont à peu près toutes précédé Saint-Nazaire, cité de la modernité, surgie seulement au début du dix-neuvième siècle, façonnée par lui, et par son goût de la conquête industrielle, ville tardive, qui fut d'abord un vaste chantier à ciel ouvert de bord d'estuaire, comme, dans l'Ouest américain, on faisait avancer le rail dans la prairie : à l'énergie d'ouvriers immigrés.

Saint-Nazaire, restée longtemps promontoire de granit à l'embouchure de la Loire, terre rase peuplée d'hommes de mémoire capable de décrire chaque banc de sable, chaque vaseuse du fleuve dangereux, pêcheurs puis pilotes pour les premiers bateaux, Saint-Nazaire, « avant-port », comme l'on dit, de Nantes, à partir de 1837, car Nantes restait d'un accès difficile. Saint-Nazaire, donc, se bâtit à la diable pour la gloire de l'un des derniers ports des côtes de France. Ville championne de cases provisoires qui accueillait les charpentiers de haute Bretagne, les faiseurs de digue de la Brière, spécialistes de la tourbe, les Sénégalais de Casamance qui allaient, avec les progrès de la marine, devenir les champions des rivetages dans l'acier.

Un siècle, rien de plus, pour cette grande ville pressée et déjà meurtrie par la douleur des chantiers navals, la fin des grands paquebots transatlantiques et les bombardements de la dernière guerre. Un siècle pour une ville de prolétaires de « la haute », seigneurs de la naissance du socialisme, pour une ville des 3x8, avant que l'aventure des chantiers navals tourne mal, pour une ville des grèves, des révoltes de la sueur. Aujourd'hui, Saint-Nazaire, réaliste, tourne peu à peu le dos à ce court passé d'El Dorado, joue l'Aéropostale plutôt que la flotte, bref se diversifie. Mais elle est à tout jamais marquée par ses docks, ces immenses bassins rectangulaires qui firent sa vocation. Certains diraient enlaidie par cette cicatrice de face. Eux, sur place, ils y voient plutôt leur dignité contrariée par les temps, l'économie de marché, les effets des prix pratiqués par les chantiers d'Asie.

Toute leur histoire, dense, survoltée, s'est écrite autour de ces bassins. Plutôt que de lui tourner le dos, tenter de l'oublier, Saint-Nazaire s'est offert un écomusée, afin que nul n'ignore, d'exposition en manifestation culturelle, de visite en mini-croisière sur la Loire, que des hommes, aux premiers temps modernes de l'acier, avaient vécu ici l'épopée frénétique de la Californie des westerns. Mieux : toutes ces traces sont, depuis l'hiver 1990, éclairées, la nuit, comme les plus beaux monuments. La municipalité a eu l'idée de confier à Yann Kersalé, « peintre des ombres », sculpteur des blancheurs de l'Opéra-Bastille, un vaste projet d'animation de ses bassins.

Et depuis cet hiver-là - c'était à quelques jours de Noël - plusieurs centaines de sources lumineuses de toutes couleurs invitent chaque détail du passé à quitter son obscurité. Les darses et les entrepôts. Ici une grue géante. Plus loin, l'écluse des transatlantiques. Un frigo. Un silo. Des centaines de mètres de quai. Balayages ou projecteurs fixes, écho des signaux rouge et vert des navires dans la tempête, tout un monde de ciment et d'acier paraît se remettre en mouvement le long de l'estuaire. On croirait un décor démesuré de Fellini, ou les grands jeux de Jean-Paul Gaudé. Mais c'est d'abord de fidélité dont il est question. Le vieux quartier du Petit Maroc, berceau de la ville, sanctuaire des fondateurs, ces pilotes habiles à débusquer les fonds trompeurs, à déjouer les mille secrets de la Loire, qui relançaient leurs cotres dans l'embouchure lorsque s'annonçait un navire. Et puis, les derniers docks des bonnes années, quand les hommes d'ici vivaient, en cale sèche, les coques des paquebots qui faisaient la nique à la marine anglaise.

Dès le milieu du seul siècle qu'il connaît Saint-Nazaire, les plus grands des bateaux trouvèrent ici abri, en aval de Nantes. En 1864, on y lança, en grande pompe, l'Impératrice-Eugénie, le premier paquebot à roue d'une longue série. Comme la darse avait de l'encablure, les financiers de Nantes ou de Paris choisirent ce bassin pour lancer leurs lignes vers les Antilles, le Mexique et Cayenne. Le 14 juillet 1862, la Compagnie générale transatlantique avait inauguré son départ mensuel pour Vera-Cruz à bord du *Louisiane*. Et à côté de ce vaste cube à écluses, protégé par ses digues, l'Écossais John Scott géné-

ralisa l'aventure ouvrière de l'estuaire, en ouvrant les chantiers navals de Penhouët.

Alors, lumière, pour ces exploits ! Pour ces camps de travail qui, hier, s'éclairaient au gaz ou à la bougie et que Yann Kersalé restitue ! Salut au pinceau lumineux, au labeur des journaliers, au génie des ingénieurs qui dessinèrent un second bassin, plus loin dans la nuit, l'entrée Sud, ouverte vers 1900, avec le succès des propulsions à vapeur. Le *Versailles* large ici ses amarres sans voiles. Ses successeurs, aux cheminées dominantes de la ville champignon, occupèrent des décennies durant la forme-écluse Joubert, où Saint-Nazaire inventa la travail à la chaîne, les coques préassemblées et leurs systèmes de levage, trois navires de suite assemblés sur un plan d'eau fermé. L'âge d'or, aujourd'hui magnifié de leurs blancheurs. Poutrelles, câbles, fondries à claire-voie, chantiers sous les étoiles.

Tout s'éclaire : les chantiers contemporains, soumis au trauma-

tisme de la crise économique, à la rude désagrégation sociale, même si l'on vous bâtit encore ici les meilleurs méthaniers et les plus beaux paquebots du monde, hauts comme des cathédrales ; et ceux d'hier, les hélices rescapées, ou oubliées, plus volumineuses que les cloches de Notre-Dame, répliques de celles du *Normandie*, vissé là, jusqu'en 1931, du *Champlain*, l'année suivante, plus tard du premier *France*, orgueil de cette jeune cité, premier signe de son déclin aussi, en tout cas premier mauvais signe, malgré la lignée qui couvrit encore Saint-Nazaire de gloire : l'île-de-France et le *La Fayette*, le *Georges-Philippart*, qui, assurant la liaison Marseille-Extrême-Orient, porta loin la preuve du savoir-faire local. Celui-ci brûla au large d'Aden, et Albert Londres était à bord.

L'écomusée propose au visiteur, dans ses salles d'exposition, logées dans un autre entrepôt du port, toutes les gravures, les photos, les maquettes de ces temps heureux, où cette vie de bassin agité livrait

chaque année au Havre son joyau. Eux restèrent à la tâche, fixant le suivant, accueillant les décorateurs, l'Art déco naval et les bois précieux des salles de bale des palaces flottants. Lorsque le *Normandie* gagna la bataille de la ligne entre New-York et le Vieux Continent, à 30 nœuds de moyenne, près de dix mille ouvriers s'entassaient autour des docks.

On oublia que, pour vivre, il fallait une vraie ville. Saint-Nazaire n'était qu'un dortoir, et comme le souligne Jean-Paul Molinari, « une ville de matrice industrielle » dans une France où « l'espace est catholique » (1). Alors, sous la pression de ces immigrés et de la crise des années 30, s'édifièrent ici le socialisme et le syndicalisme à la française. Les éclairages renvoyaient aussi, discrètement, par touches douloureuses, à cette histoire des damnés de la terre, à la marche de la faim de mars 1933 sur Nantes. Saint-Nazaire préparait 36 sur les ponts, à sec, des premières classes de ses paquebots, se donnait Aristide Briand pour avocat, et François Blanchon pour premier maire social.

Yann Kersalé, par ses faisceaux, ses bornes lumineuses, les lueurs inquiétantes à la surface de l'eau, rend aussi hommage à ces luttes sociales. Vieux cafés des réunions syndicales, douches collectives, tout s'anime pendant cette étrange promenade des quais. Tous les songes, tous les fantasmes. Le plus lourd d'entre tous, il faudrait dire le plus incontournable, tant sa masse a pesé sur l'image que Saint-Nazaire, des années durant, s'est faite d'elle-même : la base sous-marine. La base allemande, celle de ce que l'histoire, ici, a retenu sous le nom de « poche de Saint-Nazaire ».

40 000 mètres carrés de maudit béton armé sur le bassin, 300 mètres de long, juste à l'endroit où, auparavant, venaient accoster les transatlantiques, 18 mètres de haut pour l'unique bâtiment encore debout, après les bombardements alliés de 1942. 480 000 mètres cubes de mauvais souvenirs que l'on n'est jamais parvenu à faire sauter, la paix retrouvée. Tous les artificiers y réfléchirent. Impossible, en 1950. Les quatorze alvéoles protectrices des U-Boot, construites, fortifiées par les techniciens de l'Organisation Todt et les entreprises de la région nantaise, défient le temps. Muraille et usine à mort.

Les Allemands, pendant la guerre, furent très fiers de ce blockhaus de bassin et de l'écluse fortifiée qui lui fait face. Saint-Na-

zaire, avant même sa création, avait résisté aux projets névrotiques des architectes militaires. La ville échappa aux murailles. Pas cette base navale, souterraine et indestructible. Son édification, dès les premiers mois du conflit, entraîna la destruction des embarcadères de la Générale transatlantique, de la petite ligne de chemin de fer de la Compagnie d'Orléans et de sa gare, qui livrait, à quai, ses cargaisons d'émigrants. La base fut cause de la mort urbaine de la ville. Rasée, devant les yeux de ses derniers quinze mille habitants.

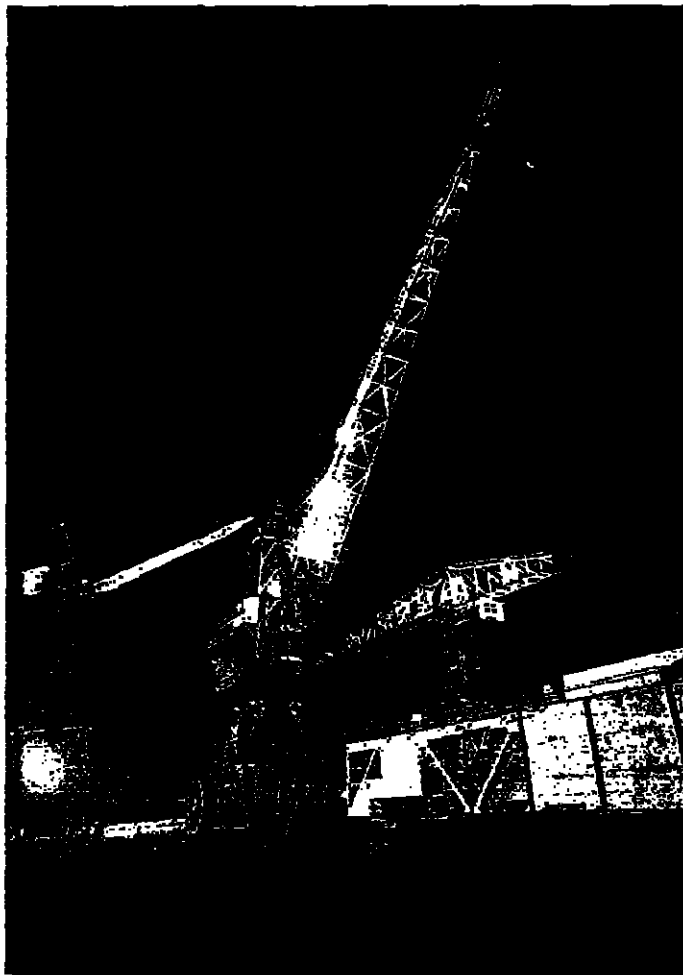
Et puis, comme ces docks, à perte de vue, racontaient décidément la mémoire de cette « ville sans ville », les hommes se ressaisirent, ils cherchèrent à utiliser ces alvéoles blindées. On y traita du phosphore ; puis on se rendit à l'évidence : la base n'avait d'autre que d'entretenir du souvenir. De tourisme. Sous l'écluse fortifiée, on mit à quai un sous-marin, un vrai, d'époque, l'*Esperanza*, qui se visite. L'écomusée organisa des expositions, on lança un concours d'architecture pour inventer un autre avenir à tout ou partie de ce béton. Et Yann Kersalé s'éclaira. De bleu, dans les alvéoles. De gris et de rouge, autour, afin qu'à cet endroit du port nul badaud ne puisse se méprendre. La base, dans sa lumière, devient, à la nuit tombée, le miroir des souffrances d'une ville de circonstance, moderne.

« Allons, on visite bien des cités médiévales fortifiées », dit encore Serge Sicard, « ou les œuvres de Vauban ». Exact. Nul ne sait très bien encore ce que le temps laissera de la base de sous-marins. Les projets les plus fantasmatiques circulent parmi les architectes que cette masse, au ras de l'eau, fascine. L'un d'eux propose même de la transformer en boîte de nuit.

En attendant, à la tombée du jour, elle réapparaît, grossie, tenace, envahissante, sous les projecteurs. Chaque année, les visiteurs de Saint-Nazaire sont plus nombreux. C'est mille, ces derniers mois, pour ce spectacle immobile des docks qui impose, même au promeneur distrait, une sorte de respect immédiat pour le décor, rude, de ces hommes-là.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

(1) *Saint-Nazaire et la construction navale*, ouvrage illustré de photographies d'époque. 133 F. édité par l'éco-musée, rue de Bae-de-Mindin, à Saint-Nazaire. Tél. : 40 22 35 13. L'éco-musée est ouvert de 9 h 30 à 18 h 30, sauf les lundis et mardis. Le port est éclairé toutes les nuits de l'année.



مكتبة من الأصل

حکومتی اہل

ÉCONOMIE

SECTION C

28 M. Levy-Lang renforce son contrôle sur Paribas
Les résultats de la Société des bains de mer de Monaco
28 Marchés financiers
29 Bourse de Paris

La polémique sur les chiffres du chômage et les orientations du gouvernement

Les grosses ficelles de M. Charasse

Quand M. Michel Charasse prend la parole, tout le monde se tait. A commencer par les ministres dont il pèse largement les plates-bandes : M. Martine Aubry, quand il s'en prend aux faux chômeurs ; M. Louis Mermaz, quand il accuse certaines banques « agricoles » - suivies mon regard - de financer les voyages des manifestants paysans. Silence, ils ne peuvent que constater, horrifiés, les dégâts causés par le droit d'ingérence dans leurs dossiers que s'accorde le ministre du budget. A eux, ensuite, patiemment, de recueillir la vaisselle cassée.

Il faut donc se faire à l'idée que, désormais, la communication gouvernementale comporte deux temps ou deux registres. L'officiel et l'officieux. Le verbe ampoulé et les propos de café du commerce. Et qui faut-il croire ? Le ministre du travail qui veut sérieusement mettre de l'ordre dans les fichiers de l'ANPE ? Le ministre de l'Agriculture ? Ou M. Charasse, qui a une fâcheuse tendance à se laisser entraîner par une inflation du verbe, inversement proportionnelle à la rigueur du budget et à la maîtrise de la hausse des prix ?

A l'audimat, ces effets de manches valent à leur tour une réputation sans commune mesure avec le bien-fondé de ses interventions. Bientôt en avant, on est plus proche des bonnes grosses ficelles des démagogues de télévision, des flatteries que des vérités des animateurs de jeux télévisés. Mais n'est pas Coluche qui veut.

Le résultat, c'est qu'il n'y a plus de débat possible. On peut contester les chiffres du chômage, mais pas faire en sorte, comme M. Charasse, qu'on puisse accéder jusqu'à la réalité, puisque, selon un piètre argument, « ce serait la révolution sociale ». Le sujet est trop douloureux, trop d'années, pour des millions de gens. Et, si l'on voulait être honnête, il faudrait aussi parler de tous ceux - les jeunes en stage, les plus âgés en préretraite - que le statistique officielle dissimule. Quant au sort des agriculteurs, agités au terme d'une terrible mutation à ne plus représenter que 7 % de la population active, confrontés à l'adaptation aux règles du grand marché, ils méritent sans doute d'autres attentions. Que des administrateurs-paysans du Crédit agricole aient périé payé les déplacements des manifestants de leurs jolies présences n'est jamais qu'un épiphénomène.

Voilà où conduit l'abus de politique-spectacle : à une caricature.

ALAIN LEBEAUCHE

■ Remarque au PS. - Les propos de M. Michel Charasse sur les « faux chômeurs » ont été relayés par le parti socialiste, diffusés sur RTL, vendredi 20 septembre. M. Pierre Moscovici, secrétaire national du PS chargé des études et proche de M. Lionel Jospin, a déclaré ne pas être sur le « même ligne » que le ministre, délégué au budget, car « ce qui compte ce sont les vrais chômeurs ». M. Jean-Christophe Cambadéus, député de Paris et délégué national du PS aux droits sociaux, a annoncé dans un communiqué qu'il avait démissionné de ce dernier poste. Il écrit notamment : « Il n'est pas admissible qu'au moment où le gouvernement tente, par une politique en direction des PME-PME, de relancer l'industrie pour faire baisser le nombre de chômeurs en France, le ministre du budget torpille littéralement cette politique en faisant porter la responsabilité du chômage non pas sur l'insuffisance de la formation de l'industrie au besoin de la compétitivité économique, mais en pointant du doigt et en ouvrant une polémique sur les vrais faux chômeurs (...). »

M^{me} Edith Cresson a présenté ses projets de réforme de l'apprentissage

Versée clôture, jeudi 19 septembre, la manifestation organisée par l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) à l'occasion du lancement de la campagne « Jeunes industries », M^{me} Edith Cresson a présenté son programme pour l'apprentissage et la formation en alternance. Le premier ministre a, présenté, devant un parterre de chefs d'entreprise, l'essentiel du contenu d'une communication qui sera faite en conseil des ministres, le 25 septembre.

Relancé dès son arrivée à Matignon, par M^{me} Edith Cresson, le dossier de l'apprentissage et de la formation en alternance apparaît de plus en plus comme un élément de rapprochement entre l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) et le premier ministre. Dans son discours d'investiture, à l'Assemblée nationale, elle avait cité en exemple la campagne « Jeunes industries » de la puissante fédération patronale.

Le 19 septembre, à l'occasion de la manifestation organisée à la Grande Arche, en présence de nombreux ministres et anciens ministres, pour son lancement officiel, elle a dévoilé quelques-unes des orientations qui feront l'objet d'une communication en conseil des ministres la semaine prochaine. Puis le premier ministre a exposé, dans le cadre du « programme Matignon », qui comprend déjà les mesures en faveur des PME/PMI, son « grand projet à cinq ans », pour l'apprentissage et l'alternance.

S'appuyant sur le rapport de M. Xavier Grefre, nommé délégué national à la formation en alternance en juin dernier, M^{me} Cresson a annoncé plusieurs mesures immédiates. Désormais, une information sur les métiers sera offerte aux élèves, « dès le collège », et un comité de perfectionnement, associant les enseignants et les milieux professionnels, sera mis en place dans les établissements, « avant décembre 1991 », afin de mieux cerner les besoins locaux en emplois.

Le brevet professionnel sera réaménagé et, surtout, on procédera à un « examen de CAP ». « Pourquoi faudrait-il le définir nationale-ment ? », s'est interrogée le premier ministre, apparemment soucieuse d'écorner le monopole centralisateur de l'éducation nationale, et qui souhaite que « 30 % du contenu » puisse être modulé localement. Autre petite révolution, elle propose de modifier le contrôle des connaissances et de pouvoir obtenir les diplômes par la validation des acquis, « d'ici la fin de l'année ».

Quant au programme pour les cinq ans à venir, à la fois plus ambitieux et plus précis, il ressemble à un catalogue d'intentions très claires. A terme, il s'agit bien d'une réforme qui remet en cause la place du système d'enseignement traditionnel, et qui exige beaucoup des entreprises.

Apprentissage et formation en alternance devront accueillir des « centaines de milliers de jeunes », dans l'industrie et l'artisanat. Les dépenses de formation des deux formules seront « assimilées à un investissement immobilier ». Il faudra généraliser « la mixité du temps passé en entreprise et en édu-

blissement de formation », et ce, ajoute M^{me} Cresson, pour toutes les formations initiales, qu'elles soient techniques, professionnelles ou générales.

Chacun aura la possibilité de choisir entre la voie classique et celle de l'apprentissage, « jusqu'au plus haut ». Les diplômés et les qualifications étant dévalorisés « selon une grille commune » qui permettra de changer de filière et de transférer les acquis. Plus novateur encore, le savoir-faire acquis dans l'entreprise pourra être validé, au même titre que les savoirs académiques. « Je ne vois pas pourquoi l'enseignant serait le seul à pouvoir porter un jugement », a ajouté le premier ministre.

Outre un réexamen du rôle des CFA de l'éducation nationale, il est envisagé de généraliser le partenariat entre les entreprises et les établissements d'enseignement professionnel ou technologique. Ces nouvelles relations devraient favoriser des « négociations locales » et supposer que l'on accorde « plus d'autonomie » aux établissements. « Nous avons besoin d'une concertation entre les différents acteurs », a conclu M^{me} Cresson qui a appelé « les entreprises, les régions et les syndicats » à se rassembler autour du projet de formation en alternance, qualité « d'action d'intérêt général ».

De tels propos, espérés par le parterre de chefs d'entreprise réunis par l'UIMM, ne pouvaient que satisfaire le public. Au cours de la journée et des débats, notamment avec M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, et M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC, ils avaient parfois eu l'impression de s'éloigner du sujet.

A. L.

Alors que le groupe enregistre une chute de ses résultats semestriels M. Gandois annonce qu'une modification du capital de Pechiney international est à l'étude

La finance est une perpétuelle source d'étonnements. Il y a un peu plus de deux ans, Pechiney décidait d'introduire en Bourse 25 % du capital d'une nouvelle structure, Pechiney international, pour drainer les fonds nécessaires à son développement.

Estimant ses besoins en argent frais à 4 milliards de francs, le groupe dirigé par M. Jean Gandois avait doté d'entrée cette entité de ses participations dans trois usines d'électrolyse (Canada, États-Unis, Australie) pour renforcer le poids financier de l'emballage (American National Can - ANC - et Cebal) et des composants aéronautiques (Howmet). Deux ans et demi plus tard, le groupe envisage officiellement de rapatrier ces activités aluminium dans le giron de la maison-mère, toujours pour les mêmes raisons : financer son développement.

Le déclinement global du groupe atteindra 28 milliards de francs à la fin de cette année. Pour défendre sa position de numéro un mondial, le groupe estime à 3 milliards de francs les investissements à réaliser dans l'emballage (dont 1,5 milliard dans la boîte boisson, croît au rythme exponentiel de 20 % par an), hors acquisitions. Conséquence : Pechiney a l'intention de proposer « dans les prochains mois » à ses actionnaires un certain nombre de solutions « pour que le développement de Pechiney international se poursuive, en étant géré ni par l'endettement ni par le manque de marge brute d'autofinancement lorsque l'aluminium touche son point le plus bas », a expliqué, jeudi 19 septembre, M. Jean Gandois lors de sa conférence de presse sur les résultats semestriels.

Parmi les options les plus sérieusement étudiées, a confirmé le patron de Pechiney, figure donc la mise sur le marché de titres Pechiney international après augmentation du capital et cession des activités aluminium à la maison-mère. Le groupe disposerait ainsi de deux « vecteurs financiers distincts ». Le premier, Pechiney, fortement axé sur le métal blanc ; le second, Pechiney international, n'achetant que l'emballage (American National Can - ANC - et Cebal) et les composants pour l'aéronautique (Howmet). L'autre grande hypothèse, a évoqué

M. Gandois, consiste bien entendu à ouvrir directement le capital de Pechiney, la maison-mère, entièrement contrôlée par l'État. Une telle opération a été rendue possible par les sérieux amendements apportés récemment à la règle du ni-ni. M. Mitterrand ayant lui-même donné son feu vert à la cession partielle d'actifs d'entreprises publiques, lors d'une conférence de presse du 11 septembre.

Le tempo politique jouerait donc en faveur de Pechiney. L'opportunité économique est moins évidente, ceci pour les raisons déjà évoquées. « 90 % des électrolyses dans le monde travaillent actuellement à perte », souligne-t-on chez Pechiney. Dans un tel contexte, il est ardu d'attirer des investisseurs extérieurs, aux meilleures conditions.

Etant donné les complications comptables et fiscales de l'opération (la cession de l'aluminium de Pechiney international à Pechiney risque de faire apparaître des plus-

values « inopportunes » à certains niveaux du groupe), le dossier devrait traîner plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Le temps nécessaire pour peaufiner les performances du groupe dont les résultats du premier semestre 1991 ont été médiocres.

Sur les six premiers mois de l'année 1991, il affiche une baisse de 60 % du résultat net, à 480 millions de francs, pour la maison-mère et de 40 %, à 257 millions de francs, pour Pechiney international. La faute en incombe à l'emballage (40 % du chiffre d'affaires total du groupe et 44 % de sa marge opérationnelle) qui, pour des raisons saisonnières (moins de consommation de boîtes de boisson aux États-Unis) et pour cause de guerre du Golfe (pause marquée de la consommation de cosmétiques sur les principaux marchés), n'a pu, selon Pechiney, jouer son rôle d'amortisseur.

CAROLINE MONNOT

En s'alliant à l'actionnaire sud-africain L'UAP affirme son contrôle sur l'assureur britannique Sun Life

L'Union des assurances de Paris (UAP), numéro un français de l'assurance, et Transatlantic Holdings, filiale du groupe sud-africain Liberty Life, les deux principaux actionnaires, à parts égales (27,7 %), de la compagnie britannique d'assurance-vie Sun Life, devaient signer, le 20 septembre à Londres, un accord leur permettant d'en prendre le contrôle conjoint et de lancer une offre de maintien de cours pour le capital restant. Dans la foulée, l'UAP prendra 15 % de Transatlantic Holdings, renforçant ainsi sa coopération avec son partenaire sud-africain et, indirectement, sa position dans Sun Life. L'opération globale, financée sur ses propres capitaux, devrait coûter à l'UAP de l'ordre de 2 milliards de francs.

En trois ans, les deux principaux actionnaires de l'assureur-vie britannique Sun Life, l'Union des assurances de Paris (UAP) et la société Transatlantic, bras armé de Liberty Life, une société d'assurances sud-africaine dirigée par M. Donald Gordon, seront passés de la guerre ouverte à la franche coopération. A l'automne 1988, le français entre par effraction dans la compagnie britannique, en achetant sur le marché 18 % du capital. Il est, à l'époque, appelé à la rescousse par son président, M. Peter Grant, à la recherche d'un allié face à un actionnaire jugé encombrant : Transatlantic Holdings, détenteur de 25 % du capital, n'est pas agréé par la direction et n'est pas représenté au conseil.

deux partenaires décident donc - et c'est l'objet de l'accord qui devait être signé le 20 septembre à Londres - de mettre dans une société commune, Rockleigh Corporation, détenue à 50-50 par l'UAP et Transatlantic, leurs participations respectives et le paquet de 4,5 % d'actions achetées en commun à Sun Alliance au prix du marché (11,60 livres par action soit 116 francs) pour un montant de 350 millions de francs.

Des feux verts nécessaires

Quand tous les feux verts nécessaires seront obtenus, de Bruxelles, Londres et Paris, les deux alliés, propriétaires de 59,9 % de Sun Life (juste en dessous de la limite de 60 % qui aboutit automatiquement en Grande-Bretagne, au déclenchement d'une OPA en cas d'action de concert) lanceront une offre d'achat avec maintien de cours pour les 40 % restants du capital. Ce qui pourrait, si tous les titres venaient à la vente - ce qui paraît peu probable au prix du marché - leur coûter 3,2 milliards de francs. Les deux alliés confirmeront la direction actuelle de Sun Life et disposeront chacun de trois administrateurs au conseil. Ils s'engagent à ne pas modifier leurs positions pour quatre ans et bénéficient ultérieurement de droits de préemption sur leurs titres respectifs.

L'accord signé prévoit un deuxième volet, dépendant de la réussite du premier. M. Gordon était à la recherche d'un associé pour sa société Transatlantic qui, hors sa participation dans Sun Life, détient un groupe immobilier qui développe des centres commerciaux, notamment autour de Londres. L'UAP se dispose à devenir cet associé à hauteur de 15 % pour 1,4 milliard de francs, ayant ainsi un œil sur les projets de Transatlantic et renforçant indirectement son emprise sur Sun Life.

M. Peyrelevade, qui avait annoncé cette année que les grandes manœuvres de croissance externe étaient limitées et que l'UAP entrerait désormais dans une période de « digestion », concrétise par son accord en Grande-Bretagne la deuxième opération de « rectification de frontières », après celle intervenue en mars dernier (le Monde du 30 mars) avec le groupe Bruxelles-Lambert, dans le Royaume-Belge, deuxième assureur de Belgique. La troisième opération, toujours en négociations qui pètiennent, sera celle avec le groupe Suez sur la compagnie Victoire.

CLAIRE BLANDIN

M. Gordon riposte en augmentant sa participation jusqu'à 29,8 %, à la limite du seuil de déclenchement automatique (29,9 %) d'une offre publique d'achat (OPA) en Grande-Bretagne. L'UAP poursuit les hostilités en rachetant, elle aussi, des titres Sun Life. Après un an de conflit, les deux actionnaires finissent par signer une paix armée en octobre 1989, chacun s'engageant à ne pas déclencher la guerre. Leurs participations dans Sun Life sont mises à égalité (27,7 %).

Depuis, les relations n'ont fait que s'améliorer, et l'abandon par l'Afrique du Sud de sa politique de discrimination raciale aidant, les adversaires d'hier sont devenus des partenaires amis. L'occasion d'afficher cette amitié a été fournie à l'été 1991, lorsqu'un troisième actionnaire de Sun Life, la compagnie Sun Alliance, à la recherche de capitaux frais, a offert au président de Sun Life son paquet d'actions (4,5 % du capital).

M. Grant s'est alors tourné vers l'UAP. Le président de la compagnie française, M. Jean Peyrelevade, et son homologue sud-africain, M. Gordon, ont discuté tout l'été pour parvenir à un accord. Aucun des deux n'avait en effet intérêt à racheter seul le paquet de Sun Alliance sous peine d'être obligé de déclencher une OPA. Les

M. Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, à Johannesburg

Pas de levée immédiate de l'embargo français sur le charbon d'Afrique du Sud

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre français de l'Industrie et du commerce extérieur, a affirmé jeudi 19 septembre en arrivant à Johannesburg que la France leverait ses dernières sanctions économiques contre l'Afrique du Sud lorsque le pays entrera dans la « phase finale du processus de démocratisation ».

Arrivé jeudi en Afrique du Sud pour la première visite officielle d'un ministre français dans ce pays depuis 1975, M. Dominique Strauss-Kahn a déclaré : « La France a été l'un des pays les plus critiques contre l'apartheid. Maintenant nous voulons être un des plus fermes soutiens au processus de démocratisation. » Il a toutefois précisé que l'embargo, décidé par la France en 1985 sur les importations de charbon sud-africain ne sauterait qu'avec le « dernier verrou » du processus de démocratisation.

« L'ANC a encore besoin qu'on exerce cette pression. Lorsque la conférence multipartite [destinée à jeter les bases d'une nouvelle Constitution] sera effectivement mise en place, il conviendra de lever cet embargo », a-t-il déclaré. Ce principe posé, le ministre a plaidé tout au long de la journée pour un renforcement des liens économiques entre la France et l'Afrique du Sud. Selon lui, les entreprises françaises doivent investir en Afrique du Sud, qui réalise à elle seule le tiers du produit national brut du continent africain. - (AFP).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS				
GUINNESS PLC				
RÉSULTATS CONSOLIDÉS				
1 ^{er} semestre 1991				
en millions de £	30/06/91	30/06/90	Evolution	
Chiffre d'affaires	1 675	1 526	+10%	
Résultat courant avant impôts	350	322	+9%	
Résultat courant après impôts	246	220	+12%	
Bénéfice net	227	201	+13%	
Bénéfice net par action	24,7	21,9	+13%	

* Y compris les principaux acquits effectués au 1^{er} semestre 1991 dans le secteur des spiritueux.
- En pence et centimes de pence.

Le Conseil d'Administration a décidé la distribution d'un dividende intermédiaire net de 6,1 pence par action ordinaire, payable le 4 novembre aux Actionnaires inscrits dans les registres de la société le 10 octobre 1991. Par ailleurs, il propose à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 octobre prochain une augmentation de capital par incorporation de réserves donnant lieu à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour une action ordinaire ancienne.

Commentant les résultats, le Président Anthony Tennant a déclaré :

«... Les acquisitions effectuées par le Groupe et la cession d'Holland sont conformes à notre politique de concentration de nos moyens sur nos activités principales : les spiritueux et la bière... »

«... La récession dans les pays anglo-saxons s'est révélée plus durable et plus profonde que prévu... Néanmoins, notre stratégie de base reste valable et ne sera pas modifiée face à cette situation économique défavorable à court terme. Nous pensons toujours être en mesure de réaliser une croissance acceptable de nos bénéfices cette année... »

Financière - Asie

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

PRIX INTÉRESSANT LUXEMBOURG

M. St-Pierre, Pierre de L., 5^e étage, asc., balc., off. gd. liv., s. m., 4 ch., cuis., 2 b., 180 m², service. 25, rue d'Alsace, 1150. Samedi 14 h à 18 h.

8^e arrdt

Prix intéressant

Paris 8^e, rue de la Boétie Studio 26 m² dans imm. class., 1 p., s. m., 4 ch., cuis., 2 b., 180 m², service. 25, rue d'Alsace, 1150. Samedi 14 h à 18 h.

9^e arrdt

PRÈS TRUDAINÉ

3/4 pièces rénové 65 m², 1 450 000 F. Samedi de 14 h à 18 h. 37 bis, rue Rodier.

14^e arrdt

MONTPARNASSE

2 p., 35 et 45 m². Refait tout, env. 1 800. Samedi de 14 h à 18 h. 42, rue Raymond-Louvet.

92 Hauts-de-Seine

PRIX INTÉRESSANT

NEUILLY. M. Sablon, Agence St-Pierre. Pierre de L., tout confort, 4 ch., sur rue et jardin. Pose, parking, living double, cuis., bain, 100 m². 21, rue d'Orléans. Samedi 15 h à 18 h.

locations non meublées demandes

Paris

Journaliste Le Monde. recherche 2 pièces. Paris, 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e. 1 000 F/mois. Tél. H. B. : 40 57 27-88.

locations non meublées offres

Région parisienne

A LOUER, MEAUX 77.

GRENIER AMÉNAGÉ dans immeuble rénové. Pourrait servir de bureau ou d'atelier. F1 env. 35 m². (Dépendance fonctionnelle). Tél. 64-34-22-17.

maisons individuelles

NOGENT BOIS

MAISON DE CHARME 180 m², refait tout. Terrasse, jardin, garage. A saisir. 3 450 000 F. Samedi 14 h à 18 h. 74, bd Gambetta.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix de bijoux exceptionnels à Paris pas cher, à la vente, à la location, à la réparation, à l'achat-échange bijoux.

PERRONO OPERA

Angle bd des Capucines, 4 ch., d'Antin, magasin à l'Étoile, 37, av. Victor Hugo. Samedi 14 h à 18 h.

Festivités

POUR LA RÉUSSITE DE VOS FÊTES

Adresses de Noël, gâteaux, cocktails, anniversaires, mariages, soirées... toutes confiances aux « ARTISTES EN FÊTE ».

Piano

Prof. de piano, élève, cours de piano début. Form. ass. 45-04-55-81, r.p.

VENDES PIANO DROIT

PLEYEL, 1500, 1600, 1700 F. Tél. H. B. : 40 57 27-88.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Construction de sociétés et tous services. 42-55-17-50.

propriétés

RECHERCHONS

Pour notre clientèle européenne, propriétés, domaines, châteaux, propriétés agricoles, etc.

EMILE GARCIN. Tél. : (181) 80-82-01-58. FAX : (181) 80-82-39-57. TELEX 432 482 F.

immobilier information

PART. VEND DROIT AU BAIL

Tous comm. : 380 000 F. ADJ. EN PROVENCE (haut de ville) : 50 m². Loyer : 2 500 F/mois. Tél. : (161) 50-42-48-09. (161) 50-42-48-47. (le soir après 20 heures).

pavillons

Vds à Marly-le-Roi, de ré. calme, pav. mitoyen, env. 3 ch., s. m., 4 ch., cuis., cave, jard. 1 600 000 F. Tél. : 47-41-91-09, semaine.

immeubles

VENTES IMMOBILIÈRES PARIS-15^e. A vendre en totalité imm. n^o 8 avenue meublé + 2 locaux comm. 45-54-85-47.

ASSOCIATIONS

Sessions et stages

Mardi 24 septembre 1991. Rose-Croix d'Or. Vaincre le mal. Aqueries, 54, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie. Paris 4^e 20 h 30. Entrée libre et gratuite.

THÉÂTRE DE L'OPÉRA

BOAL FORMATION 91-92 A PARIS. Stages Théâtre & Théâtre de 28 oct. au 2 nov. 1991 et du 13 au 18 janvier 1992. Théâtre en action société de 27 nov. au 1^{er} fév. 1992. Initiation du 22 au 25-01 et du 11 au 15 juillet 1992. Plusieurs ateliers seront proposés. Renseignements : CTO, 7, rue E-Sue Paris 10^e. Tél. : 42-23-19-15.

3 Formules pour apprendre à communiquer

en Russe, Anglais, Allemand, Esp. Italien. Professeurs qualifiés et de langue maternelle. Travail intensif sur compréhension et expression orale. Formule mensuelle : tous les jours de 8 h-9 h 30 (anglais seulement) 4 semaines (30 h) : 1 800 F. Formule trimestrielle : 3 semaines, 14 h-17 h sur sem. 10 h-13 h : 2 250 F. Formule annuelle : 24 semaines, 18 h-21 h : 4 500 F. ACCORD, 72, RUE HAMBUTEAU 75001 PARIS. Les 145. Tél. : 42-36-24-55.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

COUS D'ARABE

Tel. n^o 7. Journaux, soir, samedi. Cours encadrés. Nouveaux programmes. Inscr. : AFAC 42-72-20-88.

ÉCONOMIE

Le projet de budget de 1992 et les réactions politiques

Le ministère de l'équipement prévoit une croissance des crédits de 0,9 %

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a présenté le 19 septembre le projet de budget des départements ministériels placés sous sa responsabilité. Face aux critiques exprimées sur la trop grande taille de son ministère, le ministre entendait démontrer sa cohérence et son efficacité.

Le projet de budget 1992 atteindra 132,1 milliards de francs de crédits de paiement, ce qui représente une croissance de 0,9 % par rapport au budget amputé de 1991, c'est-à-dire de 3,2 milliards de francs de crédits de paiement. L'urbanisme, le logement et les services communs dépenseront 54,5 milliards; les transports terrestres, 44,5 milliards; les routes, 8 milliards; la sécurité routière, 769,5 millions; le nouveau budget annexe de l'aviation civile, 6,4 milliards; l'espace, 7,8 milliards;

la météorologie, 1,2 milliard; la mer, 6,7 milliards; le tourisme, 424,8 millions de francs.

M. Quilès a déclaré que ce budget lui semblait adapté pour atteindre les objectifs qu'il s'est assignés. Il a souligné que le plan gouvernemental de soutien au logement créait entre quarante mille et quarante-cinq mille emplois dans les dix-huit prochains mois (le Monde du 20 septembre).

M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme, a fait état d'une enveloppe de 190 millions de francs qui permettra, avec le concours de partenaires privés, de dépenser le double pour la promotion de la France à l'étranger. M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat au logement, a confirmé que le plan logement poursuivait des buts sociaux (« Développer l'offre de logement ») et économiques (« Soutenir l'emploi »).

Attendre

les « bleus »

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a annoncé un crédit de 10 millions de francs destiné à développer des technologies informatiques de navigation et de régulation routières. Enfin, M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, a confirmé que le budget 1992 poursuivait la modernisation de la marine marchande, de la pêche et des ports où « les choses ne peuvent rester en l'état », notamment dans le domaine de la maintenance.

Il faudra attendre d'avoir les « bleus » budgétaires pour comprendre les vrais modifications intervenues, car la présentation ministérielle insistait seulement sur les augmentations, au demeurant minimes, laissant dans l'ombre des amputations, bien réelles. Il s'agit de l'attente d'un bilan confiant de France, qui regroupe les professionnels de l'automobile, du pétrole, des travaux publics et des transports routiers, et « l'insurser » contre la réduction d'un quart du budget des routes.

M. Juppé : « L'économie française est en panne »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, ancien ministre du budget du gouvernement Chirac pendant la période de cohabitation, a déclaré à propos du projet de budget pour 1992 : « L'économie française est en panne. Les recettes fiscales stagnent, les déficits se creusent, la dette s'emballe. Il est trop facile d'accuser la conjoncture internationale car c'est la politique économique du gouvernement qui est responsable de cette situation. L'argent que nous avons laissé dans les caisses en 1988 a été gaspillé délibérément. La dépense publique, en effet, a augmenté deux fois plus que l'inflation et trois fois plus qu'impressionnant. On peut s'attendre que le déficit de 1991, qui ne devait atteindre que 80 milliards, dépasse les 100 milliards. »

M. Juppé se demande ensuite ce que l'on aurait dû faire. Et il répond : « Il convenait d'utiliser les recettes que nous avions laissées pour désendetter l'Etat et pour poursuivre la mise en place de la réforme de la fiscalité que le gouvernement de Jacques Chirac avait commencée. Le gouvernement actuel, de plus, s'abandonne dans des dépenses prioritaires qui concernent la défense, l'emploi et l'agriculture. Les allègements fiscaux accordés aux PME sont de la poudre aux yeux. Si chaque mesure va dans le bon sens, au total elles ne constituent qu'une opération blanche puis-je qu'on reprend d'une main ce qu'on donne de l'autre. » M. Juppé a affirmé notamment que « rien ne serait changé pour les PME qui ne distribuent pas de bénéfices, pour celles qui ne réalisent pas de bénéfices et également pour les entreprises individuelles ou en non personnel. »

Pour lui, globalement, le montant des allègements fiscaux s'élève à 10,7 milliards, qui seront presque totalement compensés par une hausse des impôts de 10,4 milliards. Il note, à propos de la comparaison avec les pays étrangers, que les prélèvements obligatoires sont en Allemagne de 38 % contre plus de 44 % en France, et que, même si chez nos voisins ils ont augmenté, la marge demeure encore très grande.

L'ancien ministre, député RPR de Paris, conclut : « Depuis 1988, la politique budgétaire va à l'encontre : on a trop dépensé quand l'économie marchait bien et on n'a plus de marge de manœuvre lorsque l'économie marche mal. »

AL F.

M. Ladislav Poniatowski (PR) : « sacrifiés ». — M. Ladislav Poniatowski, porte-parole du Parti républicain, a affirmé, jeudi 19 septembre, que le projet de budget pour 1992 est « un budget de sacrifiés, sans réelles priorités et incapable de définir une stratégie en matière d'emploi ». « Dans une conjoncture difficile, le gouvernement reste passif devant la dégradation de la situation de l'emploi, a-t-il ajouté. »

M. Millon (UDF) : « résignation ». — M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré, jeudi 19 septembre, que le projet de budget pour 1992 correspond à un « budget de résignation, de passivité et d'assoupissement ». Selon lui, « il ne paraît pas à la France l'urgence du marché unique, avec l'aggravation du déficit budgétaire et l'augmentation considérable de la dette publique. »

M. Planchon (PS) : « rigoureux ». — M. Jean-Paul Planchon, député socialiste de Seine-et-Marne, juge que le projet de budget est « rigoureux » sans pour autant qu'il soit possible, à son avis, de le qualifier de « budget de rigueur ». Il parle de « budget d'accompagnement » et estime que certains besoins — logement social, grands équipements, dotations particulières à l'agriculture — « ne sont pas suffisamment bien satisfaits ».

Ligue communiste révolutionnaire (travailleurs). — « La majorité des salariés, tous ceux et celles qui sont exclus du travail, n'ont qu'à se serrer la ceinture. Ce gouvernement allie à la faillite et au renoncement à toute ambition de changement le cynisme le plus complet. (...) Il est temps de ruer dans les brancards. »

AL F.

Libération des dirigeants de l'usine GEC-Alsthom du Bourget. — En grave depuis le 18 septembre, à l'appel de l'inter-syndicale CGT-CFDT-FO, une partie des salariés de l'usine GEC-Alsthom du Bourget (Seine-Saint-Denis) ont décidé, vendredi matin 20 septembre, de poursuivre l'occupation des locaux. Quelques heures auparavant, les forces de police avaient libéré le directeur et le chef du personnel de l'établissement retenus par les grévistes depuis deux jours. Les salariés s'opposent à un plan de suppression de 151 des 800 emplois de l'usine (le Monde du 20 septembre).

AL F.

TRANSPORTS

Pour assurer son redressement

Sabena met en concurrence Air France et British Airways

M. Pierre Godfrid, président de la compagnie aérienne belge Sabena, continue à faire monter les enchères avant de choisir le partenaire étranger susceptible d'apporter l'aide financière déterminante pour sauver son entreprise. Quitté à s'attacher les foudres des nationalistes flamands, il a fait savoir que c'était, désormais, Air France et non plus British Airways — qui pourrait apporter 4 milliards de francs belges (660 millions de francs français), auxquels s'ajouteraient 2 milliards (330 millions) en provenance d'un partenaire belge, qui pourrait être le groupe Bruxelles-Lambert.

On a cru longtemps que l'offre de partenariat française permettrait à Sabena de demander plus à British Airways, intriguée seulement par les possibilités de l'aéroport de Bruxelles. Il semble qu'Air France se soit piquée au jeu d'une négociation menée officiellement « sur la base d'accords commerciaux ».

Il n'est pas encore aisé de comprendre quel intérêt la compagnie française, qui n'est pas en très bonne santé, trouve à un transporteur lui-même sérieusement malade (1,2 milliard de francs de perte en 1990), sauf à croire qu'il s'agit pour elle d'empêcher un concurrent de s'en approprier la direction.

TRANSPORTS

Pour assurer son redressement

Sabena met en concurrence Air France et British Airways

M. Pierre Godfrid, président de la compagnie aérienne belge Sabena, continue à faire monter les enchères avant de choisir le partenaire étranger susceptible d'apporter l'aide financière déterminante pour sauver son entreprise. Quitté à s'attacher les foudres des nationalistes flamands, il a fait savoir que c'était, désormais, Air France et non plus British Airways — qui pourrait apporter 4 milliards de francs belges (660 millions de francs français), auxquels s'ajouteraient 2 milliards (330 millions) en provenance d'un partenaire belge, qui pourrait être le groupe Bruxelles-Lambert.

On a cru longtemps que l'offre de partenariat française permettrait à Sabena de demander plus à British Airways, intriguée seulement par les possibilités de l'aéroport de Bruxelles. Il semble qu'Air France se soit piquée au jeu d'une négociation menée officiellement « sur la base d'accords commerciaux ».

Il n'est pas encore aisé de comprendre quel intérêt la compagnie française, qui n'est pas en très bonne santé, trouve à un transporteur lui-même sérieusement malade (1,2 milliard de francs de perte en 1990), sauf à croire qu'il s'agit pour elle d'empêcher un concurrent de s'en approprier la direction.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 1991

Les principales données des comptes consolidés semestriels sont résumées ci-après :

	1991	1990	Variation
Chiffre d'affaires	28 299	28 212	+0,3%
Charge opérationnelle	24 413	24 388	+0,1%
Autres charges	1 176	1 116	+5,4%
Autres produits	753	1 273	-40,9%
Comptes intermédiaires	451	500	-9,8%
Activités industrielles exceptionnelles	217	355	-39,2%
Comptes intermédiaires	111	313	-64,5%
Chiffre d'affaires net	2 620	2 620	0,0%
Charges opérationnelles nettes	1 992	1 992	0,0%
Autres charges nettes	582	1 347	-57,6%
Autres produits nettes	451	500	-9,8%
Comptes intermédiaires nettes	451	500	-9,8%
Chiffre d'affaires net	5 547	5 547	0,0%

* Hors plus-value exceptionnelle de 2 688 millions.

Les réalisations du premier semestre 1991, comparées à celles des six premiers mois de 1990, traduisent une forte baisse de la contribution des activités du Groupe les plus sensibles à la situation économique mondiale, en particulier de celles dont les résultats dépendent étroitement du niveau des cours des métaux (aluminium, métal, électrometallurgie, négoce). Ils mettent cependant en valeur l'importance de la contribution du secteur Emballage (40% du chiffre d'affaires total et 44% de la marge opérationnelle) et l'impact déterminant pour le Groupe du réajustement qu'a permis d'opérer l'acquisition d'American National Can.

L'analyse par pôle d'activité fait apparaître les évolutions suivantes :
• La progression limitée des ventes et des résultats du secteur Emballage s'explique par une répartition de l'activité entre le premier et le second semestre, cette année, sera sensiblement différente de celle du précédent exercice. Ce secteur devrait enregistrer en 1991 une progression de sa marge opérationnelle d'au moins 8% (à cours de change constant), progression à laquelle toutes les activités contribueront, à l'exception du boilage alimentaire Amérique du Nord.
• Le secteur Aluminium enregistre globalement, d'un semestre à l'autre, une baisse de 41% de sa marge opération-

nelle. L'activité Aluminium métal a été fortement pénalisée par la baisse du dollar au cours des deux premiers mois de l'année, puis par celle des cours du métal durant le second trimestre; à l'inverse, les résultats de l'activité transformation ont progressé.
• Au sein du pôle Composants Industriels, l'activité Équipements de Turbomoteurs réalise un résultat légèrement supérieur à celui du premier semestre 1990, mais en retrait par rapport à celui du second, cette tendance devant se poursuivre sur les prochains mois en raison de la situation actuelle du trafic aérien.
• Parmi les Activités Industrielles connexes, seule l'activité Combustible nucléaire est en progrès; l'électrometallurgie subit les effets d'une conjoncture moins favorable sur la plupart de ses marchés, en particulier, sur celui de la sidérurgie.
• Quant au Commerce International (négoce et distribution), sa marge opérationnelle est en retrait de 63% par rapport au résultat, il

ÉCONOMIE

CONSUMMATION

En réaction contre le gavage des oies

La chaîne alimentaire suisse Migros et les restaurants Moevenpick renoncent à vendre du foie gras

BERNE

de notre correspondant

En réaction à une récente émission de la télévision suisse de langue allemande sur le gavage des oies en France et en Hongrie, la chaîne des magasins d'alimentation Migros et les restaurants Moevenpick ont décidé de renoncer à vendre du foie gras, a annoncé mardi 17 septembre, le service de presse de la télévision helvétique. Moevenpick a indiqué que cette décision ne concernait pas seulement la Suisse, mais que le foie gras serait désormais banni de tous ses restaurants à travers le monde, donc aussi en France.

Migros et Moevenpick suivent ainsi l'exemple des magasins Danner, qui, depuis une année déjà, ont retiré le foie gras de leurs rayons. Migros a cependant fait savoir que la disparition de l'article incriminé deviendra effective seulement après écoulement de ses stocks actuels.

De leur côté, les magasins Glo-

bus ont opté pour une solution intermédiaire: ils continueront à offrir pâtés et terrines au foie gras mais ne vendront plus le produit frais. A son tour, le groupe Coop a choisi de suivre le mouvement, afin de tenir compte, explique-t-il dans un communiqué publié jeudi 19 septembre, «de la critique massive des médias et de l'opposition du grand public au gavage des oies et des canards, méthode interdite en Suisse».

Différence de sensibilités

Au-delà de son aspect anecdotique, cette affaire est, une fois de plus, révélatrice de la différence de sensibilités culinaires, sinon de mentalités, entre Suisses allemands et romands. Ainsi, certains germanophones n'ont jamais compris comment leurs compatriotes de langue française pouvaient manger des cuisses de grenouille ou des escargots.

En décembre 1987, n'avait-on pas vu le président de la Société

protectrice des animaux s'indigner de trouver des cuisses de grenouille au menu du banquet organisé dans le canton de Neuchâtel en l'honneur de l'ancien ministre suisse des affaires étrangères, M. René Felber, fraîchement élu au gouvernement helvétique? Pour éviter l'incident, les rainettes avaient été remplacées au pied levé par des coquilles Saint-Jacques.

Naguère, un député était allé jusqu'à réclamer l'interdiction pure et simple de la consommation des cuisses de grenouille sur tout le territoire de la Confédération. Si les batraciens sont désormais protégés en Suisse, quelques rares importateurs francophones sont autorisés à s'approvisionner à l'étranger par respect des traditions de leur contrée, mais à condition de pouvoir fournir la garantie que les bestioles ne soient pas démembrées vivantes avant d'être consommées.

JEAN-CLAUDE BUHRER

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Forte chute en Hongrie

La production industrielle en Hongrie a baissé de 16,8 % entre janvier et juillet 1991, par rapport à la même période de l'an passé, a annoncé, jeudi 19 septembre, l'Office central de la statistique.

La production agricole a aussi reculé: - 16 % pour les ventes de bétail et de viande, - 56 % pour les légumes et l'horticulture. D'autre part, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a presque doublé, passant de 137 000, à la fin de l'année 1990, à 217 000 à la fin juillet 1991. - (AFP.)

BALANCE COMMERCIALE

Aggravation du déficit américain

Une forte hausse des importations américaines a fait progresser le déficit commercial américain de 55,7 % en juillet à 5,9 milliards de dollars, contre 3,8 milliards en juin (chiffre révisé), a annoncé jeudi 19 septembre le département du commerce.

Ce déficit commercial, le plus élevé depuis janvier, est largement nourri par les importations d'automobiles, de vêtements et autres produits de consommation courante. Les importations ont fait un bond de 6,2 %, pour atteindre

REPÈRES

41,2 milliards de dollars en juillet contre 38,8 milliards en juin. Les exportations ont cru seulement de 0,8 % à 35,3 milliards contre 35 milliards le mois précédent.

En dépit de sa forte remontée en juillet, le déficit commercial américain reste en nette amélioration depuis le début de l'année. Calculé en rythme annuel, il s'est établi à 61,8 milliards de dollars pour l'ensemble des sept premiers mois de l'année, contre 101,7 milliards en 1990. Il s'agit du chiffre le plus faible depuis 1983. - (AFP.)

MATIÈRES PREMIÈRES

Le Koweït a perdu 3 % de ses réserves de pétrole

Le sabotage des puits pétroliers du Koweït «aura sûrement un impact sur nos gisements», a déclaré M. Hammoud Al Raqba, ministre koweïtien du pétrole, jeudi 19 septembre, dans une interview au quotidien Al-Sassat, estimant que le pays a perdu 3 % de ses réserves de brut, soit environ 820 millions de tonnes, l'équivalent de neuf années de consommation française.

M. Hammoud Al Raqba a chiffré les pertes subies par le secteur pétrolier à 75 milliards de dollars, dont 43 milliards représentant le prix du brut incendié ou craché par les puits sabotés.

Évoquant la future production pétrolière du Koweït, le ministre a affirmé que son pays, «sans prendre l'autorisation de quiconque», reprendra son niveau de produc-

tion d'avant l'invasion et «produira 1,5 million de barils par jour». «Nous en informons simplement l'OPEP afin qu'il y ait une coordination entre les membres du cartel, notamment ceux qui avaient augmenté leurs productions pour compenser l'absence du Koweït sur le marché pétrolier», a ajouté le ministre.

MARCHÉ UNIQUE

L'Espagne accélère la libéralisation de son économie

M. Carlos Solchaga, ministre espagnol de l'économie, a présenté, jeudi 19 septembre, devant le Parlement, une série de mesures destinées à faire basculer définitivement l'Espagne dans l'Europe libérale. Le ministre a d'abord annoncé la «totale libération des mouvements de capitaux» avant la fin de 1992. Le gouvernement anticipe d'un an la levée des derniers contrôles des changes, levée prévue par l'intégration européenne pour 1993.

M. Solchaga, soulignant que cette décision marque «l'engagement irrésistible» de l'Espagne dans la Communauté, a indiqué aussi que son pays allait accélérer la suppression des dernières restrictions à l'importation de biens et services. Appliquant unilatéralement «la pacte de compétitivité» proposé aux partenaires sociaux, mais repoussé par ces derniers il y a deux mois, le gouvernement va engager une réforme des allocations de chômage et un assouplissement des contrats de travail.

En remplacement de M. Henri Baquiast

M. Pierre-Yves Cossé nommé administrateur de la Coface

Par décret du ministre de l'économie en date du 19 septembre et publié au Journal officiel du 20 septembre, M. Pierre-Yves Cossé, inspecteur général des finances, est nommé membre du conseil d'administration de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), en remplacement de M. Henri Baquiast, nommé directeur général du Trésor (Le Monde du 20


septembre). Agé de cinquante-sept ans, énarque, M. Cossé a été, après une carrière dans l'administration, directeur général adjoint de la BNP de 1982 à 1988. Il a été nommé commissaire général au Plan en 1988. Le conseil d'administration de la Coface devrait proposer M. Cossé à la présidence pour succéder à M. Baquiast, une désignation qui doit être entérinée ultérieurement par un décret du ministre de l'économie.

○ Récolte record de céréales au Maroc en 1991. - La récolte céréalière 1991 au Maroc a atteint 8,5 millions de tonnes, un chiffre record dépassant de 20 % celui de l'année précédente, a indiqué le ministre marocain de l'agriculture, M. Othmane Dammati, jeudi 19 septembre à Rabat. - (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANVALOR INDEX.
Un placement garanti (hors droit d'entrée) pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40.

LE SEUL RISQUE QUE VOUS AYEZ À PRENDRE, C'EST CELUI DE GAGNER.




Pour la première fois, avec FRANVALOR INDEX, notre nouvelle génération de FCP de capitalisation, il est devenu possible de conjuguer sécurité de votre capital et performance intégrale de la Bourse de Paris.

En effet, ce placement vous offre, au terme de sa durée*, une double garantie irrévocable: si la Bourse monte, la Société Générale vous garantit 100 % de la hausse du marché des actions françaises sur la période d'investissement (référence: indice CAC 40). En cas de baisse, vous récupérez 100 % de votre capital investi à l'origine (hors droit d'entrée).

Cette alliance au plus haut niveau du dynamisme et de la sécurité est le résultat d'une synergie de compétences entre les spécialistes des gestions de capitaux, dont la Société Générale est l'un des leaders européens, et ceux des opérations d'options, pour lesquelles la Société Générale est leader mondial.

Pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40, réservez FRANVALOR INDEX DEUX jusqu'au 8 octobre inclus dans l'une des agences du Groupe Société Générale.

* 20 000 F minimum placés pendant 3 ans et 4 mois pour Franvalor Index Deux.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
820 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Impression
de « Le Monde »
à l'Imprimerie
94852 IVRY CEDEX
(1991)

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Reproductions sur les microfilms
et bandes du Monde au (1) 40-65-25-33
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changement d'adresse: émettez un avis de changement: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP Paris-PP
Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____ Code postal: _____
Localité: _____ Pays: _____
Veuillez écrire l'abonnement à votre nom (les noms propres en capitales d'imprimerie)

[illegible]

سكن من الاحل

NOMIE

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 21 septembre

IMAGES

PIERRE GEORGES

Rêves de mariage

Le mariage est une valeur à la hausse. Et cela ne plaît pas tellement à Odile Lamourère qui fut mariée vingt-quatre ans, ne l'est plus et, repensant, part en campagne contre une aussi détestable institution. Le mariage, dira-t-elle, en experte de la déception, c'est le séducteur du fonctionnaire. Du fonctionnaire de l'amour, cela va sans dire.

Odile Lamourère, dans son combat contre l'amour officiel, son obsession de ne plus voir des noms se mettre au bas des parchemins, n'est pas au bout de ses peines. Car elle en révent toutes et tous. Même ses enfants qui ne sont plus très loin de la traiter de déséquilibrée, ou de babe-cool ringarde. Se mettre la bague au doigt, enfin, devant M. le maire et M. le curé, le pasteur, le rabbin. Se marier, ah ! la riche et belle et bonne idée, comme papa-maman, ou plutôt comme grands-papa-maman, qui eux, au moins, avaient des principes.

Le reportage de Pierre Bonte, pour « Envoyé spécial », sur A2, n'était pas de ceux susceptibles de révolutionner la planète ou de bouleverser les foutes.

Une petite chose sans prétention, impressionniste, sur une idée toute simple : suivre trois mariages de l'an 91 et leur demander pourquoi et comment elles en étaient arrivées

à de pareilles extrémités. La réponse est venue, vieille comme le mariage : l'amour, M. Bonte, l'amour. Le vrai, le grand, le beau, le définitif et inoxydable amour, qui fait qu'après avoir vécu ensemble pendant quelques mois, quelques années par amour, on se marie par plus d'amour encore.

Mais ne plaisantons pas : c'est sérieux le mariage. Et c'est bien en ce sens-là que les trois jeunes femmes le vivaient, avec du rêve plein la tête et de l'émotion plein la voix. Elles voulaient et ont eu un mariage de rêve, un mariage en blanc, un mariage cérémoniel, avec famille, amis, messe, musique, jets de riz, juremets de la mariée aux enchères. Un mariage avec papa larme à l'œil et futur soigneusement écarté des préparatifs.

L'une des mariées, qui vivait depuis plusieurs années avec son compagnon, a décidé, à la veille de leurs noces, de retourner pour le dernier soir chez sa mère. Et de ne plus réapparaître que sur les marches de la mairie au bras de papa. La deuxième, mère d'une fillette de sept mois, en a profité pour faire coup double de bonheur, mariage et baptême dans la foulée devant un curé ravi de l'aubaine. Et la troisième, dans la certitude de ses dix-huit ans, a dit : « C'est sûr, sûr et sûr, c'est pour toujours ».

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-matin. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 20 septembre

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
22.50 Magazine : 52 sur la Une. L'Héritage. Dans la huis clos familial.
23.50 ► Spécial sports : Boxe. 0.55 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Jeu : Fort Boyard.
22.05 Série : Pas de faire-part pour Max. Une inspection rapide. Un cadavre est retrouvé sur un faucheur ayant appartenu à Elizabeth I.
22.50 Cinéma : L'Ultime Razzia. ■■■ Film américain de Stanley Kubrick (1956).
0.10 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Magazine : Thalassa. Présentation de l'expédition Antarctique : Les Oubliés de Saint-Paul. Sept marins oubliés sur une île, en 1930.
21.40 Magazine : Avec les meilleurs sentiments. Invité : Jean-Marc Roberts (Monsieur Pinocchio) Michel de Caserio (Une femme en soi) ; Michelle Froussier (Lettre à mon fils et à tous les petits garçons qui deviendront un jour des hommes) ; Anne Wiazemsky (Madame) ; Yves Simon (Le Dérive des sentiments).
22.45 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Musicales. Portrait de Zino Francescatti.
0.05 Magazine : Remède.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : L'Incident. En 1944 aux États-Unis, dans un camp de prisonniers allemands.
22.05 Documentaire : Invasions animales d'Australie.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Qui veut la peau de Roger Rabbit ? ■■ Film américain de Robert Zemeckis (1988).
0.40 Cinéma : Faux et usage de faux. ■ Film français de Laurent Heynemann (1990).
- LA 5**
- 20.40 Journal des courses.
20.50 Série : Les Enquêtes de Christine Cromwell. Une jeune diplômée de Harvard vole au secours de son amie mariée à un riche tyran.
22.30 Série : Capitaine Furillo.

- 23.25 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
0.15 Journal de la nuit.
0.25 Degrain. se décide aujourd'hui. Invité : Hubert Leclerc de Hauxclouque.
0.30 Le Club du télé-achat.
- M 6**
- 20.30 Météo 6.
20.40 Téléfilm : Les Disparus du lac. Un cadavre dans le piscard.
22.25 Série : Equalizer.
23.20 Magazine : Vénus.
23.50 Capital.
0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : L'Anthropologie. 2. La saison du brame.
21.00 Téléfilm : L'Amoureuse.
22.30 Documentaire : Sea Coal.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Les basses question de réver. 8. Le choc des musiques.
20.30 Radio-archives.
21.30 Black and Blue. Bix : la musique et la légende.
22.40 Les Nuits magnétiques. Journal d'un coup d'État. Leningrad-Moscou, août 1991. 4. Moscou : place de la liberté.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Avant-concert.
20.30 Concert (en direct de la Biennale de la musique française) : Tarentelle syrienne, La Demoiselle élue, de Debussy ; Epiphanie pour violoncelle et orchestre, de Caplet ; Symphonie en si bémol majeur, de Chausson, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski.
23.07 Poussières d'étoiles.

- TF 1**
- 17.20 Divertissement : Mondo Dingo.
17.50 Magazine : Trente millions d'amis. Jeu : Une famille en or.
18.45 Série : Marc et Sophie.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert, Météo et Loto.
20.45 Variétés : Succès fous.
22.35 Téléfilm : La Belle et l'Éléphant.
0.10 Magazine : Formule sport. Moto : le Bol d'Or sur le circuit Paul-Ricard ; Le Décastar de Tennis ; Rugby : présentation du groupe 3 ; Football : championnat de France.
1.10 Journal et Météo.
- A 2**
- 14.05 Magazine : Animalia.
15.00 Sports passion. Tennis : demi-finale double de la Coupe Davis (France-Yugoslavie) ; Tennis de table : World All Star Circuit.
17.00 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
18.35 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
19.00 Série : L'homme qui tombe à pic.
19.50 3 Minutes pour faire lire.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Magazine : La Nuit des héros.
22.25 Magazine : Double jeu. Invité : Smi.
23.50 Concert : Paris-Moscou.

- TF 1**
- 13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Série : Columbo.
16.55 Disney parade.
18.15 Magazine : Téléfoot. A 19.00. Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Valéry Giscard d'Estaing.
20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Le Retour de l'inspecteur Harry. ■ Film américain de Clint Eastwood (1983). Avec Clint Eastwood, Sondra Locke, Pat Hingle.
22.45 Magazine : Ciné dimanche.
22.50 Cinéma : La Corde. ■■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1948). Avec James Stewart, John Dall, Farley Granger.
0.15 Magazine : Télévision.
0.40 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.25 Dimanche Martin.
14.55 Série : Mac Gyver.
15.45 Dimanche Martin (suite).
17.35 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Andersen, les îles invisibles.
18.25 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Finale du Grand Prix, à Barcelone, Plazet à travers Talence ; Football : championnat de France ; Rugby : championnat de France ; Automobile : Grand Prix de formule 1 à Estoril ; Tennis : Coupe Davis, à Pau ; Résultats de la semaine ; Parapente : championnat du monde ; Basket-ball : championnat de France ; Parachutisme : championnat de France ; Cyclisme : Trophée Bercini.
19.25 Série : Maguy.
19.50 1,2,3, Théâtre (et à 1.23).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Haute tension. Adrien.
22.25 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Patrice Chéreau.
23.45 Documentaire :

- le concert pour les héros.
- FR 3**
- 14.00 Variétés : Eurotop.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 La Sept —
- CANAL PLUS**
- 15.05 Documentaire : Histoires d'eau.
15.30 Super Model of the World.
17.05 Les Superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30.
18.00 Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : Ian Fleming ou les Mémoires d'un espion. Les confidences d'un célèbre agent secret.
22.15 Magazine : Quelle horreur !
22.40 Flash d'informations.
23.00 La Brigade anti-monstres (Monster Squad). ■ Film américain de Fred Dekker (1987).
0.20 Cinéma : Mort d'un soldat. ■ Film australien de Philippe Mora (1985).
- LA 5**
- 13.20 Magazine : Intégral. Grand Prix du Portugal.
14.00 Sport : Formule 1. Essai du Grand Prix du Portugal.

- Derniers Far West. La Colombie.
0.45 Journal et Météo.
- FR 3**
- 13.50 Magazine : Faut pas rêver. États-Unis : Central Park ; France : le royaume des menteurs du Gabon ; Haiti : les chevaux d'Hogou.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis : demi-finale de la Coupe Davis (France-Yugoslavie), en direct de Pau ; Set & match : Actualité et résultats ; Les magazines couloirs.
18.00 Magazine : Montagne. Ligne de vie. Pompiers dans les gorges du Verdon...
18.30 Jef.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.40 Cinéma : Ringing Broads and Bannum's Bailey Circus.
22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Louis Féraud.
22.25 Journal et Météo.
22.40 Histoire de voir. Delmet et Durandelle.
22.45 Cinéma : Casanova, un adolescent à Venise. ■■ Film italien de Luigi Comencini (1959). Avec Leonard Whiting, Maria Grazia Buccella, Lionel Stander (v.o.).
0.45 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00 —
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : Le Dossier Lancaster Miller.

- 15.15 Série : Le Retour de Mike Hammer.
16.05 Série : Frog Show.
16.20 Tiroc à Evry.
16.50 Divertissement : C'est pour rire.
17.00 Spécial drôles d'histoires. Série : Deux flics à Miami.
17.25 Série : La Loi de Los Angeles.
18.15 Série : L'Enfer du devoir.
19.05 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : Les Roses rouges de la revanche.
23.50 Journal de la nuit. Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.
- M 6**
- 14.40 Série : Laramie.
15.30 Série : Les Espions.
16.20 Jeu : Hit hit hit hurra !
16.25 Série : Vite Danieles, flic à Los Angeles.
16.50 Série : Vegas.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.35 Téléfilm : Les Pommes Girls de Los Angeles.
22.15 Téléfilm : La Secte de la lumière.
23.50 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 13.25 Téléfilm : L'Amoureuse. Vie privée d'un orchestre.

- 15.35 Magazine : 24 Heures (rediff.).
16.35 Dessin animé : Les Simpson.
17.00 Documentaire : Les Plus Grandes Cascades du monde.
18.00 Cinéma : Appelez-moi Johnny 5. ■ Film américain de Kenneth Johnson (1986). Avec Fisher Stevens, Michael McKean, Cynthia Gibb.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.45 Flash d'informations.
19.50 Ça cartoon.
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.30 Cinéma : Daddy nostalgie. ■ Film français de Bertrand Tavernier (1990). Avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure.
22.10 Flash d'informations.
22.20 L'Équipe du dimanche. Football : Boxe ; Football américain.
1.20 Cinéma : Marie des Isles. ■ Film franco-italien de Georges Combrat (1989). Avec Belinda Lee, Alain Savary, Magali Noël.
- LA 5**
- 13.20 Série : L'homme qui valait 3 milliards. Magazine : Le Club F1. A 15.00 retransmission en direct du Grand Prix du Portugal.
17.00 Tiroc à Longchamp.
17.20 Série : Lou Grant.
18.10 Série : La Loi de Los Angeles.
19.00 Magazine : Nintendage. 19 h Elkabbach. Invité G. Marchais.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : La Lectrice. ■■ Film français de Michel Deville (1988). Avec Mimi Miu, Christian Ruché, Sylvie Laporte.
22.35 Magazine : Reporters. Le KGB voit rouge : Grotus Genn ; Le dernier jour de... Jimi Hendrix ; Que sont-ils devenus ? ; Kim Phuk.
23.30 Magazine : Top chrono. Les meilleurs moments du Grand Prix du Portugal.
0.20 Journal de la nuit.
0.30 Le Club du télé-achat.
0.50 Concert. Concerto pour violon et orchestre de Mendelssohn, par l'Ensemble instrumental de France.
- M 6**
- 13.50 Série : O'Hara.
14.40 Série : Laredo.
15.30 Jeu : Hit hit hit hurra !
15.45 Téléfilm : Clair de lune.
17.15 Série : L'Homme de fer.
18.05 Série : Supercopier.
19.00 Série : Les Routes du paradis.

- 16.00 Documentaire : Les Nouvelles Grandes Personnes.
17.00 Magazine : Avis de tempête.
19.00 Documentaire : La Matière.
20.00 Histoire parallèle.
20.55 ► Documentaire : Et la vie.
22.30 Le Courrier des téléspectateurs.
22.35 Soir 3.
22.55 ► Documentaire : Salsa opus 1.
23.45 Cinéma d'animation : Images.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Musique : Multipiste. Musique et technologie d'aujourd'hui. Rétrospective du Cycle acoustique de l'INA-GRM.
20.30 Photo-portrait. Patrick Naggar, designer.
20.45 Avignon 91. Mobile-Oki, de Marie Rodonnet.
22.35 Musique : Opus.
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Les Français jouent Mozart à Radio-France. Concert (en direct de la Maison de Radio-France) : Quatuor pour cordes et piano en sol mineur K 478, de Mozart.
20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Mitridate, ouverture en ré majeur K 87, Concerto pour piano et orchestre n° 5 en ré majeur K 175, Idoménée (extraits), Concerto pour clarinette et orchestre en la majeur K 622, de Mozart par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Frédéric Chaslin.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 22 septembre

CHAQUE DIMANCHE à midi SUR ANTENNE 2

22 septembre

Michel Edouard LECLERC

Rediffusion à 1 heure du matin

- 19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : Princesse Daisy. (1^{re} partie). Se souviens-tu est handicapée mentale.
22.20 Informations : M 6 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : Calligula et Messaline. ■ Film franco-italien d'Anthony Passa (1981). Avec Vladimir Brjovne, Betty Roland, Antonio Passalis.
0.20 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 15.40 Documentaire : Portrait de Zino Francescatti.
16.45 ► Documentaire : On a le droit de se révolter.
17.40 Documentaire : Sea Coal.
19.05 Documentaire : L'Anthropologie.
20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
20.25 Le Courrier des téléspectateurs.
20.30 Cinéma : I Went to Go Home. ■ Film français d'Alain Resnais (1989).
22.10 Court métrage : Le Chant du styrène. D'Alain Resnais.
22.30 Cinéma : Le Jardin des délices. ■■ Film espagnol de Carlos Saura (1970).
0.00 Court métrage : Les Désastres de la guerre.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radiophonique. Musiques et chiffres - Structures, séries.
22.35 Musique : Le Concert (donné le 20 juillet à Villeneuve-les-Avignon lors des manifestations du Centre Acoustique) : Pièces pour quatre timbales, Enchanted Preludes pour flûte et violoncelle, de Carter ; Densité 21.5, de Varèse... ; (1^{re} partie) de Holger ; Plaisance, d'Aiken ; Le Sifflement des vents porteurs de l'amour, pour flûte et percussion, de Tremblay, par Robert Aitken, flûte, Sylvio Gueldre, percussion, Rohan de Saram, violoncelle.
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Mezza voce.
20.30 Concert (donné le 30 octobre 1990 à Hambourg) : Symphonie n° 9 en mi mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la radio de Hambourg, dir. Gunter Wand.
23.05 Poussières d'étoiles.

Une avancée décisive de l'enquête

L'assassinat de Chapour Bakhtiar aurait été commandité de Téhéran

A la demande du juge Bruguière, la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris a interrogé, les 17 et 18 septembre, une douzaine de personnes dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar, l'ancien premier ministre du chah d'Iran. Parmi elles figure M. Massoud Hendi, ressortissant iranien, membre de la famille de l'ayatollah Khomeiny, connu pour ses relations dans les hautes sphères du régime des mollahs.

Un mois et demi après l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah, tous les chemins d'enquête mènent aujourd'hui à Téhéran.

Devant les enquêteurs, M. Massoud Hendi, petit-neveu de l'ayatollah Khomeiny, met aussi en avant ses liens d'amitié avec un proche parent du ministre de l'intérieur iranien. Autant de relations qui lui ont permis d'obtenir des faux passeports (documents authentiques mais portant de fausses identités) pour les deux tueurs présumés venus de Téhéran, Mohammad Azadi et Ali Rad Vakil.

M. Hendi aurait bénéficié de l'aide d'un membre du cabinet du ministre des télécommunications à Téhéran. Dès le mois de mars, il aurait obtenu des faux-passeports et des visas pour les deux assassins présumés. Résidant alors en France, il s'était porté caution pour leur entrée dans l'Hexagone. A l'époque, les photographies montraient des visages barbus. Des pilotes qui avaient disparu, début juillet, sur les documents qu'il avait à nouveau procurés aux deux membres du commando. Fin juillet, les tueurs présumés utilisèrent, toutefois, un troisième jeu de documents.

L'homme est une figure connue des services spéciaux français. En 1984, il était le correspondant de l'IRIB, la télévision iranienne en France, et, à ce titre, très proche de l'ambassade d'Iran à Paris. A cette époque, M. Massoud Hendi avait été entendu à titre de témoin dans le cours de l'enquête sur le meurtre du général Gholam Ali Oveissi, ancien gouverneur militaire de Téhéran sous le régime du chah, assassiné à Paris le 7 février 1984. Trois ans plus tard, le nom de M. Massoud Hendi réapparait sous la plume de journalistes parisiens qui avaient secouru la France en septembre 1986. Chargé du dossier, le juge d'instruction parisien Gilles Boulouque demandait alors à entendre le numéro deux de l'ambassade iranienne à Paris, M. Wahid Gordji. Tandis que la « guerre des ambassades » battait son plein entre Paris et Téhéran, un ancien commandant des pasdaran (gardiens de la révolution iranienne) mettait en cause Wahid Gordji et Massoud Hendi, en révélant que ce dernier était le correspondant à Paris du réseau iranien chargé des opérations terroristes en France.

Agé d'une quarantaine d'années, le parent de l'ayatollah se serait

reconverti en homme d'affaires installé à Téhéran à partir de 1986. Selon M. Ali Chakeri, responsable en France du Mouvement national de la résistance iranienne, organisation présidée par Chapour Bakhtiar, M. Massoud Hendi aurait ensuite été, « jusqu'en 1986, un haut responsable de la télévision iran, avant d'être nommé à l'ambassade d'Iran à Paris en tant qu'attaché de presse. Ce poste lui servait en fait de couverture pour se livrer au trafic d'armes pour Téhéran. Il sera par la suite expulsé, une première fois, de France ».

Le magistrat instructeur chargé du dossier sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar, M. Jean-Louis Bruguière, doit prochainement entendre M. Hendi. Dans la foulée de l'interpellation de ce dernier, les enquêteurs ont appréhendé une douzaine de ses contacts réguliers en région parisienne. Ces ressortissants iraniens ne seraient que des comparses. Vendredi midi, seul M. Hendi était maintenu en garde à vue dans les locaux de la brigade criminelle. Il devrait être prochainement entendu par le juge Bruguière.

Terrorisme d'Etat

Un court séjour en Turquie du magistrat est à l'origine de cette accélération de l'enquête. De lundi 16 septembre à mercredi 18 septembre, le juge Bruguière, accompagné d'enquêteurs de la brigade criminelle, a pu confirmer la présence d'une « base arrière » à Istanbul. Il a pu établir que les faux papiers étaient fournis par une filière de trafiquants en faux documents installée à Istanbul et récemment démantelée par la police turque (le Monde du 7 septembre) sur des informations transmises par la police française dans le cadre de l'assassinat de Chapour Bakhtiar.

Cette filière aurait notamment fourni aux faux-passeports turcs - aux noms de Musa Kocer et Ali Kaya - grâce auxquels ils avaient franchi la frontière franco-helvétique après l'assassinat. Trois iraniens liés à ce réseau, Stros Ghesghian, Mesoud Edipsoy et Salim Firman, ont été interpellés à la suite d'une descente de la police turque dans le quartier stanbouliote de Laleli, où vit la

majeure partie d'une communauté iranienne forte de dizaines de milliers de membres.

Il n'est pas certain que les autorités iraniennes donnent suite à la commission rogatoire internationale lancée par la justice française pour aller enquêter en Iran sur les conditions de délivrance de ces documents.

La poursuite de l'enquête devrait porter sur les relations diplomatiques entre Paris et Téhéran. Pour s'opposer au « terrorisme d'Etat », des personnalités de la vie publique française ont créé, il y a peu, un Comité pour la vérité sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar. Visant explicitement le régime de Téhéran, MM. Claude Cheysson, Régis Debray, René Dumont, Max Gallo, Félix Guattari, Edgar Morin et M. Simone Weil souhaitent ainsi marquer leur condamnation de « régimes qui poursuivent et même éliminent physiquement leurs opposants jusqu'à dans les pays où ils ont trouvé asile ». Les personnalités demandaient que toute la lumière soit faite sur de tels assassinats et sur « la véritable identité de leurs commanditaires ».

Dans une résolution votée le 12 septembre, le Parlement européen avait estimé qu'il y a « certaines raisons de penser que l'assassinat de Chapour Bakhtiar a été commis par des agents du gouvernement iranien », tout en regrettant que « les gouvernements de certains Etats membres, à la recherche d'avantages diplomatiques ou commerciaux, semblent vouloir ignorer les actions criminelles du gouvernement iranien ». Les parlementaires européens étaient allés jusqu'à inviter « l'instauration des autorités françaises à poursuivre les criminels avec toute la rigueur voulue ».

Le gouvernement français suit de très près les développements de l'enquête. Début septembre, un communiqué de l'Elysée indiquait que la visite officielle du président de la République en Iran n'était ni annulée ni ajournée. Il est clair que le voyage de M. Mitterrand se trouve de plus en plus fortement compromis.

ERIC INCYAN

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les bouquins des copines

VOUS savez ce qu'elle lit, la France profonde ? Un livre par semaine. Lequel ? Par ordre de préférence, *Femme actuelle*, *Prima* et *Voici*, sans compter *Télé 7 jours* ou *Télé star*, bien sûr. Ça s'appelle un livre. Ça coûte trois francs six sous. Et ça se prête aux copines : dès donc, demain c'est samedi, et elle me l'a pas encore rendu, mon bouquin, Jeanine ! A quel rayon elle est, là, aujourd'hui, que j'aille lui réclamer... A la lingerie ?

Cette presse, que dis-je, cette littérature, la seule qui soit véritablement populaire, elle tire à des millions d'exemplaires, vous savez d'où elle nous vient ? D'outre-Rhin. A la tête de ce groupe allemand, Axel Gatz, un génie du marketing a fait faire des études de marché en Espagne, en France, en Grande-Bretagne et en Italie pour arriver à cerner le profil de M^{me} Tout-le-monde.

Résultat : un produit identique dans chaque pays, répondant aux mêmes préoccupations, mon mari ronfle la nuit, ma belle-mère me pompe l'air, mon gosse me ramène des mauvaises notes et ma plante verte a pas le moral.

Sauf qu'à la page « recettes de cuisine » la daube remplace chez nous la paella, le steak and kidney pie ou la kartoffelsalat. Comme quoi on n'a pas attendu 1993 pour la faire, l'Europe des nazes.

Quant à l'Europe des potins, qui couche avec qui, elle ignore les frontières, merci *Voici*, et nous rancarde de Hambourg à Madrid, et de lundi en lundi, moi, je me précipite sur les amours sacrées de Caroline ou les liaisons de Johnny. Au grand dam de *Paris-Match*, qui dans un premier temps s'empresse de recueillir l'image déchirée de ses cœurs préférés en nous balançant les vieux clichés d'une veuve inconsolable ou d'un jeune marié au comble du bonheur conjugal. Quitte à lâcher le morceau un peu plus tard, pour ne pas être boudé par la concurrence.

Oui, parce qu'à en croire une récente enquête, ce que 73,2 % des Français cherchent dans la presse, si surprenant que ça paraisse, c'est de l'information. Sous toutes ses formes. La vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Pieux ou par omission, le mensonge ne fait plus recette.

EN BREF

Instruction d'une plainte contre M. Chirac. La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné, mercredi 18 septembre, le juge d'instruction du tribunal d'Orléans pour instruire un dossier dans lequel M. Jacques Chirac, au terme de l'arrêt de la chambre, est susceptible d'être inculpé d'incitation à la haine raciale. Cette désignation intervient après le dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile d'un particulier d'origine congolaise, qui faisait suite à un discours prononcé par M. Chirac le 19 juin à Orléans, dans lequel il avait parlé de « odeur » imputable aux immigrés.

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 22 septembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le maire socialiste de Nevers répondra aux questions d'André Passeron et d'Erik Izraelowicz du Monde et de Dominique Pennequin et de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COUTURES MESURE
à partir de 2 690 F
PARFUMS BAS VESTON 1 795 F
3 000 tissus
Luxueux draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ALBUM 91

Le Monde
PLANTU

LE PRÉSIDENT

HIP HOP!

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MAROC

Le bagne de Tazmamart aurait été rasé et ses détenus transférés

Le bagne de Tazmamart, dénoncé par les organisations humanitaires, aurait été rasé et ses prisonniers transférés vers d'autres centres de détention, à Kenitra, au nord du Maroc, et dans le sud, de Ouarzazate, dans le sud-est du pays, a-t-on appris, vendredi 20 septembre, de source diplomatique bien informée à Rabat. De source marocaine haut placée, on confirme, sous le sceau de l'anonymat, que la prison militaire de Tazmamart, un ancien fortin perdu dans l'Atlas, a été « complètement rasée » y a plusieurs semaines. Hassan II a toujours démenti l'existence du bagne de Tazmamart. Pourtant, outre les dénonciations provenant d'organisations humanitaires comme Amnesty International, un rapport du gouvernement américain sur les violations des droits de l'homme au Maroc, publié en 1990, avait fait état de vingt-neuf morts à Tazmamart et des « graves problèmes de santé » des détenus qui ont survécu. Le roi Hassan doit entamer, le 26 septembre, une visite officielle aux Etats-Unis. (Reuters)

PRATIQUEZ

Le sport de la personnalité !
ET GAGNEZ

- Impact sur un public
- Qualité des contacts
- Influence en réunions
- Maîtrise en entretiens
- Force de conviction
- Rayonnement de votre personnalité

CONFÉRENCES GRATUITES

90 CHAMPS-ÉLYSÉES
Mar 24 et Mar 25 Sept
de 14h30 à 17h15
Les 24, 25, 26 Septembre
de 10h précises à 20h45
GARE DE LYON, Hôtel Fauroux
jeudi 27 et vendredi 28 Sept
de 10h précises à 20h45
LE CHESNAY, Paris
Mar 24 et Mar 25 Sept
de 14h30 à 17h15
Lun 30 Sept et Mar 2 Oct
de 10h précises à 20h45
SAINT GERMAIN
Paris
Mar 24 et Mar 25 Sept
de 14h30 à 17h15
Mar 27 et Mar 28 Sept
de 10h précises à 20h45

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE

Leader mondial de la formation
présenté en France par la Sté Wayne
2, rue de Mély - 75001 Le Chesnay
Tél : 01 34 61 06 - Fax : 01 34 61 28

L'ESSENTIEL

DÉBATS

La France du doute, par Michel Brulé et Albert Marlin • Défense du Japon, par Jacques Lévy • Retour des Khmers rouges, par Jean Brunet..... 2

ÉTRANGER

L'évolution de la crise en URSS..... 4 et 5
Le processus de paix au Proche-Orient
Accroissement des tensions entre Washington et Jérusalem..... 6

POLITIQUE

Bataille au CDS
Vers une présidence bicéphale 9
Les divisions du mouvement écologiste
M. Waechter repousse les propositions d'union de M. Lalonde... 9

SOCIÉTÉ

Le budget du ministère de la ville
250 millions de plus sont prévus pour les banlieues dans le projet de loi de finances pour 1992. 10

CULTURE

La « Symphonie fantastique » à Lyon
Berlioz par Gardiner
sur instruments d'époque 13

COMMUNICATION

La Cinq arrête ses émissions en Belgique
Les relations complexes des Wallons avec les chaînes françaises..... 14

SANS VISA

La Mongolie sans faulxille ni marteau • La Goutte-d'Or • Saint-Nazaire, quel des lumières • La table • Les jeux... 17 à 24

ÉCONOMIE

La réforme de l'apprentissage
M. Cresson a présenté son programme devant un parterre de patrons..... 25

Services

Abonnements..... 27
Petites annonces..... 26
Carnet..... 30
Jeu..... 22
Loto, Tac o Tac..... 30
Marchés financiers..... 28-29
Météorologie..... 30
Radio-Télévision..... 31
Spectacles..... 15
Week-end d'un chineur..... 30
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 septembre 1991 a été tiré à 519 642 exemplaires.

La réorganisation de Matignon

M^{me} Cresson dote son cabinet de neuf « coordonnateurs de cellule »

La réorganisation du cabinet de M^{me} Edith Cresson, commencée pratiquement au lendemain même de son installation, franchi, jeudi 19 septembre, une nouvelle étape. Pas de réelles surprises dans cette réorganisation, si ce n'est le départ de M. Alain Pichon. Cet ancien secrétaire général de la Cour des comptes, qui a assuré l'intérim du directeur adjoint de cabinet entre le départ de M. Alain Prost et l'arrivée de M. François Lamoureux, était surtout (avec M. Jean-Philippe Alger, dont le départ du service de presse est officialisé) le seul membre de l'équipe de Matignon qui, après avoir travaillé avec M^{me} Cresson au ministère de l'Agriculture, avait gardé des liens professionnels avec elle. Il se voit confier par le chef du gouvernement « une mission de réflexion et de proposition sur l'évolution de l'école nationale d'administration et de son environnement ».

Voici la nouvelle organisation de la direction du cabinet du premier ministre, telle que le service de presse l'a publiée : M. Abel Farnoux, est conseiller spécial du premier ministre ; MM. Moine, directeur, et Lamoureux, directeur adjoint, sont assistés de conseillers chargés d'animer et de coordonner l'action du cabinet et de ses membres ; MM. Ivan Barbot, chargé de mission auprès du premier ministre pour la sécurité ; Jean-Louis

Chambon, conseiller pour la communication ; Jean-François Gueulotte, conseiller pour les relations avec le Parlement ; Louis Joinet, conseiller pour la justice et les droits de l'homme ; Jean-Hervé Lorenzi, conseiller économique ; Jean-Louis Reiffers, conseiller pour l'éducation ; Pierre-Louis Rémy, conseiller social ; M^{me} Joëlle Timsit, conseiller diplomatique ; M^{me} Jean-Paul Tran Thiet, conseiller pour les relations avec les groupes d'études et de mobilisation. Le contre-amiral Patrick Lecointre est chef du cabinet militaire ; M. Jean-Claude Gorichon est chef du cabinet.

Th. B.

MODE : AH
SI VOUS POUVIEZ
DÉPENSER 150 F !

En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces vêtements : 2 fois 2,50 m de tissus ravissants à 30 F le mètre, donc 2 robes nouvelles... Et tout est à l'avantage : excitant, nouveau, libre, élégant.

Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. ! Et venez rencontrer « La Mode-Liberté » depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

30 من الأصل